

APRÈS LE CESSÉ-LE-FEU

Une certaine détente se confirme à Beyrouth

LIRE PAGE 2

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 dh ; Maroc, 1,20 dh ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 11 fr. ; Canada, 80 c. ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 18 p. ; Grèce, 18 dr. ; Irlande, 45 fr. ; Italie, 200 li. ; Japon, 120 y. ; Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,90 fl. ; Portugal, 12,50 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.R.S.S., 13 kbs ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 18
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4297-23 Paris
Tél. Paris n° 630572
Tél. : 770-91-29

LA DIPLOMATIE AMÉRICAINE ET LES ENTRETIENS DE M. KISSINGER

ANGOLA : dialogue de sourds avec M. Brejnev

Le « magicien » sans baguette

M. Kissinger a-t-il bien fait d'aller à Moscou ? La question mérite d'être posée, au vu des résultats contradictoires obtenus par le secrétaire d'État américain au terme de trois jours d'entretiens avec MM. Brejnev et Gromyko : les progrès — non encore confirmés — enregistrés sur les armements stratégiques ne compensent guère ce qu'il faut bien appeler le camouflet essuyé sur l'Angola.

De deux choses l'une : ou bien M. Kissinger considère ce conflit comme secondaire, l'intervention soviéto-cubaine comme une incartade sans gravité, et il n'avait aucune raison de ne pas poursuivre les conversations avec les dirigeants soviétiques au rythme initialement prévu. Ou bien, et c'est ce qu'a choisi de faire le secrétaire d'État, il considérait l'action soviéto-cubaine en Afrique comme incompatible avec les principes de la détente, reproche à Moscou de rechercher un avantage unilatéral et de déroger à la « règle de réserve » consignée entre les Deux Grands en 1972 et 1973, et alors il aurait fallu faire sentir de manière concrète au Kremlin que le dialogue ne pouvait plus se poursuivre sur les mêmes bases.

Or M. Kissinger a tenté de se comporter comme par le passé, alors qu'il n'a jamais eu aussi peu d'atouts dans son jeu. En Angola, le M.P.L.A. est en passe de remporter la victoire ; Soviétiques et Cubains ont d'autant moins de raisons de lui refuser leur aide que la seule force organisée qu'ils trouvent en face d'eux, celle de l'Afrique du Sud, sert de repoussoir à presque toute l'Afrique et justifie « a posteriori » l'intervention à Washington. Le Congrès interdit toute action américaine d'« ouverture », et le président Ford a indiqué à l'avance qu'il n'était pas question de « punir » l'U.R.S.S. en lui refusant le blé qu'elle demande. M. Kissinger, magicien sans baguette, s'est donc contenté de faire les gros yeux à M. Brejnev.

Si l'on en croit James Reston, du New York Times, les dirigeants soviétiques avaient beaucoup insisté pour que cette visite ait lieu, et on les comprend. De même qu'en 1972, M. Nixon avait marqué un point important en se faisant accueillir à Moscou au moment où l'armée américaine minait le port de Haiphong et bombardait Hanoi. De même aujourd'hui M. Brejnev démontre qu'il peut faire preuve d'activisme dans une région du monde sans entraîner autre chose que des remontrances de son partenaire américain, qui reste intéressé au dialogue. Il aurait pu aussi faire valoir à M. Kissinger, si du moins il avait consenti à engager une discussion au fond sur l'Angola, et les avantages militaires, que la diplomatie américaine au Proche-Orient a recherché et obtenu jusqu'à l'automne dernier des privilèges aussi importants qu'exclusifs, tenant le Kremlin à l'écart de ses efforts et aidant l'Égypte à éliminer l'influence soviétique. Sans doute l'action américaine dans cette région a-t-elle visé à rapprocher les adversaires, non à les pousser au combat, comme c'est le cas jusqu'à aujourd'hui des interventions étrangères en Angola. Mais dans le grand jeu de la rivalité des Grands camouflée en détente, les crocs-en-jambe ne se mesurent pas à l'aune de la moralité.

Au regard de tout cela, les progrès enregistrés sur les Salt paraissent à la fois prometteurs et dérisoires. Prometteurs, parce qu'une baisse du plafond fixé à Vladivostok équivaut à ce qu'il y a de pire que la situation actuelle, une prolifération anarchique des armements nucléaires. Dérisoires, parce que la puissance accumulée par les Deux Grands est de toute façon suffisante pour faire sauter la planète.

Les entretiens de M. Kissinger à Moscou ont été un dialogue de sourds — en ce qui concerne l'Angola, a révélé une source américaine informée, M. Brejnev s'étant refusé à toute discussion au fond. Sur le terrain, les forces sud-africaines ont amorcé un repli sur le front central, mais des centaines de réservistes continuent de quitter les centres urbains à destination des camps d'entraînement situés près de la frontière angolaise. Selon M. Kissinger, les effectifs cubains en Angola sont d'environ dix mille hommes et se renforcent de deux cents hommes par jour.

De notre correspondant

Moscou. — Contrairement aux espoirs nourris du côté américain, les tentatives déployées par M. Kissinger durant son séjour à Moscou pour obtenir une révision de la politique anglo-américaine de l'U.R.S.S. ont totalement échoué. C'est en tout cas ce que l'on déclarait jeudi soir de source américaine bien informée, sans vouloir se prononcer sur les conséquences de l'attitude soviétique. A plusieurs reprises avant son voyage à Moscou, M. Kissinger avait affirmé que l'intervention soviéto-cubaine en Angola était contraire à l'esprit de la détente. Dans un « briefing » donné peu avant son arrivée, il avait même affirmé que le voyage de M. Brejnev à Washington ne dépendait pas seulement d'un succès des négociations sur les armements stratégiques, laissant entendre qu'une révision de la position soviétique à propos de l'Angola s'imposait aussi.

Conformément à ses déclarations, M. Kissinger a bien souligné avec M. Brejnev ce dernier problème. Mais, selon des témoignages américains et soviétiques, jamais une véritable discussion n'a pu s'engager. Alors que le secrétaire d'État développait son point de vue, M. Brejnev se contentait de réitérer la position officielle de l'U.R.S.S., ne répondant même pas aux questions de son interlocuteur et refusant manifestement d'établir une conversation suivie. « Ce fut un véritable dialogue de sourds », a affirmé une personnalité particulièrement bien placée, qui a qualifié de « très dure » la position adoptée par M. Brejnev. Toujours de même source, on précise que le secrétaire général a refusé d'évoquer la question des troupes cubaines en Angola, estimant qu'il s'agissait là d'un problème concernant uniquement La Havane et Luanda.

L'échec de M. Kissinger est confirmé par la persévérance avec laquelle le secrétaire d'État a évité toute allusion au problème angolais dans ses déclarations à la presse. On peut également voir une confirmation supplémentaire dans le fait que le très bref communiqué américain soviétique publié vendredi soir à Moscou ne mentionne même pas l'Angola parmi les sujets abordés.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 3.)

ESPAGNE : signature d'un traité de coopération militaire

Un véritable traité de coopération militaire hispano-américain, qui implique le renouvellement de l'accord sur les bases et qui sera soumis à l'approbation du Sénat de Washington, devait être signé par M. Henry Kissinger, arrivé le samedi 24 janvier à Madrid pour une visite de vingt-quatre heures.

Les nouveaux accords, prévus pour quatre ans au lieu de cinq précédemment, sont plus favorables à l'Espagne, qui obtiendrait une aide militaire accrue de quelque 1 200 millions de dollars. Le projet d'accord, conclu en octobre dernier avant la mort de Franco, prévoyait une aide de 800 millions de dollars. Autre concession américaine : les sous-marins nucléaires des États-Unis seront progressivement retirés de la base de Rota, près de Cadix.

La visite de M. Kissinger, qui doit rencontrer le roi Juan Carlos I^{er} et le chef du gouvernement, M. Arias Navarro, marque une nouvelle étape vers l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN et est un succès politique pour le premier gouvernement du roi.

De notre correspondant

Madrid. — En 1972, l'Espagne a présenté une demande d'association à la Communauté économique européenne, mais celle-ci ne pouvait accepter alors un régime d'inspiration totalitaire. Après de longues négociations, on parvint à un simple accord commercial préférentiel entre l'Espagne et la C.E.E. Il fallut modifier lorsque les Six du Marché commun devinrent les Neuf. Un nouvel accord était en cours de négociation lorsqu'en octobre 1975, à la suite de l'exécution en Espagne de cinq militants révolutionnaires, la C.E.E. décida de « geler » la négociation. A Madrid, il s'agit de la dégeler, a déclaré M. de Motricio, ministre des affaires étrangères. Selon lui, les négociations se situent sur deux plans : l'un

consiste à reprendre les pourparlers sur l'accord commercial, et l'autre concerne la demande d'association formulée par l'Espagne en 1972. Le ministre, qui vient de rencontrer successivement les ministres des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, du Luxembourg (président en exercice de la C.E.E.) et de France, est optimiste. Il affirme que lorsqu'il aura visité les six autres capitales des pays membres de la C.E.E. afin de connaître leur point de vue sur l'Espagne, vers le milieu de cette année, réactiver sa demande de 1972 : à son avis, les négociations pour l'accord aboutiront au plus tard en 1980.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

(Lire la suite page 3.)

SALT : vers l'abaissement du plafond de vecteurs nucléaires

A Bruxelles, s'adressant aux journalistes à l'issue de la séance du conseil atlantique, au cours de laquelle, vendredi 23 janvier, il avait informé ses collègues de ses entretiens de Moscou, M. Kissinger a confirmé qu'il espérait qu'un accord sur les armements stratégiques (SALT) pourra être signé cette année. Le communiqué soviéto-américain publié indique que des progrès ont été réalisés sur « un certain nombre » de problèmes et que les conversations se poursuivront. Les Soviétiques ont notamment proposé d'abaisser de 10 % le plafond de 2 400 fixé à Vladivostok, en novembre 1974, pour les vecteurs stratégiques des Deux Grands.

En revanche, M. Brejnev semble avoir rejeté la proposition faite par les pays de l'OTAN en décembre dernier, aux négociations de Vienne sur la réduction des forces en Europe et visant à échanger la liquidation de mille armes nucléaires tactiques américaines contre le retrait d'une armée blindée soviétique.

Selon les indications données officieusement ou officiellement par M. Kissinger, les progrès enregistrés à Moscou à propos de SALT portent sur trois points :

1) LE « BACKFIRE » ET LE PLAFOND DE VLADIVOSTOK. — L'U.R.S.S. a proposé d'abaisser d'environ 10 % le nombre maximal de vecteurs stratégiques toutes catégories que les deux pays s'étaient autorisés à conserver par leur accord de novembre 1974. Ce nombre passerait ainsi de 2 400 à 2 200 ou 2 100, mais le nouveau bombardier russe Backfire (qui peut faire « l'aller simple » U.R.S.S.-Etats-Unis) n'y serait pas inclus. Il s'agit bien d'un échange, puisque cet avion est produit à raison de deux exemplaires par mois : leur nombre devrait être par conséquent, après dix ans, duré de validité prévue pour le traité SALT 2, de 240, soit la différence

entre l'ancien et le nouveau plafond. Les Soviétiques semblent avoir admis que ce bombardier présentait une menace indirecte pour leur partenaire ; son déploiement sera limité à certaines zones.

L'abaissement du plafond de Vladivostok entraînera un « sacrifice » plus lourd pour les Soviétiques que pour les Américains, puisque les Américains disposent actuellement, sans compter le Backfire, d'environ 2 550 vecteurs stratégiques (missiles intercontinentaux, missiles sous-marins et bombardiers à grand rayon d'action) ; les seconds en ont 2 142, c'est-à-dire un nombre voisin du nouveau plafond.

2) LE « MISSILE DE CROISIÈRE ». — Cet engin non balistique mais au point actuellement par les États-Unis serait compté, au moins indirectement, dans le « sous-plafond » établi à Vladivostok pour les engins à têtes multiples (MIRV). Selon l'accord de novembre 1974, chaque partie devait être autorisée à détenir, à l'intérieur du plafond général de 2 400 vecteurs, un maximum de 1 320 MIRV. Mais cette catégorie n'englobait alors que les missiles balistiques, terrestres ou sous-marins, non les bombardiers. D'ici là, et si les indications fournies du côté américain se confirment, on inclurait dans ce sous-plafond ceux des bombardiers stratégiques qui emportent sous leurs ailes un ou plusieurs missiles de croisière à longue portée. En somme, on ne comptabiliserait pas chaque Cruise, mais les bombardiers porteurs ; il reste à savoir à partir de quel rayon d'action un Cruise sera considéré comme de « longue portée », et ce qui sera décidé pour les Cruise lancés à partir d'autres plates-formes (terrestres, marines ou sous-marines). L'importante question des Cruise marins, notamment, n'a pas été réglée.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 3.)

La médecine blessée

par le docteur JACQUES MONIER (*)

Les médecins sont de grands dévoués, responsables du déficit de la Sécurité sociale, attachés à la médecine au rendement. Ce sont des conservateurs qui s'opposent à toute évolution, et tout particulièrement à la médecine salariale.

C'est, en gros, l'opinion des intellectuels pensant bien, opinion parfois confortée par des déclarations de grands patrons de la médecine, qui, sur la fin de leur vie professionnelle, cherchent à se ménager un coin de paradis. Si l'on ajoute à cela la remise en cause des sciences médicales elles-mêmes par certains courants de pensée, on peut comprendre la perturbation d'une profession médicale blessée. Les médecins n'ont pas l'impression d'avoir démerité. En vingt ans, ils ont fait face au bond prodigieux des techniques et à un progrès social qui a permis d'étendre les services qu'ils rendent à l'ensemble de la population.

Critiques de toute part, les médecins ont pu paraître, pour un temps, sur la défensive. Ceci leur donne inévitablement une image de conservateurs, image qui a été soulignée par certaines prises de position du Conseil national de l'ordre au cours de ces dernières années. Les principales réformes sociales connues depuis vingt ans

ont eu des répercussions importantes sur les conditions d'exercice de la médecine. Elles ont rendu, cela est vrai, de nombreuses et solides oppositions à l'intérieur de la profession. Mais quels sont les groupes socio-professionnels français qui se sont montrés particulièrement aptes à des évolutions rapides au cours de ces dernières années ? Les fonctionnaires ? Les chefs d'entreprise ? L'université ? Ou même les grandes centrales syndicales ? Chacun est resté campé sur ses positions habituelles. Pendant cette même période, les médecins

français ont accepté le régime conventionnel. Cela voulait dire que le médecin, traditionnellement « honoré » à l'acte, consentait à ce que son acte soit tarifié, quels que soient l'importance du service rendu, le temps passé, et bien sûr, le niveau de fortune du malade. Cette transformation était souhaitable, inévitable. Les médecins n'ont pas attendu qu'elle leur soit imposée. Avec les organismes sociaux, pierre à pierre, ils ont construit un système parfois branlant mais toujours efficace, l'un des plus généreux du monde et néanmoins le plus libéral. Il permet à chaque malade d'être remboursé à 75 % ou 100 % de ses frais médicaux. Ce qui fournit, en réalité, une médecine quasi gratuite. L'évolution ne s'est pas arrêtée.

(Lire la suite page 19.)

AU JOUR LE JOUR COMIQUES

MM. René Haby et Gerald Ford viennent d'avoir au même moment une idée de génie. Le ministre de l'Éducation a demandé à l'historien Raymond Devos de participer à un groupe de réflexion sur l'enseignement artistique et cathédral. Le président des États-Unis a confié le soin à un spécialiste des « gags » de rendre ses discours plus attrayants. Ces initiatives vont, à coup sûr, connaître un succès foudroyant. Renouant avec les conseils d'experts, responsables de n'avoir pas su éviter la crise, les hommes politiques vont immédiatement suivre l'exemple de MM. Haby et Ford et faire dorénavant appel à des comiques chargés de regonfler le moral de leurs électeurs.

Fin la désertation, place à la dérivation ! Des séances d'entraînement sur mesure seront organisées pour chaque ministre : comique trouper pour M. Bourges, rôle intérieur pour M. Pompidou, etc. Mais il n'est pas sûr que les chômeurs trouveront un grand changement à la politique gouvernementale : ils sont, depuis longtemps, habitués à rire jaune.

BERTRAND LE GENDRE.

MORT D'UN CHANTEUR-SYMBOLE

« Ole man » Robeson

Paul Robeson, mort à l'âge de soixante-dix-sept ans, le 23 janvier à Philadelphie, des suites de troubles cardiovasculaires, était le plus célèbre artiste noir des États-Unis, le plus ancien et le plus intraitable défenseur des droits civiques des Afro-Américains.

« Un des plus grands hommes de ce pays, écrivait l'historien Cuyler Riley, à l'occasion de son soixante-quinzième anniversaire, un homme qui a consacré toute sa vie à la recherche de la justice pour tous les êtres humains et à l'édification des hommes et des femmes du monde entier... ». Paul Robeson évoquait l'image du doux colosse, de l'homme tranquille, sûr de son bon droit, et prêt à se battre sans répit pour les droits imprescriptibles que la Constitution américaine accorde à tous les citoyens des États-Unis, mais dénie trop souvent à ses minorités raciales. Et sa voix de Chailopeau noir était une des plus basses du monde.

Né le 9 avril 1898 à Princeton, New-Jersey, d'un ancien esclave devenu pasteur, il étudia les lettres à l'université Rutgers, puis s'inscrivit à la faculté de droit de l'université Columbia de New-York, mais refusa d'écouter le maître d'école à cause de la discrimination raciale qu'il rencontra dans la profession. Il s'orienta vers le théâtre : Eugene O'Neill, qui l'a remarqué, le fait jouer dans deux de ses pièces, notamment *Empereur Jones*. C'est en avril 1925, qu'il donne un récital de

« negro spirituals » à Greenwich Village : on l'accablait comme d'un des grands chanteurs américains. Trois ans plus tard, il interprète le fameux *Old Man River* (1), auquel son nom restera associé.

Il débute au cinéma en 1930, et tient, en 1935, le rôle de Brutus Jones dans l'adaptation filmée d'*Empereur Jones* par Dudley Murphy, après qu'Eisenstein, alors en Amérique, eut songé à lui confier le rôle principal de *Toussaint-Louverture* dans *The Black Napoleon*, projet jamais réalisé.

Dans *Show Boat* (1936), de James Whale, aux côtés d'Irene Dunne, il entonne une fois de plus, de sa prodigieuse voix de basse, *Old Man River*. Pendant la guerre d'Espagne, il chante dans les camps et les hôpitaux républicains. Il tourne ensuite en Angleterre les *Mines du roi Salomon* (1937).

LOUIS MARCORELLES.

(Lire la suite page 17.)

(1) Que la postérité retiendra dans sa programmation afro-américaine : « Ole man river ».

AM

Pierre Vianson-Ponté

Lettre ouverte aux hommes politiques

à Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand, Jacques Chirac, Georges Marchais, Michel Poniatowski, Pierre Mendès-France, Michel Debré et Michel Rocard.

ALBIN MICHEL

solides ANNUELS MICOLL



PROCHE-ORIENT

APRÈS L'ARRÊT DES COMBATS AU LIBAN

Une force palestinienne est chargée de maintenir l'ordre dans les quartiers musulmans de Beyrouth

Une nette détente était enregistrée le samedi 24 janvier à Beyrouth et dans sa banlieue où, pour la première fois depuis plusieurs semaines, aucun incident notable n'a été signalé. Des tirs sporadiques auraient encore fait quatorze morts et vingt-deux blessés la veille.

L'aéroport international de Beyrouth a été rouvert au trafic. La suite d'une réunion entre les trois médiateurs syriens (M. Khaddam, ministre des affaires étrangères, les généraux Najib Jamil, vice-ministre de la défense, et Hilmant Chehab, chef d'état-major de l'armée), les dirigeants progressistes libanais et les leaders palestiniens, une force spéciale composée uniquement de Palestiniens a été chargée de maintenir l'ordre dans les quartiers ouest (musulmans) de la capitale et de mettre un terme aux pillages. Six pillards auraient déjà été tués, quatorze blessés et trente arrêtés. Le Comité supérieur militaire libano-syro-palestinien constitué jeudi prévoit l'évacuation prochaine par les « éléments armés » des casernes libanaises, le retour dans leurs foyers des personnes déplacées, la libération des otages, la restitution aux forces régulières libanaises des armes volées et l'arrêt des émissions de toutes les radios non officielles. Vingt-trois sous-commissions ont été formées pour surveiller l'application du cessez-le-feu.

Le cessez-le-feu de « la dernière chance »

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Une Land Rover surmontée d'une mitrailleuse lourde Douchka, se cramponne un milicien, précédé d'une voiture américaine munie d'un haut-parleur et d'un blinde « confiné » à l'armée libanaise. Pendant toute la journée de vendredi, des convois ainsi constitués ont sillonné sous la pluie les rues des quartiers ouest de Beyrouth. Après le cessez-le-feu, les patrouilles avaient pour mission d'instaurer l'ordre à tous les hommes armés de disparaître des rues de la capitale libanaise et d'avertir les pillards que désormais, on tirerait à vue sur eux.

Ce samedi matin, chacun constatait que la nuit avait été calme. Beyrouth, pourtant, n'a pas vraiment changé de visage et porte toujours un masque de fatigue, de privations et de peur. Selon certaines estimations, le cessez-le-feu a été respecté à 80 % pendant la journée de vendredi. Chacun est resté prudemment devant sa porte. Comment ne pas oublier que, vingt-quatre heures plus tôt, fusillades, enlèvements, pillages, viciaient les rues, et ce en dépit de la proclamation de l'accord ? La situation restait difficile d'un quartier à l'autre. Il fallait étudier avec soin son itinéraire, pour éviter les barrages volants où des passants couraient à l'abri. Depuis la disparition des forces de l'ordre, de trop rares patrouilles de police organisées par les partis progressistes et le CLAP (la gendarmerie palestinienne) ont tenté d'empêcher l'extension du vandalisme, qui jusqu'alors ne sévissait qu'à proximité des principales zones de combat, celles du centre-ville et des réfugiés libanais notamment. Comme dans toute guerre civile, des bandes armées agissant pour leur propre compte se font passer pour la milice ou le tel ou tel groupe. Elles se sont répandues aussi ces derniers jours à Hamra, le « faubourg Saint-Honoré » de Beyrouth, d'ordinaire bien protégé. Un exemple parmi d'autres : trois individus armés se présentent à la porte d'une école tenue par des religieuses. Ils déclarent réquisitionner les lieux pour loger des réfugiés du quartier de la Quarantaine investis par les phalangistes. Alerté par la directrice, un détachement du CLAP arrive

sur les lieux quelques instants après, au moment où les « combattants » commencent à emporter le mobilier et à le charger dans une camionnette. Ils seront mis en fuite après une brève fusillade.

Des coups de feu éclatent à chaque instant pour toutes sortes de raisons. Ici, une femme, de son balcon, tire sur des pillards, qui tentent de s'emparer de sa voiture. Là, une dispute tourne à l'affrontement dans l'une des files d'attente interminables qui s'étirent devant la porte des boulangeries encore approvisionnées en farine. A Ras-Beyrouth, deux hommes se sont grièvement blessés au revolver, à bout portant, pour garder leur place dans la queue. Le brigandage est continu et plusieurs prisons ont été attaquées pour libérer certains prisonniers de droit commun.

Il est encore difficile, ce samedi matin 24 janvier, de faire le point sur la situation hors de Beyrouth. Toutes les régions du pays sont isolées les unes des autres. Les communications sont interrompues avec la région de Tripoli, le Akkar et la vallée de la Bekaa, où de violents combats se sont poursuivis vendredi, selon certains témoins. De nombreux combattants espèrent aujourd'hui que le cessez-le-feu sera appliqué durablement. Avec la même réserve que beaucoup de ses camarades, un responsable de quartier d'une milice progressiste nous déclare à ce propos : « Il faut attendre plusieurs jours avant de savoir si une trêve peut être respectée. Cette fois, l'accord peut paraître plus sérieux, d'autant que c'est celui de la dernière chance. Mais s'il y a eu de la trêve pour tout ruiner, une simple provocation... » — F.C.

● L'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (F.A.O.) a décidé de faire parvenir pour 5 millions 600 000 dollars d'aide en vivres — blé, foin, lait en poudre, viande en boîte et huile de cuisson — à la population libanaise. Cela suffirait à nourrir une population de trois cent cinquante mille personnes pendant trois mois. — (Reuters.)

Le Conseil de sécurité va se prononcer sur la question palestinienne

De notre correspondant

New-York (Nations unies). — Le Conseil de sécurité s'est réuni lundi après-midi 26 janvier pour voter sur le projet de résolution présenté par six de ses membres non permanents (Benin, Guyane, Pakistan, Panama, Roumanie, Tanzanie), affirmant le « droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination » et son « droit d'établir un Etat indépendant, conformément à la charte des Nations unies ». Le texte, déposé vendredi après-midi, est encore provisoire. Néanmoins, on ne pense pas que des changements majeurs seront apportés à une résolution qui, très vraisemblablement, réunira au moins la majorité des neuf voix requises (sur quinze), mais à laquelle les Etats-Unis opposeront leur veto. La résolution restera ainsi lettre morte.

Il n'empêche que l'adoption de ce texte, qui juge insuffisant, aura remporté un nouveau succès psychologique important pour la première fois. Le Conseil de sécurité reconnaîtra les droits nationaux du peuple palestinien et invitera Israël à se retirer « de tous les Etats arabes occupés depuis 1967 ».

Pendant tout le débat, la délégation américaine n'a pas dévié de son intention proclamée de s'opposer à tout projet de résolution dont les termes ne seraient pas acceptables pour Israël. Cette fidélité s'imposait d'autant plus que M. Rabin arrivera en visite officielle dans la capitale dans les tout prochains jours. Le gouvernement américain, soutenant, se sentira ainsi en meilleure position pour exercer ses pressions sur le premier ministre israélien et le pousser éventuellement à de nouvelles concessions.

En tout état de cause, dit-on encore du côté américain, les Etats-Unis ne pouvaient approuver un texte qui n'offre aucune contrepartie à Israël et surtout qui altère sensiblement le cadre des négociations établi dans la résolution 242 de 1967, notamment en parlant de la création d'un Etat indépendant de Palestine et en demandant l'évacuation par Israël de « tous les territoires arabes occupés », alors que justement ce point avait été délibérément laissé dans l'ambiguïté.

HENRI PIERRE.

Plusieurs facteurs militent en faveur d'une normalisation nous déclare le leader du Front démocratique palestinien

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Au lendemain de l'annonce de l'accord politique et militaire obtenu par la médiation syrienne, l'un des principaux dirigeants de la résistance palestinienne, M. Nayef Hawatneh, secrétaire général du Front démocratique pour la libération de la Palestine (F.D.L.P.), nous a exposé son opinion sur les causes du développement et les implications de la guerre civile au Liban. Le F.D.L.P. est l'une des organisations de la résistance les plus actives à soutenir les forces progressistes.

« Après l'échec d'une vingtaine de cessez-le-feu depuis le mois de septembre, le compromis qui vient d'être déposé sous l'égide du gouvernement syrien va-t-il enfin permettre un arrêt durable des combats ?

— Je crois que cet accord aboutira à un véritable cessez-le-feu, pour trois raisons. Au plan local, la droite fasciste et isolationniste se trouve dans une impasse. Son offensive contre le mouvement démocratique libanais et la résistance palestinienne a couru, en court, d'autant que l'armée n'a

pu intervenir à son profit. On a même assisté à une progressive décomposition de cette armée. Au niveau du monde arabe, toutes les tentatives d'internationalisation de la crise, en faisant appel aux régimes réactionnaires, ont également échoué. Enfin, dans le monde entier, on a commencé à mesurer la stérilité de la politique menée par la droite.

« Aujourd'hui, et pour la première fois, le président de la République s'est vraiment engagé à respecter le cessez-le-feu et à le faire respecter. Il s'est soudain placé à la tête de la coalition de la droite, en y ajoutant le poids de son titre de chef d'Etat. M. Chamoun, qui menait ces derniers temps, le jeu de la droite, a été évincé. En réalité, M. Frangie a toujours été le véritable chef de la coalition. C'est notamment ouverte pour dissuader l'adversaire de poursuivre l'entreprise sangninaire qu'il a particulièrement illustrée en occupant le camp de Dhaya. Il faut remarquer que l'agression qui visait à nous chasser était telle que la défense des camps était très difficile sinon impossible sur le plan militaire. Nous avons dû avoir recours à des diversions, des dissuasions. C'est ainsi que nous sommes intervenus dans d'autres endroits du territoire libanais pour empêcher des pressions et rétablir l'équilibre. Je tiens à préciser à propos de notre action dans la vallée de la Bekaa et dans l'Akkar que l'A.L.P. est placée sous le contrôle de l'O.L.P. et qu'il n'y a pas de forces régulières sous contrôle syrien comme on l'a prétendu. Il était normal que notre armée entre en jeu dès lors que nos camps étaient menacés d'annihilation.

L'A.L.P. n'est pas sous contrôle syrien

— Le contenu du nouvel accord est-il suffisamment précis pour que l'on puisse espérer une normalisation des rapports entre les différentes parties au conflit ?

— L'accord apporte, d'une part, les éléments d'une solution pour les relations des Libanais entre eux, et il représente un petit pas en avant sur le plan démocratique et social, en ce qu'il a prévu que les institutions du pays documentent dans un cadre d'équilibre confessionnel : égalité de la représentation des deux communautés au Parlement, réajustement des pouvoirs, réajustement des pouvoirs (chrétien) et le président du conseil (musulman). Ces mesures doivent constituer une nouvelle charte pour la politique intérieure libanaise.

« D'autre part, l'accord a pour but de définir les relations entre les Palestiniens et l'Etat libanais sur la base d'accords préexistants conclus au Caire en 1969. Ceux-ci comportaient des points essentiels : l'O.L.P. était reconnue comme seule représentante du peuple palestinien, auquel on accordait le droit de porter les armes pour défendre les camps et pour lutter contre l'occupant sioniste. Les Palestiniens disposaient de la pleine autorité à l'intérieur des camps de réfugiés. L'implantation des forces de la résistance dans les régions frontalières était clairement déterminée. A présent, quatorze nouveaux articles viennent compléter et préciser les accords du Caire, et la partie libanaise veut officiellement rendre public cet ensemble, nous approuverons cette initiative.

— Au cours des derniers affrontements, le rôle de la résistance palestinienne a été beaucoup plus important que par le passé — il semble même avoir été déterminant, — alors que la résistance s'est longtemps défendue d'intervenir directement dans le conflit. Quelles sont les raisons de ce brusque changement d'attitude ? Ces engagements massifs, notamment au nord et à l'est du pays, ne comportent-ils pas un risque pour la cause palestinienne ?

— Il est vrai que notre participation aux combats a été particulièrement forte ces derniers jours. Les mouvements de droite en portent la responsabilité puisqu'ils se sont attaqués à nos

« Pourquoi le F.D.L.P. s'est-il engagé plus tôt que les autres organisations palestiniennes aux côtés des forces progressistes ? N'y a-t-il pas eu des divergences au sein de la résistance au cours de cette crise ? La politique parfois jugée conduisant de M. Yasser Arafat n'a-t-elle pas été mise en cause ?

— Le Front démocratique s'est engagé aux côtés des forces progressistes dans toutes les batailles de défense active au Liban. Ainsi nous sommes intervenus dans les combats livrés autour des camps de réfugiés, à l'été 1975, alors que plusieurs autres de nos organisations se sont abstenues. Celles-ci croyaient que l'on pouvait arrêter les menées de la droite par la seule action politique. Nous étions d'un avis contraire, et la suite des événements a montré qu'un équilibre militaire était nécessaire pour résoudre la crise.

« Au cours des dix derniers mois on a constaté que la droite du mouvement palestinien a commis de graves erreurs en pensant qu'il était possible de mettre fin aux affrontements en concluant des accords purement formels avec l'autre partie. Cela a été un échec. Ces illusions ont entraîné une politique militaire défensive et passive qui s'est manifestée par une guerre de positions. Nous avons dès le début de la crise, dénoncé cette attitude et lancé

des appels pour l'adoption d'un système de défense active, qui permette d'éviter que le rapport des forces ne soit en faveur des

« Les deux axes de la politique de Damas

— En provoquant dans la dernière phase du conflit l'action directe des Palestiniens les partis de droite n'ont-ils pas voulu démontrer que leurs accusations étaient fondées et que la résistance était davantage préoccupée de sa situation au Liban que de son principal objectif : le retour du peuple palestinien sur son territoire ?

« La droite a voulu faire d'une pierre deux coups en s'attaquant, d'une part, à la résistance et en voulant, d'autre part, arrêter le développement du mouvement progressiste qui présentait les revendications sociales et politiques du peuple libanais. En déclarant la guerre aux Palestiniens les partis de droite estimaient avoir trouvé la brèche, le moyen tactique, pour atteindre les partis de gauche libanais. Ils se sont trompés.

« D'un autre point de vue, il y a dans la crise des intérêts communs, la convergence de plusieurs « plans », ceux de la droite libanaise, ceux des régimes arabes réactionnaires et enfin ceux des Américains et des Israéliens. Tous ces projets tendent vers une solution au problème du Proche-Orient contraire aux intérêts des peuples de la région. Certes, on peut dire que la rencontre de ces forces a réussi à distraire la résistance palestinienne du véritable objectif de sa lutte mais on peut également penser que le conflit au Liban nous a permis de déjouer

agresseurs. C'était le meilleur moyen d'aboutir rapidement à une solution politique. Assurément, si nous avions pu imposer ce point de vue, le drame que connaît depuis de trop longs mois ce pays aurait été considérablement écourté.

une partie de ces plans qui visaient à affaiblir notre cause.

« Depuis le début de cette guerre civile, la Syrie joue un rôle déterminant au Liban et tient encore de le prouver. Comment jugez-vous notamment le fait que le gouvernement de ce pays paraisse soutenir la fois la politique du président Frangie et celles de l'Alliance des progressistes et des Palestiniens ?

« La Syrie a refusé de conclure un accord comme celui du Sinal par lequel le président Sadate a payé un prix exorbitant pour un retrait partiel des Israéliens. En cela, Damas a adopté une politique conforme à nos intérêts et contraire à la politique américaine des petits pas. Celle-ci ne consistait qu'à obtenir à chaque « pas » des concessions économiques politiques et militaires qui entraînaient les régimes qui y souscrivaient dans un glissement à droite et les contraignaient à entrer dans le jeu de l'imperialisme et du néo-colonialisme des Etats-Unis. Tout cela prouve la nécessité d'une solidarité de plus en plus grande entre la résistance palestinienne et les mouvements démocratiques nationaux au Proche-Orient. Mais il est vrai que la Syrie maintient et développe aussi des relations avec les forces réactionnaires au pouvoir dans la région. »

(Propos recueillis par FRANCIS CORNU.)

AFRIQUE

La crise du Sahara occidental

« Nous sommes prêts à discuter pour trouver des formules préservant les intérêts des uns et des autres »

déclare M. Bouteflika

L'ambassade du Maroc à Madrid a démenti, vendredi 23 janvier, des informations parues dans la presse espagnole selon lesquelles le marocain avait procédé à des « bombardements au napalm » au Sahara. Elle déclare qu'« aucune opération militaire d'envergure n'est menée actuellement au Sahara », l'armée procédant seulement à des « opérations de police afin de maintenir l'ordre ».

De son côté, le Front Polisario a annoncé que ses forces se sont emparées d'Ain-Bentili, la plus grande garnison mauritanienne à la frontière nord-est du Sahara occidental, et que plus de cent cinquante soldats mauritaniens ont été tués durant l'assaut. Des combats se dérouleraient, selon le Front Polisario, à Farsaya et à El-Aloun ; deux avions marocains auraient été abattus.

Dans une interview publiée vendredi par le quotidien algérien « Al Chahab », les deux Français détenus par le Front Polisario, MM. Dief et Seguro, déclarent qu'ils sont « très bien traités ».

De notre correspondant

Alger. — C'est par un vigoureux discours que M. Bouteflika a ouvert au Palais des Nations, vendredi, la cinquième conférence des jeunes d'Europe et des pays arabes. M. Bouteflika a remplacé à la tribune le ministre de la jeunesse, actuellement en mission, et qu'il parlait en tant que membre du Conseil de la révolution et au nom du président Boumedienne, mais pas en tant que ministre des affaires étrangères, évitant ainsi au maximum d'usurper le style diplomatique.

La partie la plus remarquée de son discours a porté sur la crise du Sahara occidental. Sans rien céder sur les principes, M. Bouteflika a renvoyé la balle dans le camp marocain et mauritanien en relançant l'idée d'une concertation.

« Nous souhaiterions, puisque l'heure est grave (...), voir les dirigeants de la région en venir à une plus juste appréciation des choses. Nous sommes prêts à réexaminer la situation dans la région avec tous les dirigeants, y compris ceux du Front Polisario, représentants légitimes du peuple sahraoui. Nous sommes prêts à discuter pour trouver des formules et des autres, mais sans piétiner le peuple sahraoui et en passant par la légalité », a-t-il déclaré.

« Après huit ans de guerre, le peuple algérien (...) a chanté la chanson de la coopération », a dit M. Bouteflika, très applaudi. Il a ajouté : « Ce que nous avons fait hier avec le peuple français, avec lequel nous souhaitons avoir la meilleure coopération possible, nous sommes prêts à le faire à plus forte raison avec les peuples frères de Mauritanie et du Maroc.

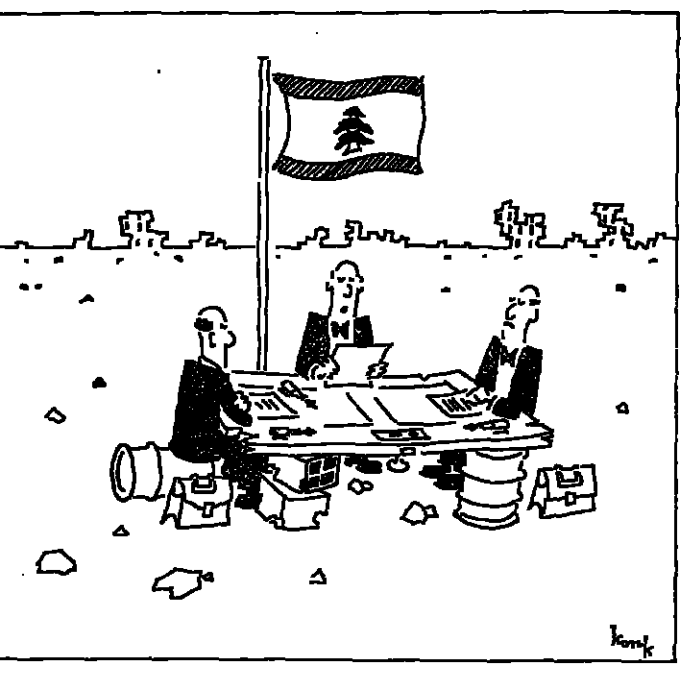
Mais le peuple du Sahara existe, et nul ne peut le nier. Les choses ne peuvent se régler par un rapport de forces. » Mettant en garde contre une mauvaise interprétation de ses propos, M. Bouteflika a ajouté qu'on ne saurait y voir une « quelconque compromission ».

Nous croyons savoir que l'Algérie serait prête à envisager une concertation avec les parties intéressées, y compris le Front Polisario, sans exiger au préalable un retrait des troupes marocaines et mauritaniennes, en prenant les précautions nécessaires pour permettre à chacun de sauver l'honneur et éviter une confrontation qui risque de bouleverser la carte du Maghreb. Reste à savoir si cette initiative aura un écho dans le climat passionné qui règne au sein des différents pays.

En attendant, la cinquième conférence des jeunes d'Europe et des pays arabes poursuit ses travaux jusqu'au 28 janvier, avec la participation de quatre-vingt-dix délégations comprenant quelque quatre cents délégués, y compris les observateurs venus d'autres continents et de pays de l'Est.

PAUL BALTA.

● M. Mario Soares, secrétaire général du parti socialiste portugais, a déclaré, jeudi 22 février, à New-Haven (Connecticut) que les Cubains s'étaient servis de la base aérienne des Açores comme escale vers l'Angola, pour y renforcer leurs troupes, sans en aviser les autorités portugaises. « Les soldats cubains étaient en tenue civile et voyageaient sur des lignes commerciales », a expliqué M. Soares. — (A.F.P.)



(Dessin de KONK.)

مكتبة من الأصل

كندا من الأصل

DIPLOMATIE

EUROPE

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE ET LES ENTRETIENS DE M. KISSINGER

SALT : vers l'abaissement du plafond de vecteurs nucléaires

(Suite de la première page.)
Malgré ces incertitudes, l'incision même partielle des bombardiers stratégiques dans le sous-plafond SALT constitue d'un progrès, car ceux-ci se présentaient déjà, bien avant l'apparition du Cruise, comme une arme particulièrement « redoutable ». Les B-52 ou les futurs B-1 peuvent emporter jusqu'à vingt missiles d'attaque à courte portée (SRAM) porteurs chacun d'une bombe nucléaire. Les techniques nouvelles du Cruise permettront de remplacer le SRAM par un engin de plus grande portée, évitant à l'avion porteur d'affronter la D.I.C.A. adverse.

3) LA DÉFINITION DES « MISSILES LOURDS ». — Des mesures spécifiques ont été adoptées pour définir d'un commun accord la taille et la puissance des missiles balistiques intercontinentaux, afin d'éviter les contestations nées de l'accord intermédiaire de 1972 (SALT I). De fait, sur l'insistance des États-Unis, qui voulaient limiter le déploiement des gros engins soviétiques du type SS9 de l'époque, l'accord avait établi une distinction entre les missiles lourds et les « légers ». L'article 2, par exemple, interdisait de « transformer des bases de lancement pour des I.C.B.M. (missiles balistiques intercontinentaux) légers, en pour des I.C.B.M. de type ancien installés avant 1964, en bases de lancement terrestres pour des I.C.B.M. lourds appartenant à des types déployés après cette date ». Mais les deux parties n'avaient pu s'entendre pour définir l'I.C.B.M. « lourd » (ni non plus le léger, par conséquent). M. Smith, chef de la délégation américaine, a déclaré, samedi 23 janvier, que le traité, présenté le 26 mai 1972, une déclaration unilatérale qui n'était pas faite pour dissiper l'équivoque. « Les États-Unis, avait-il déclaré, considèrent comme lourds tous les I.C.B.M. ayant un volume notablement plus grand (significantly greater) que celui du plus

ANGOLA : dialogue de sourds avec M. Brejnev

(Suite de la première page.)
Ce texte, après les SALT et les conversations sur les réductions de forces en Europe, mentionne seulement « certains autres problèmes urgents de l'actualité internationale ».

Sans doute pour ne pas aggraver encore la cancalisation infligée à M. Kissinger, aucun important dirigeant soviétique n'a rencontré vendredi M. José Eduardo dos Santos, le ministre angolais des affaires étrangères, qui était arrivé la veille à Moscou. M. Dos Santos, qui n'a pas son homologue, M. Gromyko, a seulement été reçu par M. Ponomarev, secrétaire du comité central et responsable des relations avec les partis communistes non au pouvoir, Arkhipov, vice-président du conseil des ministres, illichev, vice-ministre des affaires étrangères, et Oulianovsk, directeur adjoint de la section internationale du comité central. Selon le communiqué publié par l'agence Tass, M. Dos Santos a exprimé « sa profonde reconnaissance pour l'aide variée et désintéressée que l'Union soviétique accorde à la République populaire d'Angola ». Ses interlocuteurs soviétiques ont informé notamment « des mesures prises par le parti et le gouvernement soviétique pour renforcer la paix et la détente internationale, de la solidarité des peuples de la République populaire d'Angola

Union soviétique

La « Pravda » critique les communistes pour qui l'internationalisme n'est qu'une « survivance historique »

De notre correspondant
Moscou. — La Pravda de ce samedi 24 janvier critique sévèrement les communistes — occidentaux sans aucun doute — qui ne font plus preuve d'assez de vigilance à l'égard de l'antisovietisme et qui considèrent que l'internationalisme ne constitue plus qu'une « survivance historique ». Bien que l'article, signé par M. Vitali Korioukov, observateur politique de la Pravda, ne mentionne directement aucun nom, il s'agit manifestement de M. Georges Marchais et M. Santiago Carrillo. Le premier a critiqué certains aspects de la démocratie socialiste soviétique (1), le second a estimé dépassée la notion d'internationalisme.

L'article se termine par l'évocation d'un « chapitre d'histoire » qui doit servir de leçon à ceux qui ont vu dans le socialisme et l'internationalisme une « survivance historique ». Rappelons que le congrès du parti communiste français s'ouvrira le mois prochain, le 4 février.

Faisant allusion à la recrudescence des campagnes menées en Occident en faveur des droits de l'homme, M. Korioukov écrit notamment : « Ces derniers temps, les attaques de la propagande anticomuniste contre les pays socialistes et en premier lieu contre l'U.R.S.S., se font particulièrement acharnées. La raison en est que la réaction impérialiste mondiale de plus en plus en crise économique, qui va s'aggravant, que les conséquences de la détente internationale... Dans la lutte contre le socialisme, les forces réactionnaires et l'impérialisme vont jusqu'à entrer en collusion avec les tendances hostiles au marxisme-léninisme... L'impérialisme, l'attaque dans laquelle ils cherchent l'appui de n'importe quelle force. Ils estiment particulièrement important de faire croire qu'ils défendent l'opinion démocratique de l'Occident. C'est pourquoi il est particulièrement nécessaire que les forces démocratiques fassent preuve d'une vigilance particulière et d'une solidarité active ».

Angola

● Les pays membres de la Communauté européenne ont adressé un message aux gouvernements de la Turquie, de la Grèce et de Chypre pour leur faire valoir la « nécessité et l'urgence » d'une reprise des négociations intercommunautaires pour un règlement politique du problème cyprote, a déclaré vendredi 23 janvier le ministre des affaires étrangères du gouvernement chypriote.

ESPAGNE : signature d'un traité de coopération militaire

(Suite de la première page.)
L'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. était souhaitée depuis des années par les démocrates espagnols. Elle est maintenant réalisée par le grand capital lié aux sociétés multinationales conscientes que la meilleure garantie de leurs intérêts réside dans l'intégration de l'Espagne à une Europe démocratique.

La nouvelle situation politique de l'Espagne place, d'autre part, le gouvernement dans des conditions plus avantageuses pour négocier avec les États-Unis. Les accords signés en 1959 ont été renouvelés régulièrement, mais au détriment de l'Espagne, qui dispose maintenant d'outils adaptés. En octobre 1975, un accord cadre avait été signé à Washington. Les Américains offraient alors quelque 600 millions de dollars à titre de compensation pour l'installation de bases militaires en Espagne. Madrid a demandé le double.

LOTAN, au sein de laquelle l'Espagne a obtenu le statut d'adhésif, est un autre objectif de la nouvelle diplomatie espagnole dans le sens d'une intégration totale au système occidental de défense qui suivrait l'adhésion à la C.E.E. et la signature d'un traité avec les États-Unis.

M. de Mottorio songe également aux relations avec l'Europe de l'Ouest. Il a déjà donné le départ de nouveaux rapports grâce à ses relations personnelles avec l'ambassadeur soviétique en France, M. Vinogradov. Aujourd'hui, il affirme que le gouvernement espagnol souhaite établir des relations diplomatiques normales avec l'Union soviétique, à condition qu'il n'y ait pas d'ingérence dans les affaires intérieures, le ministre a déclaré que le problème de l'Espagne était posé à Moscou par la République avant la fin de la

La lutte contre l'antisovietisme est obligatoire

M. Korioukov cite ensuite le Rude Pravda, organe du P.C. tchécoslovaque, pour qui « tout compromis avec l'antisovietisme, toute absence de riposte aux attaques et à la propagande antisovietiques déshonorent les masses et entraînent des conséquences politiques et idéologiques ».

La Pravda mentionne également un journal hongrois pour lequel « il n'y a pas de place pour la peur et il n'y a pas de place pour le doute ». Elle rappelle que le communisme est une idéologie et une méthode administrative et l'opinion publique doit être préparée à la lutte contre le capitalisme, le rôle et la fonction des deux principaux blocs, l'objectif et la valeur des alliances avec les forces de gauche et progressistes, le rôle du non-alignement et la situation du mouvement communiste et ouvrier international.

TOUT EN MAINTENANT LES MESURES DE MOBILISATION

Pretoria aurait amorcé le retrait de ses forces

Selon le correspondant de l'agence Reuters à Lusaka, les Sud-Africains ont commencé à replier leurs forces engagées en Angola pour former au nord du port de Lobito une ligne de défense destinée à couvrir leur retraite. Toutefois, à Johannesburg l'agence France-Press indique que les Sud-Africains mobilisés pour la guerre d'Angola continuent à quitter les principaux centres urbains du pays à destination des camps d'entraînement et de la frontière angolaise.

Plusieurs centaines de soldats de deux régiments du Transvaal sont partis, jeudi 22 janvier, de la gare de Johannesburg, au son des cornues et dans une atmosphère de liesse. Certains des mobilisés avaient reçu leur feuille de route quelques heures seulement avant le départ et sont arrivés à la gare en tenue civile.

Prenant la parole au Cap jeudi, M. Diederichs, président de la République Sud-Africaine, a assuré qu'il n'avait aucune intention agressive ni ambition territoriale en Angola et que la « détente » en Afrique restait à l'ordre du jour, ajoutant : « Il est indubitablement essentiel pour nous de demeurer militairement capables de nous défendre, mais il faut souligner aussi que ce dispositif de défense et d'armement n'est nullement destiné à constituer une menace pour nos voisins africains. Notre politique de détente et le maintien d'une défense nationale forte sont complémentaires et en aucune façon contradictoires ».

Un complément du dispositif de l'OTAN

Les forces américaines maintiennent une perspective d'homme en Espagne, sur des bases dont ils ont l'usage, et accordent une assistance militaire à ce pays sous la forme d'une aide militaire sous forme de matériel moderne, évaluée à 700 millions de dollars (équivalent de 150 millions de francs) pour les cinq prochaines années. D'autre part, les États-Unis se chargent de l'instruction de certains personnels espagnols dans le cadre des accords de livraison d'armes entre les deux pays. L'administration américaine s'est toujours défendue d'être impliquée par de tels accords avec Madrid dans l'éventualité d'une attaque étrangère sur l'Espagne.

Les États-Unis disposent de quatre bases : la base navale de Rota, les bases de Torrejon, près de Madrid, et Saragossa à l'est de Barcelone pour l'aviation, et une base, restée en sommeil présentement, à Moron de la Frontera, près de Séville. C'est la base de Rota, à l'ouest de Gibraltar, qui est la plus importante des installations militaires américaines en Espagne, puisqu'elle accueille principalement les sous-marins lance-missiles à propulsion nucléaire de la marine américaine qui patrouillent dans l'Atlantique ou en Méditerranée.

A l'usage de l'armée de l'air américaine, les bases de Torrejon et de Saragossa ne sont pas moins indispensables, surtout depuis que les États-Unis n'ont plus l'assurance de pouvoir disposer de terrains aux Açores ou en République

Espagne

Le Conseil du royaume est hostile à la prolongation du mandat des Cortes

Le Conseil du royaume, dominé par les conservateurs et les ultras du franquisme, s'est prononcé, le vendredi 23 janvier, contre la prolongation d'un an du mandat des Cortes, mesure souhaitée par le gouvernement de M. Arias Navarro. Cette recommandation du gouvernement doit encore être approuvée par le roi Juan Carlos I^{er} après avis du Conseil du royaume.

Celui-ci doit de nouveau se réunir lundi. Une crise politique pourrait s'ouvrir si les conseillers persistent à rejeter les recommandations du gouvernement. Ces derniers sont hostiles à une réforme qui doit permettre de préparer une nouvelle loi électorale plus libérale et favoriser ainsi une démocratisation des Cortes d'ici à mars 1977.

Un incident révélateur a éclaté vendredi aux Cortes. M. Fidel Caras, un « pro-craador » (député) qui avait manifesté son hostilité à l'égard d'une « pension exceptionnelle » à la veuve du général Franco, a été insulté et menacé par ses collègues après avoir voté la pension, accordée finalement par les Cortes, s'élevait au montant de la solde d'un capitaine-général des forces armées.

La réunion du gouvernement, vendredi, sous la présidence de

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Lorsque l'effondrement militaire du F.L.N.A. s'est confirmé, voilà dix jours à peine, on envisageait encore une échec dans les milieux diplomatiques africains. Dans un premier cas — celui de l'escalade continue des interventions étrangères, l'Afrique du Sud aurait renforcé son contingent sur place pour tenter de forcer le M.P.L.A. à engager des négociations avec l'UNITA. Le Zambie, et même le Zaïre, auraient été favorables à une manœuvre de ce genre.

Dans l'hypothèse inverse de la « désescalade », le secrétaire d'État américain aurait pu obtenir des Soviétiques qu'un retrait des troupes cubaines intervienne « dans un délai raisonnable ». Après le repli des forces sud-africaines, moyennant un cessez-le-feu sur place et la réouverture des pourparlers entre les deux principaux belligérants, l'UNITA et le M.P.L.A. Un tel compromis, auquel le président sud-africain a fait allusion en inaugurant la session du Parlement au Cap, aurait permis à Pretoria de conserver une sorte de zone tampon le sud de l'Angola contrôlée par l'UNITA — entre le Sud-Ouest africain (Namibie) et la zone contrôlée par le M.P.L.A. Dans le troisième cas, qui paraît désormais le plus plausible, l'abandon d'un mode de négociation américain-soviétique amènerait l'Afrique du Sud à retirer sans contrepartie son contingent militaire, pendant qu'il est encore temps, quitte à prendre ainsi le risque de provoquer un effondrement militaire de l'UNITA.

L'un des arguments décisifs en faveur d'un désengagement militaire sud-africain, avec ou sans garanties, est que le conflit s'approprie à franchir le seuil redoutable des combats aériens. M. Neto, président de la République

JEAN-CLAUDE POMONTI.

AMÉRIQUES

Au cœur de l'Amérique ordinaire

III. — Un campus bien tranquille

De notre envoyée spéciale NICOLE BERNHEIM

La région de Saint-Louis, partagée entre le Missouri et l'Illinois, est confrontée aux grands problèmes de l'après-Vietnam et de l'après-Watergate. Dans ses précédents articles (« le Monde » des 23 et 24 janvier) notre envoyée spéciale a décrit la crise économique et sociale des grandes villes, l'émergence d'une nouvelle société noire, lucide et réaliste.

Edwardsville. — Plantée au cœur de la grande campagne à blé et à maïs du sud de l'Illinois, Southern Illinois University à Edwardsville, a été construite pour desservir la région à l'est de Saint-Louis. Cinquante université de l'Etat, richement dotée dès sa création, il y a dix ans, grâce aux relations publiques — et politiques, dit-on — de ses fondateurs, elle joue le rôle d'un service public. Elle offre à quelque treize mille étudiants des facilités de toutes sortes qui vont d'une bibliothèque bourrée d'archives sur microfilm à des cours du soir pour salariés à plein temps en passant par une Open University à l'anglais (cours à la demande) ou un service de radio, qui couvre un rayon d'une cinquantaine de kilomètres, et un studio complet de télévision qui, actuellement, ne sert qu'aux cours de journalisme, mais qui diffusera dans deux ans ses programmes sur son canal particulier.

S.I.U.E. est un « Community Campus », c'est-à-dire que la grande majorité de ses étudiants habitent l'agglomération de Saint-Louis et ne viennent à Edwardsville que quelques heures par semaine. C'est la raison pour laquelle elle n'a pas connu les émotions fortes qui ont marqué, dans de nombreuses universités américaines, la fin des années 60, avec les manifestations, souvent violentes, pour la défense des droits civiques et contre la guerre du Vietnam. Il y a eu, à S.I.U.E., de nombreux « sit-in », grèves, des cours, des manifestations diverses, mais jamais d'effusions.

Aujourd'hui, les garçons aux cheveux assez courts, les filles soignées, la décontraction mûre de sérieux qui règne dans les bâtiments harmonieux aux murs vierges de tout graffiti et sur les paisibles pelouses plantées d'arbres rousés par l'automne, pourraient un instant faire croire qu'on est revenu aux années 50. Mais l'uniforme unisexe — blue-jeans et chemises — le regard — la présence de quelque 14 % d'étudiants noirs, et les petits groupes d'anciens combattants du Vietnam, reconnaissables à leurs vieilles plaques de profil, à leurs catogan, barbes fleuries, détroques militaires — rappellent que beaucoup d'eau a passé sous les ponts depuis le règne de Harry S. Truman.

Ce scepticisme s'étend à une bonne partie du système. Il n'est pas besoin d'appartenir à l'un des groupes marxistes qui militent — sans grand succès — sur le campus, pour juger que le fédéralisme a du plomb dans l'aile, qu'il est grand temps, par exemple, que Washington s'occupe sérieusement des ghettos noirs, supervise les finances des grandes villes — et celle de New-York, en particulier — institue un système de sécurité sociale et de pensions de retraite commun à tous les Etats.

On s'indigne que, au moment des élections de Madrid et de Barcelone, le président Ford n'ait pas rappelé son ambassadeur en Espagne, au moins symboliquement, comme l'ont fait plusieurs pays européens. On s'insurge contre l'absence des programmes de télévision, quadrillés d'annonces publicitaires, et neutralisés par les lobbies d'affaires, et la nouvelle réglementation qui prescrit aux programmeurs de ne passer, entre 19 heures et 21 heures, que des émissions familiales. A tel point qu'on nous assurait que « si une personne ne regardait la télévision, sauf, peut-être, les pauvres types des « ghettos », s'il n'y a pas eu payer une ! » Et l'on s'agitait, dans les cours de journalisme, de l'avenir de ce média qui connaît, il n'y a pas si longtemps, des heures de gloire.

S.I.U.E. n'est ni une grande université progressiste comparable à celles de l'Est ou de Californie ni un petit établissement timoré et rétrograde comme on en trouve encore dans certaines parties du Middle-West : le système social et culturel américain y montre plus clairement ses bons côtés et ses limites. Le grand élan des années 60 vers une société plus juste est retombé, mais, avec un mélange typiquement américain de réalisme et d'aptitude à tirer immédiatement la leçon d'une expérience, le mouvement a laissé des traces tangibles. Les Black Studies, certes, marquent le pas, mais c'est surtout parce que les Blancs se sont déçus, tandis que les Noirs, rassurés sur leur identité, estiment plus utile désormais de travailler à l'intérieur du système que de l'ignorer, et préfèrent s'inscrire aux cours de sciences politiques, d'administration des affaires ou de pédagogie.

Le campus abrite diverses organisations de défense des droits des minorités : non seulement des étudiants noirs mais aussi des femmes. Les Women's studies font désormais partie des cours de psychologie et de sociologie. Kate Millett, Betty Friedan, Simone de Beauvoir, sont au programme. Et on ne parle plus de chairman (président), mais de chairperson,

pour ne pas être accusé de sexisme.

Les Students for Gay liberation militent pour mettre fin à la chasse aux sorcières dont les homosexuels étaient l'objet. Il n'y a pas si longtemps encore dans la province américaine, et en particulier dans l'enseignement, une organisation officielle, dotée de moyens importants, l'Affirmative action, est chargée de faire respecter les ordonnances fédérales sur la non-discrimination. Toute personne — étudiant ou professeur — se jugeant victime de discrimination, matérielle ou morale, en raison de sa couleur, son origine ethnique, son sexe, son appartenance religieuse, etc., peut faire appel à l'Affirmative action, qui est habilitée à cas échéant, engager un procès. Affirmative action rappelle, entre autres choses, aux employeurs que les lois fédérales interdisent désormais de refuser un emploi aux mères de jeunes enfants, à moins que la même discrimination ne soit appliquée aux pères.

I.T.T. et « underground »

S.I.U.E. offre une collection sur microfilm de toute la littérature « underground » publiée entre 1963 et 1973, ainsi que plus de trois mille documents sur l'histoire des droits civiques. Les étudiants en business peuvent, dans un de leurs livres de cours, tout connaître du rôle joué par la compagnie I.T.T. dans les affaires intérieures et extérieures du pays. Un professeur spécialiste du tiers-monde envisage de faire prochainement un cours sur la corruption dans la vie politique et économique. Un cours d'espagnol est consacré à la littérature et à la presse d'opposition en Amérique latine.

Tout ce développement ne participe que très peu d'une idéologie quelconque. Du moins, au sens européen du terme, l'université veut simplement offrir à ses étudiants tous les matériaux nécessaires à la compréhension du monde contemporain et les rendre aptes à y jouer leur rôle. Et à y trouver un emploi. Avec une conception proche du marketing, elle cherche à attirer le maximum d'étudiants en répondant à leurs goûts et à leurs besoins.

Ce qui l'empêche pas le socialisme d'avoir toujours mauvaise presse, du moins en tant que concept, et la majorité des étudiants de S.I.U.E. de continuer à penser, malgré toutes leurs critiques, qu'ils vivent dans le système le plus libéral du monde. Simplement, ils ne croient plus être les seuls à détenir la vérité. Les luttes du tiers-monde les pas-

sonnent. Ils se font expliquer sans relâche ce qui se passe au Portugal et en Espagne, et s'étonnent quand l'étranger de passage se croit obligé de prendre des gants pour exprimer tout le mal que le monde extérieur pense de l'affaire du Vietnam de la C.I.A. de l'impérialisme américain, ou de Henry Kissinger.

Les étudiants noirs sont relativement nombreux, mais ils restent entre eux, comme les anciens du Vietnam qui ne se mêlent guère au reste de la population du campus. Certains boivent beaucoup et se droguent, d'autres évitent de mentionner leur passé militaire quand ils postulent un emploi.

La vague de la drogue et de la libération sexuelle est tombée, mais il est désormais admis que des couples non mariés vivent ensemble sur le campus, et, pour une bonne partie, on apporte sa marionnette comme sa bière. D'autres, l'usage du cannabis et de ses dérivés est déjà légalisé dans plusieurs Etats. Seul le trafic reste rigoureusement réprimé. Les « drogues dures », nous disait un étudiant, contiennent et cher que leur usage est réservé aux vrais toxicomanes... On fume moins, mais on boit plus, et l'université a dû prendre des mesures pour interdire rigoureusement l'usage de l'alcool (et de la marijuana) sur le campus.

Ce mélange de libéralisme tout neuf dans la province américaine et de scepticisme bien tempéré, explique sans doute le succès qu'on a fait, sur le campus, à une conférence de Harry Truman, l'ancien président américain, le sénateur McCarthy, le Ku-Klux-Klan, timbrant ses lettres avant de les mettre dans la corbeille d'épave, du courrier officiel, jugeant avec humour sang-froid Staline et quelques autres. Tout cela entrecoupé de considérations sur « Bess » (l'âme de Truman), « Margaret » (la fille), sans oublier sa belle-mère. Un président-citoyen, bon époux, bon père honnête en diable, éternel et doté d'un humour dévastateur.

« On a oublié de montrer qu'il manquait tout de même un peu de « carrure », nous objectait un critique plus sévère. Mais l'honnêteté, l'énergie et l'humour, c'est ce dont nous avons le plus besoin aujourd'hui. »

FIN

(1) Le 4 mai 1970, à l'université de Kent, au Royaume-Uni, le 19 mai 1970, le feu sur des étudiants qui manifestaient contre l'entrée des troupes américaines au Canada. Il y avait eu quatre morts et deux blessés.

POLITIQUE

Libres opinions

DE LA MORALE EN POLITIQUE

par PIERRE LEFRANC (*)

L A lutte pour une conception de la société donne sa noblesse à l'action politique. Le combat pour une idéologie tire de l'homme le meilleur et l'éleve au-dessus de lui-même. Mais lorsque l'entreprise politique n'a d'autre but que la conquête du pouvoir ou le souci de s'y maintenir, elle ne représente plus alors qu'une activité intéressée moins respectable toutefois que le simple commerce.

Quand aux idées, chacun peut avoir les siennes et chacun a le droit de se tromper. Elles sont toutes respectables tant qu'elles demeurent sincères et, jusqu'il est évident qu'une vérité universelle n'existe pas, la persécution politique est odieuse.

Malheureusement, toute lutte implique chez les combattants une certaine ambition, ne serait-ce que celle de gagner, mais l'histoire montre que les vaincus de l'affrontement politique acceptent leur sort avec courage ; saluons-les donc dans leurs camps et leurs prisons. Mais aussi, par considération pour cette dignité, n'acceptons pas que les appels hennent l'eau d'idéologie. Lorsque la politique se réduit à des querelles entre des bandes organisées que seul l'intérêt commande — hélas ! on a connu cela ! — la catastrophe n'est plus loin. Tant que les dirigeants croient en un idéal, rien n'est perdu ; par contre, le drame se dénoue dès que les uns ou les autres ne pensent plus qu'à leur propre satisfaction. Combien de régimes se sont effondrés pour l'unique raison que l'assouvissement des passions de ses gouvernants ne saurait inspirer une nation.

Dans notre situation d'aujourd'hui, ne confondons pas les idées et les hommes. Jugeons les seconds sur leur attachement aux premières. N'entendons aucun discours et ne considérons que les actes. Ce qui importe, en définitive, ce sont les choix effectués et non les étiquettes du passé ou du présent.

M. X. n'est pas marxiste par le seul fait qu'il déclare s'inspirer du théoricien allemand, et M. Y... n'est pas gauchiste pour la seule raison qu'il affirme poursuivre les objectifs du fondateur de la V^e République.

Il en est de même pour les partis. Que dire d'un parti communiste devenu champion d'un patriotisme et d'un militarisme sur lesquels il crachait ? Qu'il est loin du « prolétariat de tous les pays unissez-vous », qui faisait sa force ! Que penser d'un parti socialiste depuis toujours opposé au communisme et qui en est maintenant l'allié ? Quelle distance sépare du socialisme celui qui se dit socialiste et qui se dit socialiste ? Quelle distance sépare d'un U.D.R. qui renierait son attachement à l'indépendance nationale ? Combien grande et fondamentale se révélerait son opposition à la pensée du général de Gaulle ! Que dire, enfin, d'un centre et d'une droite qui, pour valoir à leurs ennemis, juraient les progressistes et détestaient les valeurs traditionnelles ? Combien profondes seraient leurs contradictions avec les vœux de la bourgeoisie ! Tous ces fleuves oublieraient-ils leur source ? Pour chacun ce serait une lourde faute, vis-à-vis de l'électeur, une grave trahison.

Détachés de leurs convictions d'origine, de leur raison d'être, les hommes et les partis ne représentent plus rien que des individus ou des groupes qui se pourchassent dans la forêt de Bondy. Comment le peuple les respecterait-il et leur accorderait-il de façon durable sa confiance et son appui ?

En politique, plus encore que dans toute autre activité, il faut une morale. Elle consiste pour les détenteurs d'un mandat à ne pas trahir ses convictions annoncées et à ne pas, pour les besoins du moment, baptiser blanc ce qui est noir. On pourra rire de cette affirmation qui paraît dogmatique des pratiques, on aura tort. La résine sans doute le secret des réussites exemplaires, celui qui a le courage, quelle que soient les circonstances, de rester fidèle à son inspiration, touchera le pays, l'emportera tôt ou tard sur les tricheurs, jouera de l'estime populaire et, à son tour, laissera sa marque. D'un tel accomplissement, la France a eu le privilège d'une illustration qui n'est pas encore si lointaine.

(*) Président de l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle.

M. Paul Dijoud : jamais je n'admettrai de dire que la France est coupée en deux

M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, président de la fédération de Provence-Côte d'Azur des républicains indépendants, a déclaré vendredi soir 23 janvier, au cours d'une réunion publique organisée dans la perspective des prochaines élections cantonales : « Jamais je n'admettrai de dire que la France est coupée en deux, qu'il y a d'un côté des nationaux qui aiment la France, et de l'autre côté, des gens qui ne sont pas nationaux et qui n'aiment pas leur pays. C'est absurde, c'est faux. C'est avec des idées comme celle-là que nous perdrons les élections à venir. Nous devons poursuivre le dialogue que nous avons entamé avec ces nombreux amis à l'intérieur du mouvement socialiste (...). »

Au micro de Radio-Monaco, le secrétaire d'Etat devait ajouter, le lendemain : « Je ne l'urte pas avec M. Dejeune (1) j'ai avec lui de très bonnes relations pour assurer le développement de la région provençale. Gaston Dejeune est un homme personnel. Mais cela n'empêche rien au fait que le maire de Marseille est associé au sein du programme commun, au parti communiste. Pour aller plus loin, j'ajouterais que M. Dejeune ait rompu avec le P.C. »

M. ROCARD : le style giscardien c'est un bavardage constant

C'est également à la préparation des élections cantonales que l'ancien ministre de l'Intérieur, le député de la 1^{re} circonscription de la Seine-Saint-Denis, a déclaré : « Le style giscardien, c'est un bavardage constant, corrigé par un art, un grand art même, le cinéma. Nous sommes sous l'empire du gouvernement des relations publiques ; et si faut bien, chez ce chef d'Etat brillant, savant, qui a des choses à dire, tout de suite et le maniement de la télévision, où il est imbattable. Mais quand on a, d'une part, un tel maniement de l'outil, et d'autre part, la possibilité d'interdire aux autres d'être assez présent pour contrebalancer, cela peut être dangereux. Nous sommes gouvernés à vue-ferme, et le signe en est qu'il n'y aura probablement pas de VII^e Plan. (...) »

M. ARNAUD TARDAN NOUVEAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA PRÉSIDENCE DU SÉNAT

M. Arnaud Tardan a été désigné le 22 janvier, par le bureau du Sénat, comme secrétaire général de la présidence de la Haute Assemblée, en remplacement de M. Pierre Lioux, qui va prendre sa retraite dans le courant de l'année.

M. Stanley Campbell, qui était directeur du secrétariat général de la présidence, succède à M. Tardan à la direction des services législatifs du Sénat. M. Jacques Ollé-Laprune, chef de service adjoint, chargé de l'information au secrétariat général de la présidence, devient directeur de ce service.

(1) Le 24 novembre 1975 à Lorient (Finistère-Atlantique), M. Tardan a été successivement secrétaire de la commission sénatoriale des finances (1948-1958), directeur du secrétariat général de la présidence du Sénat (1968), directeur du cabinet de M. Alain Poher, président du Sénat (1968-1971), chargé de mission au cabinet de ce dernier lorsqu'il fut président de la République par intérim du 29 avril au 19 juin 1969, et directeur des services législatifs du Sénat depuis mars 1971.

La guerre est finie

« They are taking their wounds after the Watergate and the Vietnam » (« Ils lèchent leurs blessures après le Watergate et le Vietnam »), nous dit une étudiante pour nous signifier que cette apathie apparente n'est qu'une pause.

Sur les campus, la fusillade de Kent-State (1) a retenti comme un coup de tonnerre. Robin Roberts, le président de l'Union des étudiants depuis, il y a eu le retour des anciens combattants, la chute de Nixon, la crise économique et les difficultés à trouver un job, même avec un bon diplôme. Il y a pas mal de scepticisme parmi nous sur le bien-fondé de notre système politique et économique. Et puis, les grandes causes font maintenant défaut : la guerre est finie, et les Noirs, décide à régler eux-mêmes leurs propres affaires, ont décapité les Blancs libéraux. Alors chacun s'occupe de ses propres problèmes : on travaille dur pour passer ses examens et comme la plupart de nos étudiants ont un emploi à plein temps ou à temps partiel pour payer les frais de scolarité, ils n'ont guère le temps de méditer pour quoi que ce soit.

Il est vrai qu'on ne milite guère, à S.I.U.E. mais on pense. Le Vietnam, le Watergate, le massacre de My-Lai, l'assassinat de Sharon Tate, mais aussi les Flower Children, la contre-culture, les théories de Marcuse et de Wilhelm Reich, ont laissé des traces. Tout a été tellement distillé, analysé, commenté, vulgarisé par les mass media, ces dernières années, qu'une nouvelle conscience collective est née chez les jeunes Américains, les dépourillant de presque toutes leurs certitudes. Sans une colle que leur pays n'est plus à l'abri des péchés et des turpitudes du vieux monde.

Pendant notre séjour, on a remarqué à S.I.U.E. Harris qui Minde, ce long poème de la marvante comédie américaine à l'égard du Vietnam. La salle était pleine. Les séquences terribles passaient dans un silence neant, ponctué parfois d'un : « My God ! » horrifié ou de ricanements, quand le visage de Richard Nixon apparaissait sur l'écran.

L'année dernière, au cours d'une discussion avec les professeurs de la guerre et de la paix, un professeur a posé la question suivante : « C'est la guerre ou la paix ? » « C'est la guerre », ont répondu les étudiants, pas un seul n'a levé la main.

A TRAVERS LE MONDE

Italie

RENONÇANT A FORMER UN GOUVERNEMENT BIPARTI (démocrate chrétien et socialiste), M. Aldo Moro, président du conseil pressenti, a proposé au P.S.I. d'élargir cette formule au parti républicain. — (A.F.P.)

Indonésie

UN DÉMENTI DE LA SOCIÉTÉ PERTAMINA. — La Société nationale indonésienne d'hydrocarbures dément les informations selon lesquelles son président, le général Sutomo, aurait l'intention de donner sa démission (le Monde date 18-19 janvier).

Mauritanie

M. JEAN DE LEPKOWSKI, ministre de la coopération, est arrivé à Nouakchott, vendredi 23 janvier, venant de Dakar. Faisant allusion à la politique de l'Union africaine, le ministre a dit, à cette occasion : « Je n'apporterai pas de changement à cette politique. J'essaierai simplement de donner un accent encore plus dynamique à ce secteur chaque fois que cela sera possible. » — (A.F.P.)

Norvège

LA NORVEGE pourrait être contrainte d'envisager une extension unilatérale de ses limites maritimes de 12 à 300 milles marins en raison du report par la Grande-Bretagne à une date indéterminée d'une renouveau prévue entre les deux pays pour étudier ce problème, a déclaré vendredi 23 janvier au Oslo M. Jens Evensen, ministre norvégien pour le droit de la mer.

Suède

INTERPOL a alerté la police suédoise sur l'éventualité d'actes de terrorisme que préparerait Carlos Martinez en Suède. La surveillance aux aéroports et aux postes frontaliers a été renforcée.

Turquie

QUATRE HOMMES, QUI SERAIENT DES MEMBRES DE L'ARMÉE DE LIBÉRATION POPULAIRE TURQUE, ont été deux policiers et ont été blessés trois autres, jeudi 22 janvier, à Malatya (Turquie orientale). Selon des sources, un garde de nuit avait interpellé, jeudi soir, devant le bureau des postes de Malatya, quatre jeunes gens. L'un d'eux-ci a alors écrit une « réclamation » de son sac et abattu les deux agents. Trois autres policiers qui accouraient à la rescousse ont été gravement blessés par le commando, qui a refusé à prendre la fuite. — (A.F.P.)



un numéro spécial de dossiers et documents
160 pages, 70 pays, 50 graphiques et tableaux, 10F
En vente chez les marchands de journaux

مكتبة من الأصل

En Belgique

Sous le signe de la Parution du « PARISIEN LIBRE »

Le premier...
Le second...
Le troisième...
Le quatrième...
Le cinquième...
Le sixième...
Le septième...
Le huitième...
Le neuvième...
Le dixième...

Le onzième...
Le douzième...
Le treizième...
Le quatorzième...
Le quinzième...
Le seizième...
Le dix-septième...
Le dix-huitième...
Le dix-neufième...
Le vingtième...

Sur l'éthique sociale

André Duménil...
Le 31 janvier...
Le 1er février...
Le 2 février...
Le 3 février...
Le 4 février...
Le 5 février...
Le 6 février...
Le 7 février...
Le 8 février...

Le 9 février...
Le 10 février...
Le 11 février...
Le 12 février...
Le 13 février...
Le 14 février...
Le 15 février...
Le 16 février...
Le 17 février...
Le 18 février...

La joie de la se

Le 19 février...
Le 20 février...
Le 21 février...
Le 22 février...
Le 23 février...
Le 24 février...
Le 25 février...
Le 26 février...
Le 27 février...
Le 28 février...

Le 29 février...
Le 30 février...
Le 31 février...
Le 1er mars...
Le 2 mars...
Le 3 mars...
Le 4 mars...
Le 5 mars...
Le 6 mars...
Le 7 mars...

Le 8 mars...
Le 9 mars...
Le 10 mars...
Le 11 mars...
Le 12 mars...
Le 13 mars...
Le 14 mars...
Le 15 mars...
Le 16 mars...
Le 17 mars...

Le 18 mars...
Le 19 mars...
Le 20 mars...
Le 21 mars...
Le 22 mars...
Le 23 mars...
Le 24 mars...
Le 25 mars...
Le 26 mars...
Le 27 mars...

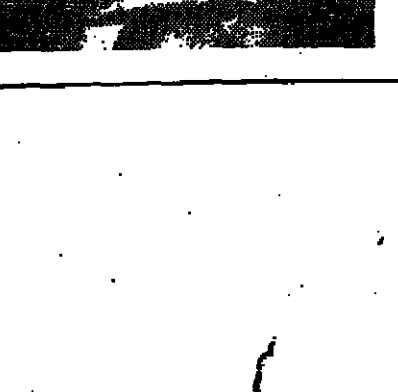
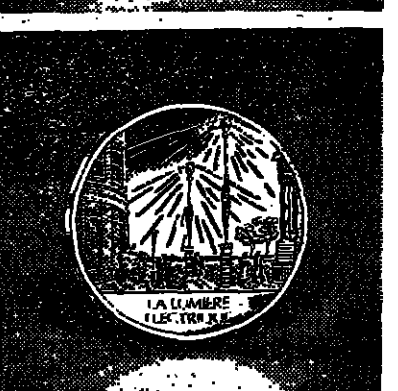
Le 28 mars...
Le 29 mars...
Le 30 mars...
Le 31 mars...
Le 1er avril...
Le 2 avril...
Le 3 avril...
Le 4 avril...
Le 5 avril...
Le 6 avril...

Le 7 avril...
Le 8 avril...
Le 9 avril...
Le 10 avril...
Le 11 avril...
Le 12 avril...
Le 13 avril...
Le 14 avril...
Le 15 avril...
Le 16 avril...

Le 17 avril...
Le 18 avril...
Le 19 avril...
Le 20 avril...
Le 21 avril...
Le 22 avril...
Le 23 avril...
Le 24 avril...
Le 25 avril...
Le 26 avril...

Le 27 avril...
Le 28 avril...
Le 29 avril...
Le 30 avril...
Le 1er mai...
Le 2 mai...
Le 3 mai...
Le 4 mai...
Le 5 mai...
Le 6 mai...

taille réelle



Pour commémorer les réalisations triomphales du génie inventif de l'homme

LES 100 PLUS GRANDES INVENTIONS DE L'HUMANITE

Une collection sans précédent de médailles de qualité Epreuve, créée grâce au précieux concours d'éminentes autorités du Conservatoire National des Arts et Métiers et de prestigieux instituts scientifiques et technologiques de renommée mondiale

Une édition à tirage strictement limité en argent massif 1er titre de qualité Epreuve

Offerte en cette seule occasion et uniquement jusqu'au 31 janvier 1976, minuit
Limite : une seule collection par souscripteur

Voici plus de deux millions d'années que l'Homme est apparu sur cette planète. Toutefois il a passé la plus grande partie de ce temps confondu par l'ignorance et la superstition, affrontant des forces qu'il se sentait impuissant à maîtriser. Aujourd'hui, il se trouve au seuil des étoiles.

Cet étonnant cheminement de l'humanité hors de la nuit préhistorique s'est essentiellement déroulé au cours des 7500 dernières années. Cette mutation spectaculaire est née par la faculté unique de l'Homme de penser. Certainement le triomphe de l'intelligence humaine sur les mystères du monde n'a jamais eu de manifestation plus grandiose que dans l'histoire de son génie inventif.

Pour immortaliser les extraordinaires réalisations de l'insaisissable faculté d'invention de l'Homme, une collection de médailles particulièrement belles vient d'être créée :

Les 100 Plus Grandes Inventions de l'Humanité

Les difficultés rencontrées dans un projet d'une telle envergure n'auraient pu être surmontées sans l'insaisissable collaboration d'un comité international de conseillers éclairés appartenant à de prestigieux instituts scientifiques et technologiques de renommée mondiale : le Conservatoire National des Arts et Métiers et le Musée National des Techniques, pour la France ; également, pour l'Italie, le Museo Nazionale della Scienza e della Tecnica "Leonardo da Vinci" ; pour l'Allemagne, le Deutsches Museum ; le Musée des Sciences de Tokyo ; le Technisches Museum für Industrie und Gewerbe de Vienne ; pour les États-Unis, le Museum of Science and Industry de Chicago ; enfin le Science Museum de Londres.

Malgré l'importance du défi auquel les conseillers se sont mesurés, ceux-ci l'ont relevé avec une compétence en tout point admirable. Il s'agissait de porter un jugement sur les innombrables manifestations du génie inventif de l'Homme dans le monde entier et au cours des siècles. Ensuite, il fallait sélectionner 100 inventions que l'on puisse décrire avec autorité comme les étapes incontestables les plus importantes de l'histoire de la civilisation. Le résultat est une collection de médailles unique en son genre.

Une commémoration durable des inventions qui ont changé la face de la planète

Avec leurs détails d'une incroyable finesse, les médailles illustrent superbement Les 100 Plus Grandes Inventions de l'Humanité. Elles embrassent 7500 ans d'histoire du progrès des sciences et des techniques. La collection exprime l'essence même de ces exploits transcendants du génie inventif qui ont modelé à jamais la vie de l'humanité.

Voici la roue : depuis sa première apparition dans l'ancienne Mésopotamie, elle a guidé l'humanité des plaines de l'Antiquité, à la surface lunaire. Voici le harnais : utilisé dès 3500 avant J.C., il permit à l'Homme d'employer au mieux la force des animaux pour la culture de la terre. Voici la presse de Gutenberg : créée, il y a 5 siècles, elle a sorti l'Homme de son obscurantisme en lui livrant la clé de la divulgation du savoir à une échelle auparavant inconnue. Voici la machine à vapeur : née il y a 250 ans elle a permis la Révolution Industrielle. Voici l'appareil photographique, le téléphone, l'appareil à rayons X, l'avion à moteur, la fusée, le réacteur nucléaire...

Il est remarquable que la plupart de ces inventions ne remontent qu'au siècle passé. Beaucoup d'entre elles n'ont pas même 50 années d'existence.

Les 100 médailles qui constituent la collection recouvrent le spectre complet des inven-

La collection a été créée grâce aux concours d'éminentes personnalités appartenant à de prestigieux instituts scientifiques et technologiques de renommée mondiale.

Professeur M. Daumas
Conservatoire National des Arts et Métiers, Paris
John Van Riemsdijk
Science Museum, Londres
Docteur Ernst H. Berninger
Deutsches Museum, Munich
Professeur F. Ogliari
Museo Nazionale della Scienza e della Tecnica
"Leonardo da Vinci", Milan
R. Niederhumer
Technisches Museum für Industrie und Gewerbe, Vienne
Sigvard Strandh
Tekniska Museet, Stockholm
Daniel M. MacMaster
Museum of Science and Industry, Chicago
Shigeru Fukuda
Tokyo Science Museum

tions humaines. La face de chaque médaille représente avec une grande finesse de détails la première application réussie de chacune des grandes inventions. Le revers porte en légende la description de leur signification historique.

La beauté magistrale de la collection est en tout point à la hauteur du sujet qu'elle commémore. Pour atteindre au plus haut degré de perfection de la numismatique, les doigts inspirés du maître-graveur ont apporté la touche finale aux matrices polies à la poudre de diamant. Cette technique représente l'avantgarde d'exprimer le sujet dans un relief délicatement satiné qui se détache sur un fond pur, brillant de l'éclat du miroir sans défaut. Cette perfection difficile à égaler représente le sommet de l'art numismatique. Elle constitue aux yeux des spécialistes l'insaisissable qualité Epreuve.

Une édition française disponible seulement jusqu'au 31 janvier 1976

La collection Les 100 Plus Grandes Inventions de l'Humanité sera offerte aux collectionneurs par Le Médailleur dans une édition française à tirage strictement limité.

Cette édition présentera les 100 inventions choisies sur des médailles de 32 mm de diamètre, frappées en qualité Epreuve dans l'argent massif 1er titre.

L'édition française des 100 Plus Grandes Inventions de l'Humanité ne sera émise qu'en cette seule occasion. Elle est uniquement disponible par souscription auprès du seul Médailleur. Toute demande postée après le 31 janvier 1976, minuit, devra être refusée.

De plus il y a une limite d'une seule collection par souscripteur. En conséquence, cette édition sera à jamais limitée au nombre exact de souscriptions postées avant la date de clôture, le cachet de la poste faisant foi.

En fin d'émission, les matrices ayant servi à la frappe des médailles seront détruites, de façon à préserver le caractère unique de cette collection. Un certificat d'authenticité garantissant les strictes limites de cette édition originale sera remis à chaque souscripteur.

L'édition sera alors inaccessible aux numismates désirant plus tard l'acquérir à moins qu'ils ne puissent l'obtenir auprès d'un éventuel souscripteur d'origine.

TITRE PERSONNEL DE SOUSCRIPTION

A retourner avant le 31 janvier 1976, minuit

Je vous prie d'accepter ma souscription pour une collection de l'édition française des 100 Plus Grandes Inventions de l'Humanité constituée de 100 médailles de qualité Epreuve, de 32 mm de diamètre, en argent massif 1er titre au prix de 75 F TTC par médaille. Je recevrai ma collection au rythme de deux médailles par mois à partir de mars 1976.

Je ne vous envoie pas d'argent maintenant, j'ai noté que je vous réglerai chaque expédition une fois par mois sur facture avant réception des deux médailles au prix total de 150 F TTC. Le prix hors taxe de chaque médaille est garanti constant pendant toute la durée de la collection.

En tant que souscripteur, je recevrai sans majoration de prix, trois albums de collection pour protéger mes médailles et accueillir la documentation historique les accompagnant. Je recevrai également un certificat d'authenticité garantissant les strictes limites de cette collection.

LE MÉDAILLEUR 24 avenue Raymond Poincaré 75116 Paris

Limite : une seule collection par souscripteur

Un plan pratique de paiement mensuel avec un prix garanti constant

L'édition française des 100 Plus Grandes Inventions de l'Humanité sera émise au rythme de deux médailles par mois à partir de mars 1976. Le prix de chaque médaille en argent massif 1er titre est de 75 F TTC. Le prix hors taxe est garanti constant pendant la durée entière de la collection.

Cette garantie est rendue possible du fait que Le Médailleur se procure à l'avance la quantité d'argent nécessaire à la constitution des 100 médailles de la collection. Etant donnée la persistance universelle de l'inflation susceptible d'affecter non seulement le prix du métal précieux mais également les coûts de fabrication, la valeur d'une telle garantie ne saurait échapper à l'attention du collectionneur avisé.

En outre, chaque collectionneur recevra, sans majoration de prix, trois élégants albums pour protéger sa collection. Deux d'entre eux sont destinés à mettre en valeur les médailles en préservant la beauté et l'éclat de leur fini Epreuve, étant ainsi offerts à la contemplation durable des amateurs. Le troisième album contient une documentation sur l'origine et l'histoire de chaque invention ainsi que sur son rôle irremplaçable dans l'évolution de la civilisation.

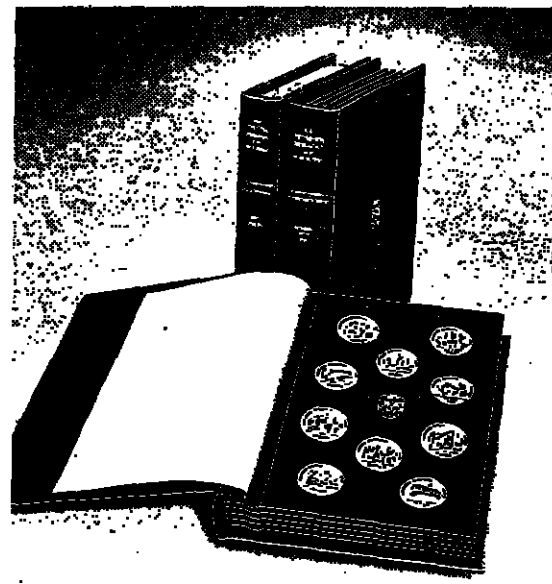
Un véritable patrimoine familial

Les 100 Plus Grandes Inventions de l'Humanité constituent une œuvre exceptionnelle tant sur le plan de l'art que sur celui de l'histoire. Son étendue, son contenu et sa beauté sont tels que la collection fera l'admiration unanime de générations de spécialistes et de numismates.

Cette collection est destinée à tous ceux qui savent reconnaître et apprécier les chefs-d'œuvre de l'art des médailles et qui sont captivés par l'histoire de la civilisation. Elle est adressée également aux parents qui désirent inculquer à leurs enfants une connaissance plus profonde du monde qui les entoure et des nobles possibilités de l'Homme.

Date limite des souscriptions : le 31 janvier 1976, minuit

L'édition française des 100 Plus Grandes Inventions de l'Humanité ne sera offerte qu'en cette seule occasion. Aucune demande de souscription ne sera acceptée après la date de clôture irrévocable du 31 janvier 1976, minuit.



© 1976

JUSTICE

LA GRÈVE DES BARREAUX

Le Mouvement d'action judiciaire exprime des réserves

Une dizaine d'avocats du Mouvement d'action judiciaire (MAJ) ont donné vendredi 23 janvier, à Paris, une conférence de presse sur le thème : « Tous les avocats sont-ils pour la grève ? » (1). M. Odile Dhavernas, a notamment déclaré que le MAJ — mouvement issu des événements de mai 1968 — « ne se sentait pas engagé » par un ordre de grève assorti de contraintes au palais et d'une menace de sanctions disciplinaires. Tout en soutenant la grève dans son principe, le MAJ déplore qu'elle n'ait été précédée d'un débat clair et qu'elle fasse l'amalgame entre des revendications de nature différente. Les avocats du MAJ, a précisé M. Henri Leclerc, se sont réservés le droit de plaider dans des affaires où l'absence d'un défenseur leur aura semblé particulièrement préjudiciable à leur client : quand sa liberté est en cause, mais aussi en matière sociale.

Les orateurs ont fait le procès du système judiciaire actuel et ont

tenté de définir ce que pourrait être le rôle de l'avocat. Pour M. Leclerc, les problèmes de la justice ne peuvent être isolés de la crise qui secoue le monde capitaliste. Nous assistons, selon lui, au renforcement et à la modernisation du pouvoir de l'Etat. Les réformes qui sont apportées au système judiciaire, « instrument d'oppression et de répression au service du pouvoir », tendent à « mieux l'intégrer à l'ensemble de l'appareil disciplinaire de l'Etat ».

M. Franck Natali a déploré, pour sa part, ce qu'il a appelé la « décomposition de la profession d'avocat », qui lui paraît pouvoir être illustrée par « le recours de plus en plus fréquent aux justices parallèles » (« commissions de toute sorte ») et par le « clivage croissant qu'il constate entre les « petits et moyens avocats » et ceux qui, organisés en cabinets de groupe, tiennent le haut du pavé tout en ne dépendant, bien souvent, que d'une ou deux grosses entreprises.

Deux cents avocats manifestent à La Roche-sur-Yon lors de la visite de M. Lecanuet

Deux cents avocats environ, appartenant aux barreaux de l'ouest et du centre-ouest de la France, ont participé à la manifestation organisée devant le palais de justice de La Roche-sur-Yon, inscrite au calendrier du 23 janvier par le garde des sceaux, M. Jean Lecanuet (le Monde du 24 janvier). Les avocats, repoussés derrière des barrières métalliques par les forces de l'ordre, ont exprimé, dans une motion, « leur regret de constater que, pour la première fois dans l'histoire de leur ordre, ils avaient été écartés d'un palais de justice par des forces de police ».

Commentant cette manifestation, M. Jean Lecanuet a déclaré : « Si les avocats ont choisi de faire une manifestation en robe dans la rue, c'est leur droit le plus strict. Mais ce qui m'intéresse, ce ne sont pas les manifestations, ce sont les inéquités des avocats, et je m'efforce de les supprimer. » A ce sujet, le ministre d'Etat a cependant précisé que « la justice n'est pas faite pour les juges ni pour les avocats, mais pour les justiciables ». Le garde des sceaux, qui a reçu une délégation conduite par M. Pommeroy, du barreau de La Roche-sur-Yon, a affirmé « sa confiance dans le dialogue qui s'engage avec les avocats », ce dialogue sera de nature à apporter confiance à cette profession qui est indispensable à une saine justice. M. Jean Lecanuet a précisé à ce sujet qu'il s'exprimait le 31 janvier devant l'ensemble des bâtonniers de France.

Protestation solennelle

A Roanne, M. Ladreyt, procureur de la République, appliquant à la lettre les instructions de la chancellerie, s'est opposé à tout renvoi des affaires inscrites au rôle du tribunal correctionnel, vendredi 23 janvier, et a requis des jugements contre les prévenus présents ou non, malgré l'absence des avocats de la défense, alors que le bâtonnier, M. Noiroi, au nom de ses confrères, entendait solliciter systématiquement le renvoi des affaires. Après un premier incident et une suspension d'audience, le bâtonnier Noiroi, prenant acte de ce que des justiciables allaient être jugés sans que la défense ait pu s'exprimer, a élevé une protestation solennelle. Il a demandé aux avocats du barreau de suspendre leur mouvement de grève et l'audience s'est poursuivie.

A Paris, M. Francis Mollet-Viville, bâtonnier de l'ordre des avocats, a fait savoir dans un communiqué que la soirée officielle du barreau de Paris, prévue pour samedi 24 janvier salle Saint-Louis, au Palais de justice, était supprimée. Dans son communiqué, le bâtonnier explique qu'« une telle manifestation était incompatible avec les graves préoccupations qui animent actuellement le barreau français ».

Le rôle de M. Jacques Prévoist dans l'enlèvement de M. Hazan

Des cartes africaines pour un lac du Cantal

C'est en enquêtant sur l'explosion de la camionnette piégée qui avait coûté la vie à Michel Gobbi, le 9 janvier, sur un parking de la Villette, que les policiers de la P.J. de Paris ont découvert, quarante-huit heures plus tard, au bord du plan d'eau du barrage de Saint-Etienne-Cantal, à une vingtaine de kilomètres d'Aurillac (Cantal), dans une propriété servant parfois de relais à M. Jacques Prévoist, l'ancien activiste recherché après l'enlèvement de Louis Rabin, plusieurs cartons pneumatiques, ainsi que des cartes d'état-major de plusieurs pays africains et sud-américains (le Monde du 24 janvier).

La révélation piquée appartenait, en effet, à un brocanteur d'Aurillac, M. Patrice Combe, qui a déclaré aux enquêteurs l'avoir prêtée à M. Prévoist pour remonter vers la région parisiennne le matériel de navigation et de plongée d'une société s'occupant de recherche sur la pollution fluviale.

Aquasimplex — ayant opéré dans le lac de retenue de l'E.D.F. Une partie du matériel n'ayant pu être embarquée faute de place aurait été entreposée dans le local où les policiers devaient le découvrir, près d'une boîte de nuit aménagée dans une ancienne ferme à l'Estade, M. Combe est l'un des propriétaires.

Bien que la police déclare que rien, dans l'état actuel de l'enquête, ne permet d'affirmer que cette ferme ait pu servir de camp d'entraînement à un commando, cette découverte n'en justifie pas moins quelques interrogatoires. D'abord les canots employés pouvaient servir aussi bien en mer qu'en rivière, et certains témoignages tendent à prouver que M. Prévoist a également essayé ses embarcations au large de Pécamp (Seine-Maritime), à quelques kilomètres du domicile de l'un des inculpés de l'affaire Hazan, M. Jacques Boisset.

L'activité d'Aquasimplex, à Saint-Etienne-Cantal, n'apparaît pas non plus très clairement, le lac ne semblant pas menacé par la pollution. S'il servait seulement de base d'entraînement et d'expérimentation aux plongeurs, on peut s'étonner que ceux-ci aient travaillé par tous les temps, y compris pendant l'hiver. M. Jacques Prévoist et plusieurs autres personnes sont d'ailleurs venues faire des essais en novembre dernier, et huit personnes au moins séjournaient encore dans la ferme quelques jours avant l'arrivée des policiers. Mais on s'étonnera surtout que, pour des recherches dans un lac cantalien, les équipiers de M. Jacques Prévoist aient eu besoin de cartes d'état-major de pays africains et sud-américains.

J. S.

POINT DE VUE

La vraie querelle est ailleurs

LES grèves du barreau semblent avoir une origine équivoque. Officiellement, il s'agit de protester contre la parution tardive des récents décrets portant réforme du divorce et du code de procédure civile, et contre celles de leurs dispositions qui pourraient porter atteinte aux garanties fondamentales des citoyens.

Cette protestation, qui succède d'ailleurs à un autre sujet d'inquiétude récent — le relèvement du tarif de l'aide judiciaire, — cache, en réalité, une mauvaise querelle. La vraie querelle est ailleurs. Les avocats, face au nouveau rétrécissement de certaines des garanties qu'ils conservaient (ainsi le privilège de la représentation devant les tribunaux est-il maintenant entamé en matière de divorce), s'inquiètent de l'avenir de leur profession.

A première vue, les motifs de ce mécontentement sont inavouables. Il est, en particulier, difficile de protester contre le relèvement du tarif d'aide judiciaire sans courir le risque d'être plus mal compris encore d'une clientèle pour qui l'avocat est souvent considéré comme nécessairement riche.

Ce profil d'avocat de cinéma s'évanouit lorsqu'on examine d'un peu plus près l'ensemble de la profession. On voit alors que la majorité des avocats qui ne veulent, ou ne peuvent, devenir des avocats d'affaires sont conduits à accepter nombre de dossiers peu rentables. Ceci, du reste, ne veut pas forcément dire que les honoraires ne seront pas importants pour le client, mais simplement que, très souvent, l'avocat fournira un travail considérable qui couvrira tout juste ses frais.

Cette profession, qui se trouve donc déjà dans une situation incertaine, s'inquiète des menaces qu'elle voit s'accumuler devant elle. Aujourd'hui, il semble que la réaction soit toujours, mais peut-être sans conviction exagérée, de sauvegarder un équilibre dont on ignore plus qu'il est celui du passé, c'est-à-dire instable. Si nous pouvons encore bénéficier des charmes et avantages d'une profession au caractère libéral spécialement bien conservé — l'avocat porte toujours la robe du temps de Molière, peut exercer son métier de façon tout à fait artisanale s'il le désire mais, par contre, ne peut être salarié d'une société, — nous en soulignons les lourdes contreparties. Une situation financière précaire et surtout la prestation d'un service qui est souvent inadapté à la demande de sa clientèle.

Des mesures intéressant la conception même de la profession paraissent nécessaires et même urgentes. La pierre de touche en est le vieux tabou de la tarification des honoraires. La tarification aura pour première conséquence de permettre un élargissement, sous certaines conditions, du principe de la participation à l'Etat au coût de revient des dossiers. Participation qui n'existe actuellement que pour les dossiers bénéficiant de l'aide judiciaire. Du même fait s'estompe le vieux dilemme : qui doit payer le coût de la justice ? Est-ce l'avocat ou son client ?

Et qu'on n'oppose pas l'impossibilité technique d'élaborer une telle tarification. Dans ce domaine tout est encore possible puisque la chancellerie ne nous a pas précédés. Il ne manque sûrement pas d'esprits astucieux pour proposer des méthodes souples et peu contraignantes. La tarification des honoraires c'est aussi et bien sûr un

projet de loi. Une journée sous le signe de la bonne volonté. Après avoir dit sa « surprise » du succès de la circulaire de M. Robert Galley qui invitait, le 16 septembre dernier, ses services à se préoccuper d'architecture, M. Mayst a indiqué que l'urbanisme « ne peut se limiter à l'application bureaucratique des règles préétablies ». Estimant que la pro-

par CATHERINE CLAVIER (*)

gège d'accroissement de la clientèle à qui sera offerte une garantie sans laquelle on s'étonne qu'elle ose encore s'aventurer dans ces ardues procédures où elle n'est pas absolument tenue de s'engager. Il est à espérer enfin que pourra se prendre l'habitude réciproque de

donner de nombreuses consultations rapides sur des problèmes simples et quotidiens, habitude qui n'existe encore ni chez l'avocat ni chez son client.

Ainsi pourrait-on envisager sans crainte des réformes dont on ne peut décemment nier qu'elles soient favorables aux justiciables. On éviterait le colmatage sans moyen d'un système condamné, au moyen de résistances peu assurées et au sein de batailles douteuses.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE... LA MISSION DES ARCHITECTES CONSULTANTS

L'urbanisme et la bureaucratie

Les architectes-conseils et les architectes-consultants du ministère de l'équipement ont été réunis le jeudi 22 janvier, à Paris, par M. Pierre Mayet, directeur de l'aménagement foncier et de l'urbanisme, et M. Alain Bacquet, directeur de l'architecture au secrétariat d'Etat à la culture.

Formellement exclu du débat, l'ex-projet de loi sur l'architecture apparaît en filigrane derrière les interventions. Le projet combattu par la profession prévoyait notamment, on s'en souvient, de créer dans chaque département un conseil architectural, composé de jeunes architectes chargés de sensibiliser, d'informer et de former les constructeurs et les professionnels du bâtiment, afin que les édifices s'insèrent mieux dans les sites. Pour l'instant, ce texte n'a toujours pas été examiné par le Parlement, qui a repoussé, en revanche, l'instauration d'une taxe parafiscale destinée à financer ces services.

Les quelques deux cents architectes réunis à Paris sont employés à temps partiel par les directions départementales de l'équipement pour une mission de conseil. Certains départements, comme le Lot, la Savoie, la Dordogne, les Pyrénées-Atlantiques, le Doubs... ont spontanément développé une action d'information et de conseil plus poussée. La Corse, par exemple (le Monde du 7 juin 1975), consacre 2 millions de francs et une quinzaine d'hommes à diverses actions de sensibilisation : expositions, films, conférences, conseils aux constructeurs et, aussi, simple correction des projets. Le futur conseil architectural, s'il est créé un jour, s'appuiera-t-il sur cette infrastructure existante ? C'est une question qui fut au centre de la cotélique à l'automne dernier et à laquelle personne n'a répondu, jeudi 22 janvier, le débat sur le projet de loi ayant été explicitement écarté par M. Bacquet.

Une journée sous le signe de la bonne volonté. Après avoir dit sa « surprise » du succès de la circulaire de M. Robert Galley qui invitait, le 16 septembre dernier, ses services à se préoccuper d'architecture, M. Mayst a indiqué que l'urbanisme « ne peut se limiter à l'application bureaucratique des règles préétablies ». Estimant que la pro-

lession avait engagé une « mauvaise querelle » sur le rôle du ministère de l'équipement dans l'assistance architecturale, M. Bacquet a déclaré de son côté : « Je ne me sens pas violé quand le ministre de l'équipement s'intéresse à l'architecture. Il est un peu tard pour découvrir que ce ministère a quelques choses à voir avec le domaine bâti. Le système de cogestion qui était prévu et qui s'accompagnait d'un financement était satisfaisant. Et encore : « Qui s'imaginerait que l'administration peut se dispenser de prendre part à l'architecture ? Des procédures existent ; et d'ailleurs, l'opinion, à tort ou à raison, réclame que nous prenions position. Autant la faire avec l'avis de spécialistes compétents ».

Les architectes-consultants à qui on demande de « faire des miracles » ont montré, eux aussi, leur bonne volonté et les limites de leur action. Il est difficile de faire la leçon aux petits constructeurs quand les grands (publics ou privés) semblent autorisés à faire à leur guise ; il est parfois malaisé de résister à certaines pressions politiques venues des élus ou du préfet. Il est difficile de lutter contre les fabricants de maisons sur catalogue ou de mettre son grain de sel dans l'installation des bâtiments agricoles.

Même si elle est réclamée par cette fraction de la population qui « regarde l'espace rural en exhibant Comm' Fa soulagé M. Robert Joly, architecte conseil du Lot, l'action des architectes-consultants se heurte aux réalités de notre époque. Il est sans doute temps de réfléchir sérieusement aux objectifs d'une telle politique d'aménagement de la qualité architecturale. Sans angélisme : c'est-à-dire en tenant compte du contexte économique et culturel qui explique le hiatus actuel entre les constructions et leur environnement.

MICHEL CHAMPENOIS.

Paris

Du temps où la voiture n'était qu'un accessoire

Si vous aimez encore flâner à travers les vieilles rues parisiennes (autant que le permettent les trottoirs étroits des vieux immeubles), l'idée charmante et nostalgique d'une exposition que présente l'hôtel Lamignon, la Bibliothèque historique de la Ville, et qui s'intitule Paris, la rue, illustrée presque entièrement par deux cent soixante-seize photographies, dont certaines sont dues à Marville, l'un des premiers photographes d'architecture, a fait savoir dans un communiqué que la soirée officielle du barreau de Paris, prévue pour samedi 24 janvier salle Saint-Louis, au Palais de justice, était supprimée. Dans son communiqué, le bâtonnier explique qu'« une telle manifestation était incompatible avec les graves préoccupations qui animent actuellement le barreau français ».

Madame Thérèse conservateur, plus particulièrement chargée de la section iconographique, a écrit en préface au catalogue une remarquable étude sur l'évolution du mobilier urbain qui, pour la première fois, permet de suivre pas à pas ce que fut la vie passionnante des rues de Paris, il n'y a pas encore bien longtemps (1).

On a choisi pour point de départ à cette exposition le Second Empire. Parce que c'est de l'administration dirigée par Haussmann que nous venons d'acquiescer, nous sommes en présence d'un mobilier urbain, et qu'aux voies étroites, mal pavées, dangereuses pour les piétons, rues qui étaient du siècle, succèdent des artères larges, aérées, commerçantes, pourvues de nombreuses commodités, où chacun put circuler à l'aise parmi des arbres nouvellement plantés dans les nouveaux parcs (tels les Buttes-Chaumont ou le parc Monceau), de squares à l'anglaise qu'on n'appellait pas encore des parcs, et qui devaient tout être dotés de bancs, de kiosques, de luminaires, objets de choix du mobilier urbain.

Les premières gravures et photographies de l'exposition nous montrent les travaux de voirie exécutés sous Napoléon III, puis les bornes de protection et enfin l'innovation datant de la fin du XVIII^e siècle et du début du XIX^e siècle, les trottoirs qui devaient remplacer les bornes (dont certaines sont encore visibles, cour de Rohan et du Commerce) placées le long des maisons et seule protection des piétons jusqu'alors.

Les trottoirs qui suivent sont consacrés à l'éclairage, depuis les anciennes lanternes à huile (il en existait en tout huit cents dans Paris) jusqu'aux réverbères à gaz de Lebon, disposés en quinconce ou en candélabres-consolés et que, chaque soir, un « allumeur de réverbères » venait rallumer avec sa longue canne formant quinquet.

Les gravures et les photographies les plus séduisantes sont (1) Histoire du mobilier urbain parisien du Second Empire à nos jours, par Marie de Théry, catalogue, 98 pages, Société des amis de la Bibliothèque historique.

probablement celles qui représentent les fontaines et les édifices parisiens. Après que Napoléon l'eut doté Paris de nombreuses fontaines publiques, l'idée étant donnée, on les multiplia donc, sur l'initiative de Rambuteau, qui en fit construire mille cinq cents. Les plus jolies furent sans conteste celles du faubourg Saint-Martin, dues au sculpteur Martin (1849). Remarquablement photographiées par Marville, elles ont hélas disparu depuis.

Puis, à l'installation ou à la refonte des premiers urinoirs, dont « la forme et l'élégance » furent vivement appréciées par les contemporains. Quant aux fontaines de la République, de Wallace fit don à Paris en 1871, gracieuses petites coupelles en fer bronzé, elles sont maintenant de moins en moins nombreuses.

Après l'augmentation de la prise en charge qui passe de 3,50 F à 4,50 F (a le Monde du 23 janvier), le kilomètre « parisien » est désormais facturé à 2,25 F. A Copenhague, le prix moyen du kilomètre est fixé à 2,30 F, il est de 2,75 F à Francfort-sur-le-Main, de 2,70 F à Oslo ; les taxis bruxellois, qui viennent d'augmenter leurs tarifs de 40 %, facturent le kilomètre à 2,20 F, ceux de New York à 1,70 F, de Dublin à 1,55 F, de Londres à 1,25 F, de Rome à 1,20 F.

LE PRIX DU TAXI

A quel niveau se situe le prix des taxis parisiens par rapport aux tarifs pratiqués dans les grandes capitales ? Après l'augmentation de la prise en charge qui passe de 3,50 F à 4,50 F (a le Monde du 23 janvier), le kilomètre « parisien » est désormais facturé à 2,25 F. A Copenhague, le prix moyen du kilomètre est fixé à 2,30 F, il est de 2,75 F à Francfort-sur-le-Main, de 2,70 F à Oslo ; les taxis bruxellois, qui viennent d'augmenter leurs tarifs de 40 %, facturent le kilomètre à 2,20 F, ceux de New York à 1,70 F, de Dublin à 1,55 F, de Londres à 1,25 F, de Rome à 1,20 F.

Les plus économiques sont ceux de Madrid à 0,70 F.

TRANSPORTS

COMMENT HABILLER LE TRAIN DE L'AVENIR ?

Le train à grande vitesse (T.G.V.) qui, aux premières heures de l'été 1975, mettra Paris à deux heures de Lyon, se présente un style. Le S.N.C.F. vient, à cet effet, de recueillir l'avis de quelques centaines d'usagers, au vu des deux maquettes grandeur nature, récemment exposées, gare de Lyon à Paris.

Côté vole, un orange décliné bien banal ou un gris demi-deuil pour habiller les voitures. Le choix est délicat. Pourquoi ne pas reprendre certains tons de la moquette et des sièges : un bleu marine allié à un vert pomme par exemple ? Changement de vitesse, changement de couleurs.

Des voitures à confor central. Les compartiments semblent avoir fait leur temps. Pour la S.N.C.F. peut-être, pas vraiment pour ses clients. Dans un cas, un décor intérieur, des sièges passe-partout, un air de déjà vu. Dans l'autre, une ambiance « design », des fauteuils-coquilles, un soupçon d'insouciance. On accepterait sans regrets de rompre avec le classicisme ferroviaire.

Des bales vitrées et fumées (même au soleil, le paysage paraît triste). Un train où l'on respire ? En réalité une impression artificielle due à l'habileté du décorateur. Les passagers tassés les uns derrière les autres risquent de trouver longues les deux petites heures du voyage si la S.N.C.F. continue de se montrer aussi avare d'espace. Tout pour la façade ? — J.-J. B.

Le Monde aujourd'hui

Québec

La honte et la peur

J'AVAIS huit ans. Il m'arrivait d'accompagner ma mère dans les grands magasins de l'Ouest anglophone de Montréal. C'était toujours une fête pour moi, mais une fête mêlée d'appréhension. Car une fois descendue du tramway de la rue Saint-Laurent qui traverse Montréal du fleuve au sud, à la rivière des Prairies au nord, il fallait franchir une frontière, celle qui sépare l'Est francophone de l'Ouest anglophone, le long de la rue Sainte-Catherine.

Meurtis, les Québécois le sont. Ils ont le sentiment d'être en danger. Et s'il y avait un fond de vérité là-dessous, l'utilisation d'une langue incomprise par l'ensemble des habitants nord-américains ne met-elle pas ma vie en danger ? Lorsque le réflexe sans préjugé en ma faveur, objectivement comme les anglophones froids savent si bien le faire, ne doit pas admettre que je risquerai ma vie chaque fois que je pénètre en milieu anglophone ? Car si je tombe soudainement malade, si j'ai besoin de l'aide policière et des pompiers, qui pourra me comprendre ? Pourquoi ma grand-mère, en me racontant tant d'histoires sur les Français et leur beau langage, ne m'a-t-elle pas dit qu'il pouvait aussi être mortel ?

Le niveau de vie et la langue

Pilotes et contrôleurs

Les années ont passé. Vingt-cinq pour tout dire. Je suis journaliste ; je voyage en avion. Et voilà que j'apprends de la bouche même du président des pilotes de ligne du Canada que l'utilisation du français dans les communications aériennes au-dessus du territoire québécois officiellement français peut mettre en danger la vie des passagers. Rien de plus clair. Parler français constitue un risque de mort et comme de bien entendu parler anglais signifie rester en vie. Depuis plusieurs semaines, les débats se poursuivent, et aujourd'hui les pilotes canadiens affirment que si le gouvernement permet l'utilisation du français — entre pilotes et contrôleurs francophones, exclusivement dans l'espace aérien québécois — ils risquent de mourir. Car ces pilotes sont préoccupés avant tout de sécurité et leur devoir les oblige à combattre des lois meurtrières.

Et lorsque le premier ministre de tous les Québécois affirme qu'il faut choisir entre le niveau de vie et la langue, ne rejoint-il pas ces pilotes canadiens ? Le niveau de vie en Amérique reste la préoccupation majeure, et je ne vois que si je l'augmente d'année en année, si j'ajoute une deuxième langue, puis un troisième garage, puis une troisième voiture, puis un troisième bungalow ou mon appartement, symboles de la réussite sociale. Le premier ministre et les pilotes ont été explicites : faire mieux sa vie en anglais ou la risquer en français.

Dans les chaires vives de notre inconscient collectif, insidieusement après la honte et la peur de l'autre, le puissant, on verse non sans succès un venin plus redoutable encore, celui de la peur d'être soi.

Demain, à seize heures, je dois me rendre de Montréal à Québec par Air Canada. « Please fasten your seat belt. »

DENISE BOMBARDIER.

Vu de Bretagne

La ballade des recteurs...

C'EST fait. Il n'y a plus de soutanes dans les chemins bretons. Comme partout, les clercs se sont mis au costume anthracite, sans regret, remettant dans l'armoire la robe funèbre et prestigieuse. Même révolution dans la courbe-chef : nulle calotte ne se trouve protégée par l'antique barrette à pompon noir. Un petit chapeau, gris encore, ou un simple baret, sécularise la tête ecclésiastique. Personne n'y trouve à redire, hormis d'indiscrétibles calotins qui oublient que la soutane était une invention de Napoléon. Celui-là, s'il avait pu mettre tout le monde en uniforme, il n'y aurait pas manqué. Il serra aussi l'éclat de ses ingénieurs — ces messieurs de l'X — dans une tunique noire. Empire des enfants de chœur.

Ah ! recteurs de jadis et de naguère, je vous vois encore dans vos soutanes tourbillonnantes ! L'attaque des phares et des ans avaient conjuré à certaines robes des couleurs vives, vertes ! Vous étiez la frayeur des chemins creux quand vous alliez porter le platique aux mourants. Tintait la sonnette : les gens sursautaient, effrayés, s'envolaient. Et quand vous ramenez les morts des fermes lointaines, derrière un corbillard traîné par un cheval blasi, vous apparaissiez comme les négateurs de la vie qui, partout autour de vous, par le vent dans les tiges et la rosée dans la verdure du regain, proclamait ses droits fertiles. Recteurs de naguère, figures de Villiers de l'Isle-Adam.

Ils étaient guides des communautés, chefs armés ou combattus, apôtres et notables. J'en ai connu qui étaient de grands jansénistes, hommes de rigueur et de pensée. Peut-être des saints. Visages blêmes et regards brû-

lants. J'ai connu d'autres qui étaient des barons de « patros », des lanceurs de goupillons et d'anathèmes, voire des vicaires prodigieux aux troques indubitables. « Dis, tu prendras bien un coup de cidre ? » Curieux : beaucoup m'honorèrent de leur estime, voire de leur gloire, dans la mesure exacte où je leur avais fait voir de vertes et de pas mûres quand j'étais leur élève dans un certain collège du Léon ! Ça doit être ça la charité du Christ. A moins que ce ne soit là l'effet le plus puissant de ce que nos maîtres appelaient les humanités.

Ballade des recteurs ensoutanés ! Ballade religieuse, apostolique, parfois rubricarienne, parfois mystique. Ce recteur-là ne pouvait dire sa messe : au moment de l'élevation, il entraînait dans un tel bouleversement que l'hostie lui tombait des mains. Cet autre faisait allègrement 20 kilomètres à pied, tous les dimanches, pour édifier l'effort au point extrême de sa paroisse.

Ballade des recteurs, ballade des grands pardons, où ces paysans étaient les rois des fontaines et des chemins qu'ils béniétaient une fois l'an, devant un peuple rassemblé, la cantique plein la gueule.

Pénible reconversion. Après avoir régenté les âmes et gouverné les mœurs, les vœux maintenant qui se fondent dans le peuple et dansent, en quelque sorte, leur mission pastorale. S'éclairement, le seigneurisme comme des employés du Crédit agricole. Ils sont parmi les plus pauvres des « cardes » du monde rural. Adieu les « fricots » et la « corabasse » (1) ! Fini le temps des corbeaux.

Voici venir celui des bergeries.

XAVIER GRALL.

(1) Corabasse : en breton, bonnet du curé.

Témoignage

Le courage de vivre

UN court article dans les journaux locaux. Quelques mots toujours très bien imprimés : « Blessé (e) à la colonne vertébrale ». Parfois, on ajoute : « Ses jours ne semblent pas en danger ». Rien d'autre. C'est pourtant un long voyage qui commence.

Tout a débuté quinze ou seize heures auparavant, une journée d'automne, d'hiver, de printemps, ou bien un beau jour d'été, la saison importe peu. Et cela peut arriver à n'importe qui, n'importe où, n'importe comment, à vous, par exemple. Alors seul compte le fait qu'un homme ou une femme, jeunes le plus souvent, s'avancent vers un guet-apens, un croche-pied du destin, en croyant marcher vers la vie.

Moi, j'avais dix-neuf ans. Beaucoup à apprendre, beaucoup à découvrir. Mais j'étais heureux, oui, j'étais heureux ce jour du mois d'août 1967, pendant cette compétition de natation, j'ai touché moi aussi : le sable brûlant la plante des pieds, l'eau scintillait, j'étais fier de mon corps et bien dans ma peau.

Encore quelques secondes à regarder l'eau avant de plonger. Et puis je ressentis un violent choc sur la tête et une douleur dans la nuque. Un plongeon, un choc, une douleur. Rien de plus. J'étais immobile au fond de l'eau, la face contre le sable interminable, ces secondes. Je ne pouvais plus bouger ni mes bras ni mes jambes. J'étais paralysé. Paralyté. Tout un monde qui se met à craquer, se meurt sans plus laisser aucune prise pour s'accrocher. On a envie de chercher les ruines.

Ensuite viennent les ambulances, les chambrées sombres à l'odeur d'éther, les râles et le sang, les « condamnés », les salles d'opération, les urines et les excréments, les humiliations et l'indifférence, la douleur et la brutalité.

les salles de rééducation, les appareillages de fer et de cuir, les fauteuils roulants. Et les enfants de trois ou quatre ans, eux aussi « tristes » (cela remue toujours un peu les entrailles, un enfant infirme). Une route cruellement jalonnée des trailements de l'esprit, car il faut longtemps avant d'être capable de bien réaliser, longtemps avant de pouvoir s'accommoder d'un fauteuil roulant.

Le temps passe... Et bientôt les enfants de trois ou quatre ans se mettent à jouer en heurtant leurs petits fauteuils roulants bricolés sur mesure, ou bien se disputent bruyamment un vieux ours en peluche, se chamaillent et rient, et pleurent, comme tous les autres enfants. Un peu plus loin, des adultes, également en fauteuils roulants, s'écroulent en ponctuant une bonne blague. Comprendre ! C'est comprendre les jeux de ces enfants, et les rires de ces adultes.

On se surprend à rire

On ne meurt plus des graves infirmités. D'accord, le paraplégique et le tétraplégique ont bien songé quelques dizaines de fois à l'irréversible. Seulement, Albert Camus avait raison d'écrire : « Dans l'attachement d'un homme à sa vie, il y a quelque chose de plus fort que toutes les misères du monde ». Alors le temps continue de passer. Des amitiés incomparables naissent. On recouvre l'usage de la parole, on commence à sourire, et, un jour, on se surprend à plaisanter, à rire. A vivre. Il n'y a plus de choix à faire. Quoi encore ? Le handicapé ne se sent plus malade du tout, n'est plus malade du tout : des jambes ou des bras inutilisables, c'est tout. Il ne marche plus, il roule. Hormis cela, comme on dit, « la forme est bonne », excellente même. Pourquoi ne rirait-il pas, en effet ?

Seulement tout cela, c'est surtout le domaine du centre de rééducation. Ensuite vient le jour où il faut bien sortir d'entre les murs protecteurs. Angoisse. La société : en dix ou quinze mois, on l'avait un peu oubliée. Les regards : les autres ne savent pas comment se comporter, ils sont gênés, ils n'ont pas compris qu'il n'existe qu'une seule manière d'être, celle de tous les jours, celle de tous les groupes. Ils n'ont pas compris qu'il n'y a pas à chercher des phrases : celles de tous les jours, celles de toutes les conversations font le mieux l'affaire. Une société qui refuse, plus ou moins prémonitrice de son système. Une société qui condamne, plus ou moins volontairement, plus ou moins consciemment, plus ou moins ouvertement. Une société qui accepte de faire survivre sans se soucier de faire vivre, et qui laisse enfermés dans des hospices de vieillards de jeunes handicapés de vingt ou trente ans. Des architectes qui construisent quotidiennement sans encore beaucoup tenir compte d'un million huit cents mille Français handicapés. Les employeurs qui, à la vue d'un fauteuil roulant, refusent systématiquement le travail proposé.

Le handicapé, le paraplégique, le tétraplégique, c'est moi, évidemment, mais qui encore ? Trois mille à quatre mille handicapés de plus chaque semaine. Une sorte de roulette russe qui ne finit pas. Un voisin ? Un ami ? Vous ? Je n'écris pas ces lignes pour effrayer, mais au contraire pour que chaque homme prenne mieux conscience de ses privilèges, jouisse plus amplement de son bonheur, et surtout disons-le, ne condamne pas avec trop de légèreté. Saisir ce qui se cache derrière les chiffres et tendre à résoudre les problèmes des handicapés ne seraient que la façon la plus sage et la plus intelligente de procéder : une assurance souscrite pour l'avenir. Et ce n'est pas parce que l'on s'assure sur la vie, par exemple, que l'on meurt plus tôt.

Asseyez-vous dans votre fauteuil. Vous y êtes ? Ne bougez plus vos jambes pendant un instant. Comment vous sentez-vous ? Différent ? Très différent ? Et pourtant, s'il fallait que vous vous déplaciez, que vous sortiez dans la rue, que vous frappiez à la porte d'une entreprise, vous sauriez combien vous êtes un handicapé.

ALAIN LEFRANC.

★ Alain Lefranc vient de publier le récit de son combat contre la souffrance depuis son accident (survenu en 1967) dans un livre paru sous le titre Le Courage de vivre. Collection « Pourquoi je vis ». Ed. du Cerf. 160 pages, 25 F.

Au fil de la semaine

DANS ce C.E.S. de la région parisienne, raconte l'un des maîtres qui y enseignent, un téléviseur, un téléviseur à côté de la cantine. Le premier service du déjeuner, pour les classes de la sixième à la troisième — bon nombre d'élèves ont donc de treize à seize ans, — s'achève à 12 h. 30 : les cours ne reprennent qu'à 13 h. 15.

Après le repas, on se rassemble devant le petit écran. On réagit et on commente, on plaisante et on discute. Et chaque jour, à 13 heures exactement, quand les informations de la mi-journée sont annoncées, la salle se vide, en un clin d'œil les jeunes s'égaillent comme un vol d'hirondelles, retournant à leurs jeux dans les cris et les rires. « Les informations, la politique quoi, c'est la barbe ! » explique l'un ; « Ça n'est pas pour nous », tranche l'autre. Et un troisième : « Le soir, à la maison, pour les informations, mon père coupe le son. » Évoquant dans « Le Monde » « la vie très tranquille du lycée de Digne », Bertrand Le Gendre relevait exactement la même fuite devant les informations télévisées (1).

Dans deux ans, les plus âgés de ces lycéens seront électeurs. Ils ne lisent aucun journal sauf de bandes dessinées, qu'ils nomment entre eux des « bouquins » ; et, en dehors du travail scolaire, la plupart n'ouvrent jamais un livre. Il existe d'ailleurs des établissements, pourvus d'un téléviseur, où l'on lire un journal reste une faute immédiatement sanctionnée, où porter politique aux élèves sous la voile initiatrice de l'instruction civique obligatoire est une audace qui sent le soufre. Si les professeurs veulent prendre ce risque, on les laisse faire — pas toujours — mais on ne les encourage pas : c'est aussi dangereux que la sexualité, c'est pire même.

Les élèves, conclut cet instituteur, ne font là que refléter l'attitude de leurs parents : pour eux aussi, les informations, c'est « de la politique » et c'est ennuyeux, c'est suspect. Sauf rares exceptions, on tourne le bouton ou on cherche sur une autre chaîne une émission plus distrayante. Ce n'est là qu'un petit signe parmi bien d'autres d'un phénomène très général, d'une tendance de plus en plus marquée en ce moment : chacun pour soi, chacun dans sa coquille.

Indifférence ? L'Angola est loin, le Chili plus loin encore, et le Liban, s'il est plus proche, n'a-t-il pas choisi de faire son propre malheur ? Tout cela ne nous regarde pas. Il y a plus qu'un manque d'intérêt pour le sort des habitants de ces pays, un sort sur lequel, de toute façon, on ne peut influer en rien, du moins le croit-on. C'est un refus délibéré d'en entendre parler, sauf sous la forme anecdotique : inscrites dans le « continuum » des images télévisées, certaines péripéties pourront retenir un moment l'attention. Mais ce sera au même titre et à peu près avec les mêmes sentiments que la séquence de western qui suit ou les extraits d'actualités vieilles de vingt-cinq ans qui précèdent. Tout cela se passe dans un autre univers et nous avons, n'est-ce pas, nos ennemis et nos difficultés dans le nôtre, aujourd'hui.

La fatigue ? Elle joue son rôle, bien entendu, et l'inquiétude plus encore. Tant de dangers et de risques pèsent en permanence sur chacun de nous ! De la contrebande qui se fait au coin de la rue est en train de glisser sous votre assise-glisse jusqu'à l'accident brutal, la maladie grave, qui soudain bouleversent et même compromettent votre vie et celle de vos proches, des soucis d'argent aux menaces de chômage, des préoccupations aux drames, beaucoup se sentent suspectés, traqués, harcelés à chaque instant. Les pessimistes cèdent à l'angoisse, les optimistes sont ceux qui se disent : « A chaque jour suffit sa peine. On verra bien. » Impossible de se protéger, de se garantir contre tous les coups durs, tous les échecs, toutes les agressions. Comment trouverait-on encore le temps et l'énergie de s'intéresser aux ennemis des autres, de ceux qui nous sont rien ?

Alors le repli sur l'Hexagone ? Même pas. Les affaires d'otages, les enlèvements, les violences, en France comme ailleurs : spectaculaires, ils sont perçus comme des épisodes de films policiers à suspense ; ordinaires, ils laissent froids. Comme les accidents de la route : cela n'arrive qu'aux autres. Ou par hasard. Alors qu'y faire ?

CHACUN POUR SOI

par

PIERRE VIANSSON-PONTE

Espérer simplement que cela ne vous arrivera pas, à vous. Et se préserver autant qu'il est possible du hasard.

Non, ce n'est pas seulement la lassitude et un sentiment d'impuissance qui expliquent et justifient le « chacun pour soi ». Pas davantage l'égoïsme, la dureté de cœur, sauf, chez quelques-uns, l'existence heureusement des hommes et des femmes, des jeunes aussi, qui ne refusent pas de voir le monde tel qu'il est, qui s'inscrivent, parfois se passionnent, pour le bien commun, qui s'informent de leur mieux, réfléchissent, agissent s'ils le peuvent. Mais ils sont rares, une minorité, de moins en moins nombreux, semble-t-il.

Pour les autres, pour beaucoup, il s'agit bel et bien d'un refus obstiné d'entendre ce qui ne les concerne pas, ne les implique pas directement dans leur existence quotidienne. Les mesures concrètes touchant les prix et les salaires, le chômage et le travail, les impôts et le crédit, le code de la route et la hausse du tié, on s'y arrête juste un instant à la rigueur, le temps de se dire : « Est-ce pour moi ? Oui, cela m'intéresse. » Mais le reste, tout le reste...

Une sorte d'hygiène mentale fait trop souvent que, consciemment ou non, trop d'indifférence rejettent, éliminent, nient ce qui est loin d'eux par la géographie, l'appartenance sociale, la situation matérielle. L'agriculteur se souciera peu du chômage et l'ouvrier ne s'intéressera nullement aux prix agricoles. L'un et l'autre se moqueront de la fiscalité de l'industrie et du commerce comme de leur première déclaration de revenus ; et de même entre Parisiens et provinciaux, entre le Nord et le Midi, entre les employés et les fonctionnaires. Parfois, le ligne de démarcation passe à l'intérieur du même homme : travailleur de l'armement ou des centrales nucléaires, constructeur de Concorde, par exemple, il sera en même temps un citoyen conscient, un électeur, voire un militant engagé d'un parti ou d'un syndicat qui condamne les ventes d'armes, le pari nucléaire et l'avion supersonique.

Par-delà ces réalités concrètes et vécues, les événements lointains, dans le temps ou l'espace social, ne sont pas seuls à se heurter à un mur. Les conflits exemplaires sur les libertés, mais qui se déroulent ailleurs, les guerres et les troubles de toutes sortes, chez nous, autant en importe le vent. Que peut-on y faire ? C'est ainsi. Essayons de rester à l'écart, d'éviter les retombées et les chocs, et que le voisin se débrouille aussi, tant mieux pour lui s'il y parvient. Ma sécurité, mon petit bonhomme de chemin, mon bien-être et rien de plus. Qu'on ne m'en parle pas : je ne veux pas le savoir. Voilà le grand mot lâché.

Cela va loin. Si les affaires nationales intéressent peu, sauf dans quelques périodes chaudes électoralement ou socialement, on s'intéressera néanmoins davantage aux affaires locales. Le regain de régionalisme a, certes, d'autres causes, mais la volonté de limiter son horizon au pré carré de sa province, de ressusciter sa langue, de restaurer ses us et coutumes, c'est encore une défense contre l'ensemble trop vaste où on ne pèse plus et ne compte plus. Le déclin de l'esprit européen, l'échec relatif du mondialisme, alors que le brassage international atteint, grâce au développement des transports, une ampleur jusqu'à présent inconnue, s'explique au moins en partie par ce refus des communautés trop vastes où l'on se sent égaré.

Chacun pour soi, chacun dans sa coquille. Le bon sens et la prudence ne sont pas toujours absents de cette attitude qu'il serait un peu rapide d'analyser comme une simple réaction de prudence, voire de peur ou d'égoïsme. Contrairement au mot malheureux d'un grand homme, les Français ne sont pas des veaux. Dans un monde dont ceux qui le dirigent ne cessent de répéter qu'il est dangereux, ils voient bien les risques encourus au jour le jour, et il est normal qu'ils s'efforcent de s'en préserver. Quant aux cataclysmes, aux apocalypses, promis par les Cassandres, puisqu'on ne peut rien faire pour les empêcher, n'est-ce pas la sagesse, se dit-on trop volontiers, que de les ignorer ?

(1) Le Monde du 21 janvier.

ETRANGER

Reflets du monde entier

THE SUN

Plus « sages » qu'on ne le croit

Les idées des Britanniques de moins de vingt ans sur le sexe et le mariage sont bien plus « sages » qu'on ne le pense généralement. Tel est le résultat d'une enquête menée pour le compte d'un quotidien anglais à grand tirage, *THE SUN*, auprès de mille cent trente-huit jeunes de treize à dix-neuf ans : « Ils désirent se marier et avoir des enfants (86 %), ils jugent assez ou même très utiles les conseils que leur donnent leurs parents en matière sexuelle (87 %).

« Les moins de vingt ans s'estiment d'ailleurs, à 88 %, parfaitement informés sur les choses de la vie, même dans la tranche des treize à quinze ans. Un sur trois seulement déclare ne pas être suffisamment au courant du contrôle des naissances et de la contraception.

« Mais le fossé se creuse entre les adolescents et leurs parents sur deux points : alors que les jeunes approuvent les relations sexuelles avant le mariage (68 % pour les garçons et 62 % pour les filles), les sept cent dix-huit parents interrogés sont moins enthousiastes : 71 % des mères et 63 % des pères voudraient voir leur fille arriver vierge au mariage, même si le mari ne s'en soucie pas. D'autre part, les parents sont plus nombreux que les moins de vingt ans à approuver l'avortement, mais on trouve une proportion plus forte d'adolescents favorables à l'avortement des filles célibataires.

Des petits gains pour le 9^e Plan

Un nouveau type de pain va être utilisé dans les cantines soviétiques pour éviter le gaspillage, a annoncé M. Poljakov, vice-ministre de l'alimentation, au quotidien *KOMSOVLSKAYA PRAVDA*.

Le dirigeant soviétique a déclaré : « Le pain est notre principale richesse, qu'il faut estimer à sa juste valeur et épargner pour éviter qu'un seul gramme soit perdu. C'est pourquoi, pour le 9^e Plan, nous préparons des petits pains de 50/70 grammes destinés aux cantines, spécialement les cantines d'écoles. »

Cette décision intervient alors que la dernière récolte de céréales a été catastrophique en URSS, et au moment où la presse soviétique annonce une pénurie de pain en Russie centrale et en Ukraine en raison d'une « mauvaise organisation ».

NÉPSZABADSÁG

Un argument cynique

L'alcoolisme a fait des progrès inquiétants ces dernières années en Hongrie, écrit *Népszabadság*, organe du parti socialiste ouvrier hongrois (communiste) : « La consommation d'alcool pur par habitant est passée de 6,45 litres en 1965 à 10 litres en 1975. Ce chiffre représente un record du monde dont nous ne sommes pas fiers. Certains pourraient affirmer que c'est grâce à l'augmentation du niveau de vie de la population que la consommation d'alcool, de vin et de bière a pu augmenter. C'est un argument cynique : des milliers de personnes dépendent entièrement leur salaire pour satisfaire leur vice, d'autres se nourrissent à peine, d'autres encore s'habituent à la misère et n'ont aucune activité culturelle. »

Citant des rapports des syndicats, le journal hongrois précise que « 40 % des alcooliques notoires sont des ouvriers qualifiés » et que « le nombre des alcooliques est très élevé parmi les jeunes délinquants ».

MADAGASCAR-MATIN

Echecs malgaches

« Le jeu d'échecs pourrait être d'origine malgache », révèle le quotidien de Tananarive *Madagascar-Matin*.

« Au jeu d'échecs, on emploie le terme « mat » pour désigner que le roi n'est plus libre de ses mouvements. Un roi « mat » est complètement coincé. Il est figé, inert, ne vit en un mot, il est mort. Vous avez deviné que le mot « mat » n'est autre qu'une déformation du mot malgache « maty » qui, précisément, signifie mort. Le mot « échec », que l'on lance de vive voix pour indiquer à l'adversaire l'ordre de changer de position, pourrait être une dégradation de l'expression malgache « etsehiko ». Ce qui, littéralement, signifie « je bouge » ou « je remue... »



Le fatal « 5 du mois »

L'hebdomadaire d'Abidjan *Ivoire Dimanche* analyse la situation des Ivoiriens, étudiants « clandestins » en France parce que leur gouvernement leur a refusé une bourse. Le périodique évoque notamment les difficultés de logement des « clandestins ».

« Nourris de préjugés insensés sur les Noirs, les Français ne font jamais confiance aux Africains. Le moindre retard dans le paiement du loyer peut être fatal pour le locataire.

« Je n'ai pas eu de mal à trouver ma maison », explique Mohamed L., mais mon hôte m'a sévèrement averti : « Il faut que le loyer soit réglé juste à la fin du mois. Le 5, si rien n'est réglé, je vous mets dehors, sans pitié. » Procédé d'intimidation, peut-être. Toujours est-il que les Africains vivent perpétuellement dans la hantise de se voir expulser de leur logement. Ce qui, on s'en doute, n'est pas sans répercussion sur leurs études, et même sur leur équilibre mental. »

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Généraliste : Jacques Fournet, directeur de la publication.
Jacques Souvignet.

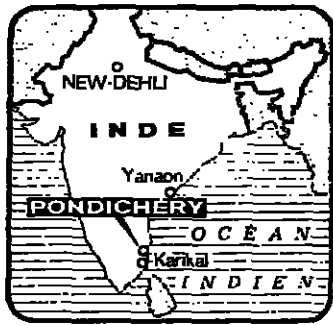
Imprimerie du « Monde »
5, rue des Italiens
PARIS-14^e
1974

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 21023

NOTRE
Télex
A VOTRE DISPOSITION
POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous sous-écrivez nos messages. Nous les transmettons par télex, avec vos téléphones.
Service Télex
345.21.62 + 346.00.28
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

Lettre de Pondichéry

Treize mille Indiens français victimes d'un accident de l'histoire



EN face de l'église Notre-Dame-des-Anges, commencée en mai 1851 et terminée en mars 1955, troisième année du règne de Napoléon III, d'après les plans et sous la direction de M. Louis Guérre, ingénieur colonial, rappelle une plaque commémorative, quelques sous-officiers en retraite jouent à la pétanque au pied d'une statue de Jeanne d'Arc. A quelques pas de là, il y a toujours un monument « aux combattants des Indes françaises morts pour la patrie » pendant la première guerre mondiale, mais la clôture qui l'entoure ne tient plus que par des bouts de ficelle. La statue de Duplex a été reléguée dans les jardins du consulat. Saint-Louis, Surcouf, Mahé de La Bourdonnais, Suffren ont toujours leur rue, mais les enseignes en français disparaissent petit à petit. A la bibliothèque Romain-Rolland, on ne prête que des ouvrages en anglais. Sur le cours Chabrol, le bureau des Messageries maritimes n'attend plus aucun bateau battant pavillon tricolore.

Quelques figures : entretenu encore le folklore : le patron érudit du Grand Hôtel d'Europe, qui réussit à servir de la cuisine française ; un Corse qui fabrique de l'eau de Cologne, et aussi du pastis pour sa consommation personnelle ; « Made-moiselle Pierre », vieille antiquaire dont le portail est toujours orné d'une croix de Lorraine. Mais l'ashram Aurbindo (1) a achevé la plupart des anciennes maisons européennes, qui conservent leur caractère avec leurs toits plats à l'indienne. Sans lui, Pondichéry ne serait qu'une petite ville qui sommeille.

Au cours de sa visite officielle en Inde, en décembre 1974, M. Mario Soares, alors ministre des affaires étrangères, s'était rendu dans l'ancienne possession portugaise de Goa. En 1976, M. Chirac n'est pas allé à Pondichéry. Accident de l'histoire, l'existence d'une communauté française sur la côte de Coromandel est plutôt une source d'embarras.

A BOGOTA

La première assemblée mondiale des « sorciers »

Le premier congrès mondial de sorcellerie, il n'y a eu aucune des « profanations sataniques » que redoutait l'Eglise catholique de Colombie en jetant l'anathème sur cette manifestation et en excommuniant son promoteur, Simon Gonzalez. L'économiste-poète avait pourtant prévenu ces attaques en disant que « si le diable n'est pas les sorciers à balai n'étant invités » et en assurant que son initiative ne pouvait être en contradiction avec les enseignements du Christ, puisqu'elle consistait en un message « à ceux qui veulent ouvrir le cœur et l'esprit aux phénomènes spirituels et aux forces inconscientes qui habitent l'être humain ».

Apparemment, la crainte de l'excommunication n'a guère affecté non plus les dizaines de milliers de visiteurs colombiens de la foire de la magie, ni les deux mille participants étrangers venus des deux Amériques et d'Europe. Sorti de revanche de Giordano Bruno, de Campanella, de Raymond Lulle et des alchimistes, astrologues, médiums et sorciers brûlés par l'Inquisition, la grande fête de la liberté magique s'est déroulée sans incident.

Le réel et le surnaturel

D'un côté, une foire populaire, avec plantes miraculeuses, boules de cristal, mare de café, croix exorcistes, bracclets porte-bonheur, Miss Lily et son parfum-qui-change-le-destin. Monsieur-Robert-qui-voit-tout (les noms français sont à l'honneur dans la voyance, pour faire « sérieux ») : affluence de grandes prêtresses nord-américaines, de Méphistophélès, de Jésus-Christ Super Star, d'achémistes à cape et chapeau pointu, enveloppés des senteurs mêlées de l'encre et de

pour Paris. L'Inde assure qu'elle n'a pas de revendication particulière à présenter et applique assez scrupuleusement le traité de cession conclu en 1954 et ratifié le 28 mai 1956.

En échange de la reconnaissance de la souveraineté indienne sur les anciens établissements de Pondichéry, Karikal, Mahé et Yanam (2), et de la cession gratuite des biens immobiliers appartenant à l'administration locale, New-Delhi acceptait, par ce traité, le maintien des institutions françaises d'ordre scientifique ou culturel. Ces dispositions visaient essentiellement le collège, devenu lycée, et l'institut français d'Indologie. Les biens de caractère religieux demeuraient la propriété des missions. Toute personne, physique ou morale, pouvait rapatrier librement ses capitaux en métropole dans un délai de dix ans. Les nationaux français nés sur le territoire des établissements devenaient citoyens indiens à moins qu'ils n'optent par écrit pour la conservation de leur nationalité.

Les anciens établissements, distants les uns des autres de plusieurs centaines de kilomètres, forment aujourd'hui un des « territoires de l'Union », entités administratives distinctes des Etats et ayant, en principe, une plus grande autonomie qu'eux. Le territoire de l'Union de Pondichéry, qui est donc morcelé, a une superficie totale de 480 kilomètres carrés et une population de 472 000 habitants : 340 000 à Pondichéry, 101 000 à Karikal, 23 000 à Mahé et 8 000 à Yanam. Les Français d'origine indienne qui ont demandé à conserver leur nationalité, ou dont les parents ont fait ce choix, sont 13 000 à Pondichéry, un millier à Karikal, 150 à Mahé et 80 à Yanam. Hormis les fonctionnaires venus de la métropole, il y a aussi une dizaine de Blancs ou Métis établis à leur compte.

Deux mille adultes environ touchent une pension à la pairie de France, un des lieux les plus animés de Pondichéry. Quelques-uns sont des retraités de l'administration civile, dont l'attachement à une patrie qu'ils n'ont

(1) Fondé par Sri Aurbindo, mystique et nationaliste indien qui s'était réfugié à Pondichéry en 1910 pour échapper aux autorités britanniques. L'ashram comptait environ deux mille personnes de toutes nationalités. La « Sri Aurbindo Society », qui administre son patrimoine, est à l'origine de la fondation de la cité internationale d'Auroville, à quelques kilomètres de Pondichéry.

(2) L'ancien comptoir de Chandernagor avait été rattaché à l'Inde dès 1951.

jamais connue est assez émouvant. Mais la majorité sont des soldats ou sous-officiers qui profitent des dispositions autorisant tout militaire de carrière à prendre une retraite au bout de quinze ans de service. En France, cette retraite ne permet pas de vivre sur un grand pied : mais 1 200 roupies par mois (600 F) pour un homme de trente-trois ans qui s'était engagé à dix-huit ans, c'est beaucoup plus qu'il ne gagne ici un licencié indien (900 roupies). Au Foyer du soldat, il y a une grande consommation de bière, sous le porcelain de Gaule en uniforme. Les habitudes, passablement démodées, sont des pères de famille nombreuse.

Les deux tiers des enfants de nationalité française ne sont pas scolarisés, faute de place. Avec ses trente professeurs, dont vingt métropolitains, le lycée français abrite sept cents élèves, de la maternelle au baccalauréat. Sa capacité d'accueil sera portée à mille après l'ouverture d'une annexe créée en partie grâce à une collecte organisée par les Pondichériens. L'école des sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny dispense à sept cent trente-deux élèves un enseignement qui s'arrête à la septième pour les garçons et à la troisième pour les filles. Dans ces deux établissements, les programmes sont ceux de la métropole. Au collège Calvet et au pensionnat de jeunes filles, possédés et dirigés par les Indiens, il y a des cours de français, mais il n'est pas question de préparer le certificat d'études ou le baccalauréat. Vivant d'une subvention annuelle de 21 000 francs, l'Alliance française a la dure tâche de « perfectionner » les élèves des institutions indiennes et de donner quelques rudiments de connaissance aux adultes.

Les Pondichériens français ne trouvent évidemment pas d'emploi en Inde. Quelques places de secrétaires ou de garçons de bureau à l'ambassade de New-Delhi et dans les consulats constituent pratiquement le seul débouché. Même les vieux Pondichériens les plus attachés à leur territoire d'origine souhaitent que leurs enfants s'installent en France. Les élèves du lycée qui obtiennent le baccalauréat ont automatiquement une bourse pour poursuivre leurs études en métropole puisque les ressources d'une famille pondichérienne, même aisée, demeurent évidemment inférieures à celles des familles françaises les plus pauvres. Il faut éviter que les non-bacheliers cherchant à devenir des retraités précoces se place en faisant un temps dans l'armée.

Celle-ci commence d'ailleurs à poser ces conditions plus sévères pour l'engagement. La moitié des cent vingt candidats de l'année 1976 ont été refusés faute de connaissances élémentaires.

Ceux qui parlent français et peuvent prouver qu'ils seront pris en charge par un employeur ou des parents installés en France sont rapatriés gratuitement aux frais de l'Etat. Tous les deux ans, une mission de la Formation professionnelle des adultes, qui place ses élèves après une formation de stage, se rend à Pondichéry pour recruter. En 1975, quatre cent cinquante-cinq personnes ont demandé à se présenter devant cette mission. Cent soixante candidats ont été immédiatement écartés parce qu'ils n'avaient aucune notion de français. Sur les deux cent quatre-vingt-neuf restants, seulement soixante-cinq ont finalement été reconnus aptes au stage. Ceux qui ne peuvent ni s'engager ni s'implanter en France ne vivent que grâce à la carte de secours délivrée par le consulat.

Le problème « culturel » est donc en fait un problème social. Le lycée n'a pour fonction que de donner aux élèves le bagage linguistique nécessaire pour le rapatriement. Lors de la signature du traité de cession, Nahu, soucieux d'ouvrir son pays à d'autres influences que celle de la Grande-Bretagne, souhaitait que Pondichéry soit une « vitrine » de la France en Inde. Mais aucun effort financier n'a été fait à Paris pour transformer ce qui restait de l'ancien comptoir en un centre de rayonnement culturel susceptible d'attirer l'élite indienne. Les maigres crédits du lycée ont été entièrement utilisés pour scolariser une population française qui, au lieu de diminuer lentement, comme le pensaient les signataires du traité, n'a fait qu'augmenter.

Pondichéry a encore un certain charme, parce que la génération de ceux qui ont conservé un vernis français, même s'ils n'ont pas opté pour l'ancienne puissance tutélaire, n'est pas complètement éteinte. Dans quelques années, quand tout cela n'existera plus que dans la mémoire des érudits, le cas de milliers de chômeurs de nationalité française ne parlant que le tamoul sera dramatique.

JEAN DE LA GUERIVIERE.

après le succès de
L'ENCYCLOPÉDIE DE LA VIE SEXUELLE
11 éditions en langues étrangères
et plus de 500.000 exemplaires
vendus dans l'édition française

vient de paraître :

RÉALITÉS ET PROBLÈMES DE LA VIE SEXUELLE
par le Dr Gilbert Tordjman



Tordjman tente, sans faux-fuyants, sans vulgarité, sans passion et sans culpabilisation, de dire clairement ce que beaucoup savent ou veulent savoir, sans toujours se l'avouer, dans l'espoir de « comprendre et mieux assurer l'identité sexuelle » de ses lecteurs. De très belles illustrations, jamais déplaçantes, des schémas d'une très grande précision soutiendront aisément l'intérêt des adultes, auxquels, rappelons-le, ce livre est essentiellement destiné.
Le Monde - 22-10-75

HACHETTE

DENISE AIME.

هكذا من الأصل

RADIO-TELEVISION

JEAN-CHRISTOPHE AVERTY... POTACHE ET « GUIGNOL »

LES MOTS AU PIED DES IMAGES

J'UCHE sur une grue, dans un studio des Buttes-Chaumont, un ciel rivé au cadre de la caméra, l'autre sur le poste témoin. Il dirige le tournage du *Château des Carpathes*. Les acteurs, perchés sur une estrade, sur fond de cyclo bleu vif, font comme des marionnettes, des gestes sans paroles ; derrière la grue, des caméras filment des gravures, ou des décors peints en couleurs violentes. Le son envahit tout l'espace : « Quand le son braille tant qu'il peut, dit-il, je vois tout, j'entends tout. » On passe une porte, on découvre alors l'image finale, composée : les acteurs dans le décor. Du haut de sa grue, il crie, il gesticule, il rit, il foudroie. Aux acteurs : « Faites-moi ça plus... et moins... » Et, pour la cantonnée : « Ça, c'est la direction d'acteurs », il décrit avec ravissement comment, ce jour-là, il a dirigé de vrais moutons. « Et chaque fois que je leur parlais, ils me regardaient. Je suis un bon directeur d'acteurs, puisque je suis un directeur de moutons. » De « moutonnages » : il souligne, à la Pagnol.

Jean-Christophe Averty, descendu de son ciel bleu vif, raconte, FR3 diffuse son *Guignol*, d'après un texte de Marcel Maréchal. Au fond, l'histoire de ce *Guignol* qu'il hérite tant, c'est un peu son histoire : celle d'un contestataire qui, à force, a perdu de son pouvoir d'agression. Averty, il y a dix ans, choquait le bourgeois ; aujourd'hui, c'est un classique reconnu, dans sa double activité scénariste : les mises en scène « électrocinématiques » d'un côté, les tournages de concerts de jazz de l'autre. Ce qu'il raconte aujourd'hui s'inscrit dans cette histoire, et prend valeur exemplaire. Il raconte : « C'est une mise en page, comme un journal. C'est tout plat, sans profondeur, pour que ce soit surréel. »

Dominer et jouer

Surréal, surréaliste, surréaliste, surréaliste, hyperréaliste, plus vrai que nature : on dirait qu'il n'a pas assez de mots pour exprimer son horreur du réel, sa prédilection pour le rêve. « Asses de ces constats d'humiliations, de ces histoires d'avortement, de femmes qui divorcent, de chômeurs... Des séquences réalistes, on en vit tous les jours, des séquences réalistes de mauvais goût. » Ce qu'il veut, lui, à toute force, avec hargne, c'est faire oublier ce réel-là, qu'il reproche « aux autres » de montrer. D'où les principes techniques qui sont les siens, et qu'il applique avec rigueur : les couleurs « chromo », pour avoir, par exemple, « du ciel qui change, de « vrais » couchers de soleil, pour fabriquer des paysages rêvés ; l'enregistrement, toujours en play-back, « pour se libérer de la tyrannie du son », pour donner plus de liberté à l'improvisation gestuelle des acteurs ; les trinquas électroniques, les incrustations, les jeux inimaginables sur les espaces superposés, suscitant, par leur étrangeté, un monde fantastique à la fois « compatible au monde réel » habituellement mis en scène. Haine du réalisme, éloge d'un certain « néo-réalisme » : dès l'instant qu'il est « néo », et qu'il n'est plus réel... Du décor interprété,

de fausses ruines, comme dans *Fellini-Roma*, dont il a suivi le tournage : du faux à outrance, pour faire du vrai de rêve. Pourrait-il le jazz ? C'est l'autre face d'Averty. Les concerts de jazz, il les filme en direct, sans trinquas, on a envie de dire presque classiquement. Le jazz, c'est pour le plaisir. Mais il explique quand même qu'il faut bien connaître la musique avant que les musiciens ne la jouent en concert : alors, il écoute en même temps qu'eux, avec la caméra. Il se pense comme « un des instruments de l'orchestre, un instrument de plus. » Et puis, passant sans transition à l'autre moitié de lui-même, il dit : « Je ne conçois pas de mise en scène effacée. » Pour le jazz, la musique, il est instrument ; pour la mise en scène, la scène, il est démiurge : « Ce que je fais, c'est une tentative paranoïaque, mégalo-maniaque pour dominer le produit, complètement. »

Dominer, et jouer ; être heureux et transformer le réel pour les autres, mais aussi, peut-être même surtout, pour lui-même. Le plaisir, ça semble être une de ses justifications essentielles. Le jazz, pour le plaisir, un film de Fellini, « ça me rend heureux pour un an » ; il dit encore : « Je m'enfonce bien dans ce que je fais. » Et il tourne « comme un taureau ».

Et on remonte le temps à rebours ? L'IDEEC, de 1946 à 1963 : une longue pratique d'assistant metteur en scène, beau coup de théâtre filmé, de 1952 à 1963, jusqu'à *Ubu Roi*. Avant : le lycée. Le lycée, pendant la guerre, c'est le souvenir d'un grand bonheur, avec, patronnant tout cela, deux figures mythiques de professeurs. Le professeur de lettres, Pignard, lui a fait lire *Jerry et les surréalistes* ; il ressemblait à la fois à Descartes et à Ronsard. Et puis le prof d'histoire, magistral et dogmatique, qui exigeait de la classe des réponses programmées. « Quelle est l'ambition de Louis XIV ? » Il fallait répondre : « *Pharaonique*. » « A quel ressemblait le Caucase ? » — *Aux Pyrénées*. » Il en garde, dit-il, le goût du didactique. Faire partager ce qu'on sait, ce qu'on a lu : Averty, c'est un potache qui joue à la télé.

Avant, encore ? Avant, c'est la famille, la mère, institutrice, la grand-mère, institutrice, ça apprend ferme l'école, ça compte. Petit, il allait au Châtelet, et voilà que surgit d'un coup le souvenir de rêve, la maîtrise de tous les trinquas. Au Châtelet, on jouait le *Coffre-fort* : une histoire de jeune garçon destiné à devenir dalaï-lama. Dans l'histoire, il disparaissait à vue, sur scène, par un trinquas en jeux de miroirs. Alors, en rentrant chez lui, l'enfant s'est regardé dans la glace : « ... et je me suis trouvé très laid avec mes cheveux pomés. » Le réel, déjà répulsif, les jeux de glaces, déjà tellement plus séduisants. Le rêve : disparaître à vue, ne plus avoir son reflet dans le miroir, déjouer l'espace.

Il y a des rencontres, sur le mode du hasard objectif de la tradition surréaliste : les *Enfants du Paradis*, Django Reinhardt, Charles Trenet, Jelly Roll Morton, Claude Luter. Passe, comme un écho de Châtelet, Tino Rossi : « Quand j'entendais : « Tu diras,

baisant l'oreille, zéhi zéhi » — et il joint le geste à la parole — « je voyais un lapin... » Il appelle cela « de violentes rencontres ». La violence revient souvent dans ses mots : la poésie est violente, il est violemment contre, ou pour. Mais sa violence se mesure à l'effet de jouissance produit : le trisson, du jazz, ou du miroir, qui fait « évanouir ». C'est cela qu'il voudrait transmettre : « J'arrive à projeter sur magnétoscope mes rêves et mes canchamars. »

Un projet pédagogique

Il flotte donc, dans l'air, un vague projet pédagogique. Averty, c'est toute une culture, plus classique que d'avant-garde, la culture de ses années de lycée. Il mène avec délices les noms de ses amours littéraires : André Gide, Jean Cocteau, André Breton, Paul Valéry, Claudel, Tzara, Aragon... Un mélange d'humanisme et de surréalisme, de poésie et d'anarchisme. La longue, longue liste de ses projets oscille entre les textes rares et les musiques d'autres cultures : la samba, la biguine, le centenaire du phonographe, le *Mouchoir de nuages*, de Tristan Tzara, *Chantecler*, de Rostand. C'est ainsi qu'on découvre que les *Impressions d'Afrique*, de Raymond Roussel, sont déjà tournées, bloquées au montage, hélas Raymond Roussel fabriquant ses romans par des jeux de mots praxémiques qui produisent des scènes fantastiques et métaphoriques : par exemple, il décrit longuement une statue d'Idole, faite en balaines de corset, roulant sur des rails en mou de veau... Averty a fait comme toujours, comme en écoutant Tino Rossi : il a pris les mots au pied de la lettre, au pied des images, et il a tourné cela, le fou. On dirait que, chez lui, le désir de faire image ne peut rencontrer aucun obstacle.

Témoin ce *Guignol* pour qui, avec Marcel Maréchal, il a fait un bouquet d'anémones. *Guignol* est de retour à Lyon, confronté avec la ville actuelle et sa politique ; *Guignol* confondu avec son créateur véritable, Laurent Mourguet, à qui l'écrivain public vole son langage en substituant la convention rhétorique au langage du cru, tout cru ; *Guignol* est « la marionnette contestataire » qu'il a voulu saluer « à grands coups d'électrons », *Guignol* d'enfance et de culture tout ensemble, armé d'une dérisoire marmite, armé de la seule efficacité des mots. Car, pour Averty, c'est une arme.

On a le sentiment qu'avant le poétique il ne plaisait pas. Au point d'avoir vu passer dans la ciel de Suresnes une « vraie » soucoupe volante qu'il dessine avec soin en disant : « Je suis un soucoupiote convaincu. » Alors, il a téléphoné au commissariat. Et on lui a demandé son nom. La morale de toute la fable, c'est que après qu'il est dit qu'il s'appelle Averty, Jean-Christophe, il lui ont ri au nez : « Averty ? Ah bon ! Somme toute, vous vous foutez de nous... » Et ils n'ont rien voulu entendre. Ça lui apprendra, à fabriquer du fantastique.

CATHERINE B. CLEMENT.

★ Dimanche 25 janvier, FR 3, 20 h. 30.

Avant les « Dossiers de l'écran »

ÉDUCATEURS ET « HOMMES LIBRES »

PARCE QUE nous sommes des techniciens, les émissions de Daniel Karlin ne peuvent que nous intéresser. L'expression revient souvent. On attendait plutôt « concerner », mais c'est bien « interpellé » que les éducateurs du centre d'éducation surveillée de la rue Sedaine choisissent pour exprimer le choc qu'ont provoqué chez eux ces « hommes libres ».

C'est finalement un coup de projecteur sur le visage de tous ceux qui sont liés à l'institution pénitentiaire. On les met sur le devant de la scène, on les envoie rendre des comptes au public sur ce qu'ils font, eux, dans leur secteur. Terminé l'anonymat du travail. Il faut tout à coup réfléchir à voix haute, et répondre.

L'enquête est menée aux États-Unis, mais, disent les éducateurs, « il n'y a qu'un décalage chronologique entre l'Amérique et la France. Ce sont les mêmes détenus. Les origines de leur délinquance sont identiques, on les trouve dans les conditions économiques, politiques, familiales. L'enfance des prisonniers de Karlin, c'est celle des jeunes que nous avons ici. A tout point de vue, on peut établir la comparaison ».

« Ce qui est différent, disent-ils encore, c'est que rien n'a encore été tenté en France directement en milieu carcéral. Les efforts en faveur de la réinsertion sociale des détenus sont entrepris à la sortie de prison. On peut citer, par exemple, le rôle de l'Association Amitié, à Grenoble, ou bien celui de S.O.S. : cela se passe à l'extérieur, tandis que l'expérience traitée par Karlin commence « intra muros ».

Lors d'un débat organisé après la première émission, des éducateurs et quelques autres « techniciens » des prisons étaient intervenus pour signifier leur étonnement devant le désir de réinsertion de ces détenus américains, et le côté miraculeux du programme. D'autres estimaient que l'on ne devait pas s'interroger sur ce qu'il était possible de faire en prison, mais bien remettre en question l'institution elle-même : « Que les gardiens deviennent des magistrats et non les prisonniers des collaborateurs », avait notamment déclaré quelqu'un dans l'assistance.

Pour les éducateurs, il est évident qu'il faut dépasser le grand débat du travail social (étant bien entendu que l'expérience a valeur d'exemple et qu'il ne serait pas question de faire de tous les dé-

nus des travailleurs sociaux). Le véritable intérêt des émissions réside dans la prise de conscience qu'elles suscitent, tant chez les professionnels que parmi le public.

« Les gens comprennent aujourd'hui que les détenus ne sont pas les sauvages qu'ils imaginent. Les milieux ouvriers, qui étaient les plus répressifs à cet égard alors que c'est du prolétariat que sont issus la majorité des délinquants, reçoivent une image différente des prisonniers. Il ne pourra qu'y avoir évolution des mentalités, les gens ne pourront plus céder à leur besoin panique de sécurité et dire en fermant les yeux : ces types-là, il faut les enfermer. »

Il se trouve que Daniel Karlin parle d'un programme qui forme des travailleurs sociaux. Cela aurait pu être un programme à contenu manuel. L'important, c'est de montrer ce que les détenus sont capables de faire. »

Sans croire que la panacée tient dans quelques réformes, sans dissimuler les difficultés économiques de la réinsertion sociale (« Comment donner du travail aux détenus libérés quand il y a plus d'un million de chômeurs ? »), les éducateurs savent, justement, que les prisonniers libérés sont tous « capables de faire quelque chose ». Ce qui est important, c'est que, aujourd'hui, un adolescent, Bruno, est condamné à mort : peut-être les Français verront-ils mieux, grâce aux émissions, les raisons de notre révolte contre cette sentence.

Ce que les éducateurs souhaitent, à présent, c'est que toutes les organisations professionnelles et les partis politiques représentent le débat. De leur côté, ils organiseront, à l'issue des quatre émissions, une rencontre avec la population pour expliquer leur rôle auprès des délinquants à partir d'une discussion sur les émissions elles-mêmes.

CLAIRE DEVARRIEUX.

★ Le prochain épisode du *Des hommes libres* est diffusé le mardi 26 janvier, à 20 h. 30, sur 2. Il sera suivi d'un débat des « Dossiers de l'écran ».

L'ÉCHO DES POSTES

NAIVETÉ

Particulièrement apprécié — invité à l'émission de Philippe Boudard — ce modeste bécotier qui a inventé un gadget simple, efficace, qui peut économiser de 10 à 15 % de la consommation d'essence d'une voiture. Cinq cents voitures munies de cet appareil circulent dans le monde. Il se plaint d'avoir été éconduit. Il est déçu par Michel d'Ornano. Il fait dire que sa petite invention, si toute la France automobile l'adoptait, priverait l'État de quelque chose comme 2 milliards (nouveaux) de taxes pétrolières qui vont directement dans les caisses du Trésor public. Quelle idée aussi de mettre au point des inventions aussi absurdes. Et cela dans une ville où l'on se gargarise bien de régler les problèmes des encombrements qui font consommer tant d'essence inutile, mais tellement bénéfique.

DEBAT

A suivre les débats passionnés qui tournent souvent à la mauvaise querelle sur les ondes, on pourrait jurer que le monde et ses institutions vont s'écrouler d'un moment à l'autre. Et puis rien, non seulement rien ne bouge, mais tout va de plus en plus mal. La planète n'a jamais connue autant de grande révoltes et elle n'a jamais été autant de maux à leur disposition, mais il faut croire qu'ils sont tous planés dans le désert.

PROGRÈS

La téléphonie, nouvelle plaie des maux de la société libérale avancée. Avance dans quel, au fait ? Pendant des heures on croise ces personnalités d'indéfinie valeur de standardiste qui écourent de force des conversations sans intérêt entre eux. L'autre jour, sur Europe 1 dans un taxi évidemment pris dans un embouteillage, je subis malgré moi un concert de mélanges sur les mauvaises odeurs. Un défilé de recettes pratiques pour les chasser. Je fais remarquer au chauffeur qu'aucune bricoleuse ne dit comment supprimer la planteur toxique des moteurs, autrement plus inquiétante que celle des poitrans. Il me répond qu'il serait encore plus important de combattre l'odeur de pourriture que dégage notre époque. Je remercie cet homme qui m'a arraché les mots de la bouche.

JACQUES STERNBERG.

★ Samedi 31 janvier, France-Culture, 20 h. 30.

Témoignage

« L'auteur dramatique est un apatride »

par LAZARE KOBRINSKI

France-Culture diffuse, le samedi 31 janvier, une œuvre de Lazare Kobrinski, « la Mort d'un président ». Auteur dramatique écrivant pour la radio, Lazare Kobrinski nous conte, dans un témoignage, les difficultés auxquelles se heurte un écrivain lorsqu'il veut « être joué ».

COMMENT parler de soi-même si on n'est pas touché par la grâce de l'humilité et si on ne fait pas bon ménage avec la modestie ? Cette modestie que Spinoza trouvait déjà grise et ennuyeuse. Comment se surveiller pour ne pas tomber dans l'emphase ou dans les subtilités du narcissisme qui chassées par la porte reviennent par la fenêtre ? Comment, dans ? Je tenais aux faits, rien que des faits personnels, de temps à autre d'anecdotes savoureuses mais authentiques, réelles.

Voici la première :

J'écris des pièces de théâtre en quatre langues. Pendant la guerre, j'ai adapté pour le théâtre russe des nouvelles anti-prussiennes, des Maupassant. Pour le théâtre français, j'ai adapté bien entendu des nouvelles de Tchekhov, dont la première, *la Dame au petit chien*, a eu traductions et le label du programme mondial de la B.B.C. Ma pièce *l'Express-Liberty*, qui a été jouée au Théâtre de France sous le patronage d'André Malraux, était traduite du polonais. En yiddish, j'écris même des vers. Voilà pour les langues, mais quels sont leurs thèmes, leurs destins ? Nourrissent-elles bien leur auteur ? A peine. Ces trois dernières années m'ont apporté que le SMIC mensuel.

La stupefaction (j'ai senti que l'orage arrivait) d'un chef de service de ma société, celle par l'intimidation de laquelle je m'occupe « ma peine et ma fureur » : « Vous ne vivez que de cela ? Pour qu'il vous prenez-vous ? », ne m'a pas désarmé. Je n'ai donc rien répondu, balaçant les yeux. Surtout le seul téméraire, malheureusement inconscient de la clochardise qu'il m'attire ! Surtout le seul qui ose vivre de sa vocation ? A part cette unique saute d'humeur (depuis dix ans), c'est un homme affable toujours prêt à aider dans des moments difficiles. Mais que peut-il faire ? Par un mystère que je suis incapable de percer, l'auteur ne perçoit ses royalties que huit à neuf mois après la diffusion de son ouvrage. Il est vrai que si vous êtes à court d'argent, votre société ne refuserait pas de vous donner un prêt sur votre argent au taux d'intérêt de 7 %. En plus des 14 % de retenue statutaire sur chaque transaction.

Comme on est loin des règles d'une S.B.C. qui vous annonce la diffusion de votre pièce par un petit chèque, un vrai rameau d'olivier.

Rameau d'olivier ? L'odyssée de Noé vous vient tout de suite à l'esprit. C'est un personnage étonnant que la Bible nous présente comme un sombre ivrogne.

Cet éclairage si peu flatteur du premier sauveur de l'humanité vous désespère, vous désorienté au début. Mais plus vous vous penchez sur ce peu de lignes qui lui sont dédiées dans la Genèse, plus vous découvrez le génie des auteurs de la Bible. Pourquoi donc ne lui ont-ils pas donné la carrure des patriarches ou des prophètes ?

L'homme qui survit à une époque maudite, obligé d'abandonner les siens, de s'enfermer dans un bunker pour sauver sa peau, ne peut sortir de cette expérience qu'abîmé. Quel personnage, quel thème pour ma génération qui, elle aussi, est sortie d'un déluge ! Empruntant ces quelques lignes au Saint Livre, je me suis lancé dans la composition de ce personnage en chair et en os. Le travail fini, j'ai envoyé mon ouvrage à Michel Simon, interprète hors pair d'un personnage hors du commun.

La lettre qu'il m'a envoyée était si flatteuse que je n'ose pas en publier même des extraits. Il souligne néanmoins qu'étant dans l'incapacité de jouer au théâtre une pièce à un personnage (à cause de difficultés de mémoire), il me demandait de chercher une possibilité de faire un film ou une télévision. Alberto Cavalcanti écrivait le scénario, Darius Milhaud écrivait à Cavalcanti qu'« il serait très heureux d'écrire la musique ». La télévision (ancien régime) accepta, refusa, et encore accepta. Interminables tracasseries de la bureaucratie. Avez-vous vu (sur votre petit écran) mon « Noé » joué par Michel Simon, réalisé par Cavalcanti, avec la musique de Darius Milhaud ? Après de quoi devrais-je déposer ma plainte ? A quelle instance adresser ma requête d'un franc symbolique après la mort de l'interprète et du compositeur ? A qui ?... Hein ? A qui ?

La relation auteur-théâtre illustre à merveille le proverbe polonais : « Le vœux à l'école paraît, mais elle ne lui répond pas. » Combien de nos brochures dorment avec tant d'autres dans les tiroirs des directeurs de théâtre (sans généraliser, bien entendu).

Parlons des choses sérieuses, parlons création. Pourrait-on à notre époque suivre les grands dramaturges de la fin du dix-neuvième, du début du vingtième siècle, Ibsen et Tchekhov, Hauptmann ou Wedekind ? Il me semble que non.

Deux querelles mondiales et la férocité de notre temps nous en empêchent.

Je suis allé en Israël écouter les bandes magnétiques du procès du seul terroriste survivant de l'attentat de Lod. Un groupe de Japonais devait abattre, entre autres, seize Portoricains pour la cause des Palestiniens ! J'ai écouté ses déclarations : sur son espoir que ses amis et leurs victimes sont devenus des étoiles de la galaxie de l'Orion, sur son attente d'une troisième guerre mondiale qui augmenterait à l'infini le nombre des étoiles...

Reconnu comme sain d'esprit par des psychiatres, mais enclin à mort, il n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan de la haine et de la folie. Je suis allé ensuite pour me purifier à la rencontre d'un sage d'Israël : Ben Gourion, pour lui demander comment voit-il l'avenir de l'humanité. Il me parla des prophètes. J'ai inclus dans cette enquête dramatique, que j'ai intitulée *l'Horizon vide*, la déclaration du professeur Oppenheimer martyrisé moralement pour avoir refusé de créer la bombe H sur les lendemains de l'humanité, bouleversante, pathétique.

Pour en finir par les mots d'Einstein prononcés dix mois avant sa mort : « Si la bombe était une deuxième fois, je ne saurais ni savoir ni professer, mais plomber ou facturer, parce qu'ils ont encore la liberté de s'exprimer... » Cette dramaturgie de fait réel ne pourrait pas trouver sa place dans les théâtres à l'italienne ni dans les immenses palais contemporains, de remplir leurs vastes lieux, devant leur public attentif !

« Un personnage ne peut pas quitter un récit, comme son auteur ne peut pas s'échapper de son époque. »
(« Le Temps qui brûle. »)

des sports, mais dans les théâtres de plein-air avec le ciel étoilé comme toit. Comme il est dommage que les festivals, à la place de jouer Othello (la seule tragédie intimiste de Shakespeare) ou Lorenzaccio, ne nous demandent, à nous contemporains, de remplir leurs vastes lieux, devant leur public attentif !

Pourquoi ai-je écrit ces lignes ou l'entremêlé les recherches (des formes nouvelles de la dramaturgie) avec les difficultés quotidiennes d'un homme de théâtre ? Est-ce pour témoigner avant de sombrer dans la mélancolie après tant de refus de la belle Melpomène ? Est-ce pour apaiser ma rage à la lecture, à chaque début de saison, des jérémiades des directeurs de théâtre, en liaison avec la plupart des critiques ? Il n'y a pas de pièces ni d'auteurs dramatiques français. Avec comme comble un directeur de théâtre national, qui programmait pour sa grande salle : Wedekind, Frisch, Bond, et des classiques. Quelle belle affiche pour un théâtre de Zurich ou de Francfort !

J'ai commencé par une anecdote, finissons-en par une autre. Envoyé voici quelques années par une revue internationale en Israël pour écrire sur ce pays, j'ai été reçu par le chef de l'Etat. Nous conversâmes en plusieurs langues, car mon hébreu n'est que rudimentaire ; il m'a demandé à la fin : « Où est votre patrie ? » Le théâtre, ai-je répondu sans hésitation (n'ai-je pas travaillé à Varsovie comme à Leningrad, à Paris et Haïfa ?) Maintenant je sais que je suis apatride. Oui, je le sais bien.

★ Samedi 31 janvier, France-Culture, 20 h. 30.

Après la société
L'ENCYCLOPÉDIE
VIE SEXUELLE

viens de paraître

RÉALITÉS
ET PROBLÈMES
DE LA VIE
SEXUELLE

par le Dr Gilbert LECHE

HACHETTE

RADIO-TELEVISION

OBJECTIF R.T.L.

Europe 1 : écoutez la ressemblance

L'INFORMATION est en question. Sur TF1, avec la disparition de « Satellite » et la rentrée de Jean-Pierre Berthelot (réducteur des « Questions pour un samedi » sur France-Inter), qui devrait prendre la responsabilité d'un nouveau magazine. Sur Antenne 2, où Georges Leroy prépare, pour les environs du Carnaval, une soirée de ses services et une redéfinition de leurs objectifs ; sur France-Inter où Jean-Pierre Elkabbach ouvre, à partir du 6 février, son émission « 13-14 » aux représentants des grandes formations politiques ; sans oublier l'ouverture (effective dans trois semaines, environ) des « tribunes libres » bi-mensuelles aux partis et aux organisations « représentatives » sur les deux premières chaînes de télévision, conformément aux dispositions, oubliées pendant un an, de leur cahier des charges.

L'information, donc, sort du statu quo. Mais l'évolution s'opère, ici et là, dans des sens opposés. Libéralisée — du moins en apparence — dans les sociétés de radio et de télévision, elle se « neutralise », simultanément, sur Europe 1, où la direction (et à sa façon) se veut « d'élite », à la façon des sondages d'audience, qui confirment la rampe de R.T.L.

Le Centre d'étude des supports de publicité (C.E.S.P.) enregistrerait, en effet, au mois de novembre, que la station luxembourgeoise restait la plus écoutée en France (27,1 % de l'audience), et ne perdait qu'un point par rapport aux sondages du mois de mai (28,5 %), alors que Europe 1 en perdait quatre et dépassait à peine la barre des 20 %.

La station, qui avait enregistré, en octobre 1974, les remous consécutifs au départ forcé de Maurice Siegel et à la nomination, au siège de vice-président délégué, de M. Jean-Luc Lagardère, avait déjà vu son audience diminuer dès les premiers mois de 1975. Des solutions avaient alors été prises à la rentrée de septembre (priorité à l'information, en début de matinée ; présence d'Ivan Leval de 6 h. 40 à 8 h. 40, pour une « animation journalistique », allant de la revue de presse au billet d'humeur), un autre ton avait été cherché, plus « vivant », plus « engagé » — en fonction d'une analyse qui semble reniée aujourd'hui.

Aux mêmes maux, donc, d'autres remèdes. Mais des a priori demeurent sur les goûts et les dégoûts du public. Celui-ci fait grise mine ? C'est à la « tranchée » du matin qu'il en veut. Cette tranchée-pilote (l'heure du rasage et du petit déjeuner), cette tranchée-miracle, jugée, selon les saisons et la conjoncture, trop « crispée » ou trop relâchée, trop « musicale » ou trop « informative ».

Plus d'attention, moins de contraintes : tels sont les objectifs énoncés par la toute nouvelle équipe matinale : Philippe Gildas (de l'heure à la rentrée des bureaux, Etienne Mougeotte, pour l'édition de 8 h. 15 (à partir de février) ; mais, passée la psychologie, de tels objectifs signifient, en clair : moins de politique générale et étrangère ; plus de faits divers et de sports ; une quasi-monopolisation du micro par la rédaction en chef ; et une éviction progressive des « parasites » qui ont fait le succès des matinées d'avant : Jean-François Kahn et Ivan Leval. Ce dernier garde, il est vrai, la spécialité des interviews-minutes (qu'on cessé de boycotter les membres du gouvernement, la garde des sceaux en tête). Mais avec une nuance : retardé de dix minutes ; « Expliquez-vous » n'appartient plus, comme autrefois, à un « continuum journalistique » qui débutait dès 8 heures, avec l'édition complète du journal. Il y a, dans de tels décalages, peut-être un air de la dissociation des genres, qui indique sans doute les vrais objectifs de cette réforme.

Juste retour des choses : Georges Leroy, directeur adjoint de l'information sur A2, a déjà pris des contacts avec Kahn et Leval. S'ils aboutissent (mais rien ne devrait se faire avant trois semaines), deux « libéraux avancés » quitteront donc la radio pour la télévision. Plus qu'un transfert logique, c'est peut-être un signe des temps.

ANNE REY.

JEAN-FRANÇOIS KAHN : Le véritable éditorial c'est le choix de l'information.

Son nom figure toujours dans les « grilles » de programmes imprimées par Europe 1, mais sa voix s'est tue. On lui a enlevé la responsabilité du journal de 8 h — trop « personnaliste », trop « irrévérencieux », surtout pour la province, — mais on voulait lui garder celle de l'éditorial de 8 h 15 ; il a refusé. Parce que, dit-il, « le commentaire est un genre littéraire. Un alibi. Le véritable éditorial ne se voit pas. Il s'exprime par le choix et la mise en pages des informations : ce qu'on traite en tête ou en bref. Le reste, c'est de l'habillage ».

Je n'ai jamais cru aux sondages. Pas plus maintenant que lorsqu'ils

IVAN LEVAL : Être différent pour rester crédible.

« Je ne succéderai pas à Kahn », a répondu Ivan Leval, il y a une semaine environ, lorsque Etienne Mougeotte lui a proposé l'éditorial de 8 h 15. Son avenir sur la deuxième chaîne semble, de la même façon, le laisser sceptique. D'accord, il était possible de faire sur le petit écran ce que faisait Europe 1, autrefois. Et cela ne sera possible, au mieux, que jusqu'aux prochaines élections présidentielles...

Finalement, il vient d'accepter la responsabilité d'un nouveau magazine d'une heure, le samedi à l'heure du déjeuner, au cours duquel une personnalité viendra « en pull-over » commenter les cinq informations fortes de la semaine. « Une formule beaucoup plus directe que le Journal Inattendu de R.T.L. », précise déjà Ivan Leval. On le saura le 31 janvier, date de lancement de cette nouvelle émission.

Bref, il hésite, se confie volontiers aux journalistes (comme le prouve une interview virulente parue dans Sud-Ouest, le 20 janvier) ; puis

LES RESPONSABLES : Les sondages sont faux, mais...

Lorsqu'on demande à M. Jean-Luc Lagardère, vice-président délégué d'Europe 1, images et son, si les changements de programmes qui viennent d'intervenir sont la conséquence des (mauvais) sondages du C.E.S.P., il s'en défend. Il est sceptique sur la méthode qui consiste à ne considérer l'audience que sur un seul jour précis et à en tirer des déductions générales. Et il a obtenu qu'après la dernière « vague électorale » du 19 janvier le sondage pour les stations de radio devienne permanent.

Cependant, M. Lagardère admet qu'Europe 1, « sans négliger la cible traditionnelle que constitue pour elle les cadres, souhaite reconquérir un auditoire de jeunes ».

Pour Etienne Mougeotte, directeur

m'attribuaient 2 200 000 auditeurs (ce qui était évidemment faux). Je ne suis surtout pas d'accord avec l'analyse qu'on en fait, ni avec les conséquences qu'on en tire. On raisonne par dogme, sur les désirs du public. Or le public ne veut ni ça ni autre chose. Il ne veut rien. Il écoute et réagit. Je sais très bien que je ne le formerai pas à Schoenberg en quinze jours. Mais je lui faisais entendre un disque classique après chaque édition quotidienne, et maintenant que ce disque est supprimé, il le réclame. Preuve qu'on peut l'éduquer. Le problème des libertés n'est pas d'être libre, mais qu'il y ait des voix pour vous inculquer le goût de la liberté. » — A. R.

s'en repent, sans se résoudre à l'idée de « prendre la porte », d'« abandonner le navire » ; un navire qu'il compare volontiers au France — et qu'il jugerait regrettable de voir « désarmer ».

Lui aussi considère que « l'opinion des auditeurs, ça n'existe pas ». Et que les directions doivent pouvoir déterminer en toute indépendance « quelle radio elles veulent faire, pour qui, et comment ». « Pas une radio-patchwork. Pas une radio de ghettos ».

« Pourquoi les stations cherchent-elles tant à se ressembler, alors que les chaînes de télévision, grâce à leurs disparités, sont en train d'acquiescer de la crédibilité ? Il faut entretenir les bouillonnements de l'opinion à travers les médias, ou les condamner à disparaître ».

Le journalisme ? C'est l'anti-pouvoir. Pas de 8 heures à 24 heures. Mais un anti-pouvoir qui demeure le jour où Mitterrand devient président de la République. Ce médier, c'est d'être contre, par définition. — A. R.

On chuchote enfin que la station se donnerait prochainement un directeur général (poste qu'occupait Maurice Siegel).

« Je n'ai nul besoin d'écran entre les différents directeurs spécialisés et moi, commente M. Lagardère. A terme, il est possible que le besoin s'en fasse sentir ou que quelqu'un se dégage pour tenir ce poste. Mais il ne saurait s'agir alors que d'un homme d'Europe 1. » — C. D.

Écouter, voir

LINGUISTIQUE : LA MALE PAROLE. — Lundi 26 janvier, A 2, 21 h. 45.

Ce que démontrent, dans de longues thèses, les spécialistes de linguistique, Jean-Pierre Chabrol et son réalisateur Patrick Camus le montrent en soixante minutes dans cette seconde émission d'une série qui en comprendra douze : la rhétorique — forme de culture qui révèle, mieux que toute autre, les distances sociales — est l'une des formes du pouvoir.

Entre ceux qui parlent « bien », ceux qui parlent « mal » et ceux qui parlent « en experts », l'auteur de la Gueuse a choisi, cette fois, le président Edgar Faure, Jacques Thibaut, ancien directeur adjoint à la télévision, et un délégué syndical de chez Renault.

MUSIQUES : NUITS AMÉRICAINES. — Les 27, 28, et 29 janvier, France-Musique, de 22 h. 30 à 2 heures.

Un véritable dossier, en huit chapitres : huit émissions présentées par Jean-Pierre Lentin, Gérard Condé, Joël Cohen, Stephen Robert Kleiman, Louis-Charles Striaque et Pierre Kast. Divers univers musicaux américains seront évoqués, rapportés : du « Tout-Boston en 1960 » aux créations contemporaines en passant par les musiques religieuses, le folk song, les œuvres de Harry Partch et un opéra d'Ezra Pound écrit en 1926, pour l'Amérique du Nord. Des documents originaux enregistrés en Argentine et au Brésil complètent ce panorama. Deux continents.

DRAMATIQUE : LE SILENCE DES ARMES. — Mercredi 23 janvier, TF 1, 20 h. 30.

Blessé dans les Aures, un jeune parachutiste juif se retrouve sa terre et ses vagues au cours d'une permission de convalescence. Belligérant convaincu, il devient objet de conscience et retrouve les leçons de son père, qui avait lu Martin du Gard. L'antimilitarisme freudien de Bernard Clavel fidèlement adapté par Jean Prat.

THÉÂTRE RADIOPHONIQUE : EMBALLAGE PERDU. — Jeudi 29 janvier, France-Culture, 20 h. 30.

Léna achève (enfin, n'achève-t-elle jamais) un mémoire sur Ripstein. Julie travaille à l'extérieur. Léna et Julie partagent la même chambre, et le soir, quand elles se retrouvent, ce sont de longs moments de rêves et de projets échangés. Écrit par Vera Feyder. Emballage perdu réunit Catherine Arditi, Jean-Pierre Kalfon et l'auteur. La pièce a été lue cet été au festival d'Avignon.

HUMOUR : LUNATIQUES. — Vendredi 30 janvier, TF 1, 22 h. 35.

Sans que les cosmonautes s'en aperçoivent (il est invisible), un Lunien s'est glissé dans le vaisseau spatial. Arrivé sur la Terre il est bien surpris par tout ce qu'il voit, en particulier « les animaux verticaux ». Chaque mois seront retransmises les cartes postales que le Lunien envoie à son ami Lunico.

La première émission de cette série proposée par Jean Douché résume des observations du voyageur sur « l'état terrien », époque où les bipèdes sont dirigés de force vers des « campings concentrationnaires » par le grand ordonnateur suprême.

REPORTAGE : LES GENDARMES DU PACIFIQUE. — Dimanche 1^{er} février, FR 3, 20 h. 30.

L'archipel de Touamotou, en Polynésie, ou le bonheur de vivre dans des îles de rêve plantées de cocotiers... depuis vingt-cinq ans sous la tutelle française. Des gendarmes pas comme les autres s'adaptent aux coutumes, à la douce monotonie des habitants. Personnalité très en vue, le gendarme applique avec gentillesse les lois de la métropole, il est invité aux repas de fête et aux enterrements. Il règle les litiges, rédige les testaments. Avec humour, il rend la justice au bord du lagon. Le reportage de Pierre Lhoté est bien pittoresque.

PORTRAIT : LES CADETS DE LA POLITIQUE. — Dimanche 1^{er} février, A 2, 22 h. 30.

Présidente du groupe communiste du Sénat, Marie-Thérèse Goutmann montre son métier de militante, explique pourquoi et comment une institutrice s'est engagée dans la vie politique. Membre du Parlement européen, Marie-Thérèse Goutmann est aussi juge titulaire à la Haute Cour de justice, où elle est la première femme à siéger. Anne Gaillard et Pierre Miquel suivent ses activités dans sa mairie, dans sa cellule.

Les films de la semaine

UN TAXI POUR TOBROUK. — De Denys de La Paterie. — Dimanche 25 janvier, A 2, 13 h. 30.

La guerre en imagerie à la parisienne (à la Audard) avec bravoure, roquentin, rigolade, gros mots, complots libertaires, effusions viriles et chauvinisme, pour faire plaisir à tout le monde.

LA BONNE ANNÉE. — De Claude Lelouch. — Dimanche 25 janvier, TF 1, 20 h. 30.

Aventure sentimentale et aventure policière en parallèle, retours en arrière et souvenirs, caricatures des intellectuels qui n'aiment pas les films de Lelouch, exaltation du cinéma populaire selon Lelouch. Avec ses bons vœux de divertissement.

LE CERVEAU D'ACIER. — De Joseph Sargent. — Lundi 26 janvier, TF 1, 20 h. 30.

Fable de science-fiction sur le mythe de l'apprenti sorcier et l'intelligence dénuée d'émotions des super-ordinateurs. Réalisation un peu faible, mais réflexion troublante sur l'avenir de notre monde.

L'AINÉ DES FERCHAUX. — De Jean-Pierre Melville. — Lundi 26 janvier, FR 3, 20 h. 30.

En filmant l'itinéraire américain au cours duquel Charles Vanel et Jean-Paul Belmondo s'affrontent comme les monstres sacrés de deux généra-

tions d'acteurs, Melville a un peu oublié Simonon, l'auteur du roman adapté.

PASSEPORT POUR L'OUËLI. — De Val Guest. — Mardi 27 janvier, FR 2, 20 h. 30.

Séquences et gadgets du film d'espionnage (anti-soviétique) avec David Niven dans le rôle d'un James Bond malgré lui. Les décors — réels — de Baalbeck et Byblos font beaucoup d'effet.

LA FILLE DU PUISATIER. — De Marcel Pagnol. — Mercredi 28 janvier, FR 3, 20 h. 30.

Fille séduite, enfant naturel, père de famille intranquille et amoureux transi qui essaie d'arranger les choses. En somme, une autre mouture d'Angèle ou Joséette Day, collée en bouillottes, remplace bien mal Crâne Démuni. Mais ce mélodrame est aussi le film de l'an 40, avant et après la débâcle, et le petit monde provençal de Pagnol vit, pour son compte, le grand drame historique. A pris, en vieillissant, la valeur d'un document d'époque.

L'OISEAU RARE. — De Jean-Claude Brialy. — Jeudi 29 janvier, FR 3, 20 h. 30.

Brialy auteur-acteur marche sur les traces de Sacha Guitry avec son valet de chambre modèle qui rappelle Dédé mais s'enlève dans la caricature misogyne et la fri-

volité boulevardière. Le dernier jet, sans femmes, avec Pierre Bertin dans un personnage qui rappelle Paul Léautaud, est le seul réussi. Mais l'est bien.

LA PASSAGÈRE. — D'Andrej Mank. — Vendredi 30 janvier, A 2, 22 h. 50.

Une œuvre inachevée. Mank mort dans un accident d'automobile en 1961 avant la fin du tournage — les scènes non tournées sont remplacées par des images fixes — et pourtant d'une rigueur de style, d'un pouvoir d'émotion tout à fait remarquables. A travers le cas individuel d'une ancienne surveillante SS d'Auschwitz, qui cherche à se justifier aux yeux de son mari, c'est une réflexion sur l'univers concentrationnaire, sur la manière dont on peut devenir tortionnaire, sur les rapports mœurs du bourreau et de la victime.

HURRICANE. — De John Ford. — Dimanche 1^{er} février, TF 1, 17 h.

Un Ford très peu connu, malgré le succès qu'il eut avant la guerre. Le drame d'un homme primitif luttant pour sa liberté. L'envers du paradis des îles du Pacifique. Les extérieurs ont été tournés dans l'archipel des Samoa. Dorothy Lamour et un typhon sont les attractions du film.

CINQ CARTES A ABATRE. — De Henry Hathaway. — Dimanche 1^{er} février, TF 1, 20 h. 30.

Intrigue criminelle et policière dans l'univers traditionnel du western. Du cours main mais l'intrigue a moins d'importance que l'affrontement psychologique de Dean Martin et de Robert Mitchum, ce dernier jouant ici avec autant d'ambiguïté son personnage de pasteur de la nuit du chasseur.

SÉNÉCHAL LE MAGNIFIQUE. — De Jean Beyer. — Lundi 2 février, TF 1, 20 h. 30.

Un bon scénario, de bons dialogues (signés Serge Vber), un rôle intéressant de Fernandel et une mise en scène terriblement consciencieuse dans la banalité.

LE VOYOU. — De Claude Lelouch. — Lundi 2 février, FR 3, 20 h. 30.

Un divertissement policier qui est aussi une comédie très brillante et très astucieusement fautive, construite sur un « flash-back » invisible (spectateurs à vous de deviner à quel moment commence le récit du passé de Simon) et où Jean-Louis Trintignant joue un bandit dandy, anar et romantique, qui a dû beaucoup lire les aventures d'Arsène Lupin. Tout compte fait, le meilleur film de Lelouch.

625 - 819 lignes

INFORMATIONS

TF 1 : 13 h. Le journal d'Yves Mourouli ; 20 h. Le journal de Roger Gicquel (le dimanche Jean-Claude Bourrier reçoit un invité à 19 h. 45) ; Vers 23 h. TF 1 dernière, par Julien Besancenot. Pour les jeunes : « Les Indes » de Claude Pierrat (le mercredi) 17 h. 30.

A 2 : 13 h. Les samedi et dimanche. Le journal de Jean Landi ; 14 h. 30, « Flash » (sauf les samedis et dimanches) ; 18 h. 30 (sauf les samedis et dimanches), le journal d'Hélène Vids ; 20 h. Le journal de Guy Thomas (samedi et dimanche) ; 23 h. Le journal de Maurice Werber (Roland Mehl, les samedis et dimanches).

FR 3 : 18 h. 55 et 19 h. 55, Flash (sauf le dimanche) ; vers 22 h. Journal.

ÉMISSIONS PRATIQUES

TF 1 : A la bonne heure (du lundi au vendredi, 18 h. 15) ; Je voudrais savoir (le mardi, 13 h. 30) ; Six minutes pour vous détendre (le samedi, 18 h. 40).

RELIGIEUSES

ET PHILOSOPHIQUES

TF 1 : (le dimanche) : 9 h. 30, Orthodoxie (le 25 janvier) ; La source de la vie (le 1^{er} février) ; 10 h. 30, Présence pressante ; 10 h. 30, Le Jour du Seigneur ; Après Nairou et La Toh, une bible pour tous les chrétiens (le 25 janvier) ; les chrétiens devant l'information (le 1^{er} février).

Petites ondes - Grandes ondes

Informations

FRANCE-INTER : A chaque heure, jour et nuit, 12 h. 30 à 18 h. 30 ; Bulletin complet à 5 h. 30, 6 h. 30, 12 h. 30, 18 h. 30, 24 h. 30 (sauf le dimanche) ; 8 h. 30 (Claude Guittaudin, 9 h. 15 h. (J.-P. Elkabbach), 19 h. (Paul Amar), 20 h. (Roger Telo) ; 22 h. (Paul Amar), 24 h.

FRANCE-MUSIQUE, FRANCE-CULTURE : à 7 h. (cette) ; 7 h. 30 (mus., cult.), 8 h. 30 (cette), 11 h. (cette), 13 h. (cette) et 23 h. 55 (cette) ; Journal à 9 h. et à 19 h. (mus., cult.).

EUROPE 1 : Toutes les demi-heures jusqu'à 8 h. ; Bulletin complet à 7 h. (Charles Villeneuve) ; 7 h. 30 (Gilles Schneider, commentateur, Alain Duhamel) ; 8 h. (Philippe Gildas) ; 9 h. (Françoise Kanner) ; 13 h. (André Aussaud) ; 19 h. (Pierre Lescure) ; Flashs : toutes les heures ;

22 h. 30, Europe-Panorama ; 1 h. Europe dernière.

LUXEMBOURG : Toutes les demi-heures de 5 h. 30 à 9 h. ; Bulletin complet à 9 h. 13 h. (Journal « non stop »), 18 h. 30 (Jacques Paoli) ; « Flashs » toutes les heures ; R.T.L.-dixes à 22 h.

RADIO - MONTE - CARLO

Toutes les demi-heures de 5 h. 30 à 7 h. ; Bulletin complet à 12 h. 45 et 18 h. 35 ; Journal à 7 h. 8 h. 9 h. 12 h. 14 h. 20 h. 22 h. 30, 24 h. « Flashs » aux autres heures (devenir à 1 h.).

Régulières

FRANCE-INTER : 5 h. Variétés et informations ; 9 h. 10, Magazine de Pierre Bouilliez ; 10 h. 10, Les Femmes ; 11 h. A vos souhaits ; 12 h. Rétro nouveau ; 12 h. 45, Le jeu des 1 000 francs ; 14 h. Le temps de vivre ; 15 h. 5, Les balades de parment ; 17 h. Radioscopie ; 18 h. 5, Banan ;

20 h. 10, Pas de panique ; 22 h. 10, Le Pop Club.

EUROPE 1 : 6 h. 40, Les machines de Philippe Gildas ; 8 h. 15, Chronique d'E. Mougeotte ; 8 h. 30, « Expliquez-vous... », d'I. Leval ; 11 h. Pile ou face ; 12 h. Cash ; 13 h. 30 (●), Les dossiers extraordinaires du crime ; 14 h. Danièle Gilbert ; 16 h. 30, Jean-Michel Desjeunes, Pierre Lescure et Anne Sinclair ; 18 h. 30, Jean-Loup Lajour ; 20 h. 30, Pierre Pochin et François Diwo ; 20 h. 40, Golinski.

RADIO - MONTE - CARLO

5 h. 30, Informations et variétés ; 9 h. 30, J.-P. Foucault ; 12 h. A vous de jouer ; 12 h. 25, Quinze ou double ; 14 h. 10, Le cœur et la raison ; 15 h. Julie ; 16 h. Cherchez le disque ; 17 h. Taxi ; 19 h. Hi-Panade ; 20 h. 3, Tohn-Bahar ; 21 h. 5, Flash-back ; 22 h. J.-C. Laval.

R.T.L. : 5 h. 30, Musique et nouvelles ; 9 h. 30, A.-M. Peysson ;

R.T.L., c'est vous ; 19 h. Hi-Panade ; 21 h., Les rouines sous sympha ; 24 h., Les nocturnes.

Religieuses

et philosophiques

FRANCE-CULTURE : (le dimanche) : 7 h. 15, Horizon ; 8 h. 15, Orthodoxie et christianisme officiels ; 8 h. 30, Service religieux pressant ; 9 h. 10, Ecoule Israël ; 9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : La Fédération française de droit humain (le 25 janv.) ; Le Grand Orient de France (le 1^{er} fév.) ; 10 h., Messe.

Radioscopie

FRANCE-INTER : 17 h. Jacques Chancel reçoit : J.-F. Revel (lundi), l'explorateur J. Perie (mardi), Mère Marie-Yvonne (mercredi), I. Isaac (jeudi), l'acteur J. Seberg (vendredi).

TÉLÉTHÈQUE DE CHAILLOT

MARDI 27, 16 h. : Electre, de P. Dux (1972).
MERCREDI 28, 15 h. : Têtes rondes et têtes pointues, de B. Roussein (1973).
JEUDI 29, 16 h. : Makarovski, de J.-Ch. Ligeux (1968) et Les Femmes, de J. Prat (1961).
SAMEDI 31, 16 h. : Ubu roi, de M. Blumel (1971).

REVUE DES REVUES par Yves Florenne

HISTOIRES

La Revue de l'Institut Napoléon, lieu naturel de rencontre des spécialistes comme des fidèles, mérite d'être connue de quiconque est curieux d'histoire. Pour son accession à la présidence de l'Institut, où il succède à M. Marcel Dumas, et à la direction de ces annales napoléoniennes, M. Jean Tulard nous offre un très beau numéro (1). En frontispice, un portrait, à bien des égards nouveau, du seul homme — Chateaubriand à part — qui ait sans doute soutenu, à la même hauteur, la face-à-face avec le siècle ravisseur, selon l'expression de Mgr Leflon. Dans le *Nouvel Observateur*, Guy Sibon écrit, à propos de la prise en otage des seigneurs du pétrole, qu'on n'avait rien vu de pareil depuis l'enlèvement de Louis XI par le Téméraire. Outre que c'est quelque peu grossier le bras de la révolution et trop flatter Carlos que de le comparer à Charles, c'est oublier au moins l'otage par excellence, et Claude par-dessus le marché.

Grâce à des sources récemment mises à jour, Mgr Leflon éclaire dans toute sa vérité la figure de Pie VII, et, par là même, les relations contrariées du pape et de l'empereur, puis le conflit qui aboutit à la captivité de Fontainebleau. Entre « les deux moitiés de Dieu », le partage, pourtant, est pu être idéal : l'une étant tout naturellement et tout impérieusement temporelle, exclusivement ; l'autre, mais par une exception exemplaire, exclusivement spirituelle. Le drame et l'opposition irréductible sont venus de ce que, pour Napoléon, le spirituel était, rien de plus, rien de moins, un facteur politique. Mgr Leflon rappelle, bien entendu, l'attitude finale de Pie VII, qui, non seulement pratiqua le pardon des injures, mais s'éleva avec force, et lui seul, contre l'exil à Sainte-Hélène. Il alla même jusqu'à exalter le captif. Ce qui retiendra peut-être le plus le lecteur d'aujourd'hui, ce sont, si l'on ose dire, les antécédents de ce pape vraiment grand : le jeune moine qui participait au courant de pensée selon lequel le pape devait renoncer à sa souveraineté temporelle, l'Eglise à ses biens ; le cardinal qui, au temps où Bonaparte conquérait l'Italie, déclarait en chaire, le jour de Noël, que « le régime démocratique n'est pas contraire à l'Evangile », et concluait : « Soyez bons catholiques et vous serez bons démocrates. » En 1797, ce n'était pas si mal.

Les autres études de ce cahier recouvrent tous les aspects de l'histoire : politique, administrative, économique et monétaire, et même littéraire, avec un article — en anglais — sur le sillage de Voltaire à travers la période impé-

riale. Et militaire, bien entendu : sur Waterloo. Ou : si la transmission des ordres à Grouchy n'est pas été si longue, la face du monde eût pu être changée.

Autre bataille, plus riche encore d'inconnus, et autre génie militaire : Alesia et Verdingetorix. Ils font l'objet d'un passionnant examen de M. André Wartelle dans la *Revue historique des armées* (2). On sait que l'identification du site d'Alesia reste controversée et précaire. M. Wartelle avance toutes les raisons qu'il a toujours eues de ne pas pouvoir accepter celui, traditionnel, d'Alesia-Sainte-Reine et en trouve de nouvelles dans l'ouvrage de René Poirier (3). Mais il attire surtout l'attention sur la recherche conduite avec rigueur par l'archéologue André Berthier. Celui-ci, en dehors de toute querelle, et en appliquant objectivement sa méthode, à partir d'un « portrait-robot » du site reporté sur l'ensemble de la carte d'état-major, a retenu puis éliminé successivement plus de trois cents sites possibles, pour en trouver enfin un qui répond à 95 % au modèle idéal, et qui porte un nom un peu étrange : Eym-Cornu, dans le Jura. Les fouilles entreprises tendraient jusqu'ici à confirmer la découverte. Contrairement à Alesia-Sainte-Reine dont le choix par Verdingetorix est inexplicable, ce site confirmerait encore une chose : que l'adversaire malheureux de César est « un très grand chef de guerre qui a dû céder à son destin ».

Cet itinéraire sinueux à travers le temps nous conduit au cahier d'*Europe*, qui semble bien être la seule à avoir saisi, en tout cas aussi largement, le centenaire de la III^e République. Avec quatre ans de retard, dira-t-on. Marianne n'est-elle pas née le 4 septembre 1871 ? — Ce n'est pas si sûr. Et tel était bien le sentiment de la maréchale de Mac-Mahon, duchesse de Magenta, qui s'écrit après le vote de l'Assemblée nationale, le 30 janvier 1873, comme le rappelle Gabriel de Tigny : « Eh bien ! nous l'avons donc cette Guinée de République ! » Du moins la Guinée est-elle baptisée par celle qui allait être sa première présidente.

L'acte décisif — un acte d'adoption, en quelque sorte, — que constitue le vote

(à une voix de majorité) de l'amendement Wallon, méritait bien cette commémoration : elle est aussi une réflexion sur le temps, la société, les lois constitutionnelles, la littérature, la pensée scientifique, dans cette année 1873 qui était déjà — comme notre 1973, mais loin de toute angosse, communiant dans le scientisme alors régnant — l'année des bilans et celle des regards tout entiers tournés vers le siècle prochain.

C'est une contribution originale à ce qu'on appelle aujourd'hui — d'une façon peut-être un peu vague — l'histoire culturelle, que vient d'apporter Madeleine Hebrant avec son numéro spécial du *Mouvement social* (4) : « Culture et militantisme en France ». La définition de la période considérée ne va sans un léger humour dans l'opposition de ses termes, — aux deux sens du mot : « De la Belle Époque au Front populaire ». Belle époque, après tout, bien qu'entendue tout autrement, celle où s'élabore « l'art social », avec un enthousiasme, une fraîcheur, une simplicité dans le leçon, de nos jours, s'est un peu perdue ; et celle où se formait la communauté militante des Forgerons — désignation symbolique pour un groupe de très jeunes intellectuels qui voulaient dans l'Art (toujours avec majuscule) un « puissant facteur d'émancipation humaine » — et dont l'émergence est évoquée par l'un des Forgerons demeuré notre contemporain.

« L'Art social », avec une excellente recherche sur les communistes et la sexualité. A coup sûr culturel, le sexe est-il militant ? En tout cas, l'attitude des communistes français apparaît négative, quoique de moins en moins, et elle est décrite, essentiellement à travers la presse communiste, avec un humour « objectif ».

L'évolution s'est précipitée, et les enquêteurs, s'ils poursuivaient leur enquête, toujours en se bornant à la presse, relèveraient de cette évolution de bien remarquables témoignages. C'est presque un symbole, dans la *Nouvelle Critique*, que cette photographie d'un couple embrassé, l'*Humanité* en poche (on ne sait au juste la poche de qui : même vêtement et mêmes long cheveux). Belle illustration de cette idée que « le bonheur est toujours une idée

neuve ». D'autant que la chose est rien moins qu'usée.

Mais l'amour, qui n'est pas tout à fait le vieux nom de la sexualité, est un peu plus que l'érotisme, lequel n'est pas la pornographie. Celle-ci est vigoureusement dénoncée dans l'article suivant du même numéro (5) : « Fruit vénéneux, expression achevée de la rapacité et du cynisme. » Mais où commence-t-elle ? Et où finit la liberté ?

Car, avant le bonheur — dans la *Nouvelle Critique* comme dans la réalité humaine — il y a la liberté. Qui, apparemment, n'est pas un bloc, puisqu'on la divise en libertés. Elles sont à l'honneur dans ce cahier. « Que le parti communiste français produise un projet de Déclaration des libertés, paraissant une pageuse. » Cette déclaration est qualifiée ailleurs d'« objet insolite », — sous ce titre : *L'intransigeable vérité*. Le lecteur est à la fois ému et perplexé. Humour ? Ou autocritique ?

Simple association d'idées : des souvenirs de Graham Greene, *Prague 1948*. Il y était. Comme Fabrice à Waterloo. Il peint son petit coin de tableau d'histoire, dans le second numéro « français » de *Continents* (6). Cette revue est volontiers considérée comme l'organe de l'opposition russe de droite (droite socialiste, bien entendu), mais il y a un peu plus que des nuances entre Sakharov et Soljenitsyne. Ainsi pour David Anne, qui est libre d'y penser tout haut, pour que « tout ce qui s'est passé en Russie a été et reste le fait principal de notre siècle » ; il ne voit certes pas dans la révolution d'Octobre une entreprise du Mal. Mais il se demande comment et pourquoi elle est tout de même devenue la proie du Malin. Pourquoi Staline ? Et que serait-il advenu si Lénine l'avait écarté comme il aurait dû le faire ? Et si la couronne était écho à Boukharine, « qui savait tout et que tout le monde aimait », et non à ce « personnage fatal » ? Méditations des personnages fatals. Type Himmler. Et Hitler lui-même.

- (1) Librairie Champion, 7, quai Malaquais.
- (2) N° 3, 231, boulevard Saint-Germain.
- (3) *Le Génie militaire de Verdingetorix et la mythologie Alesia-Alesia*, Editions Volcan, Clermont-Ferrand, 1973.
- (4) N° 51, Editions Ouvrières, 12, avenue Saint-Rosaie, 75013, Cedex 13.
- (5) N° 50, janvier, 2, place du Colonel-Fabien.
- (6) Gallimard.
- (7) 8, rue Théophraste-Renaudot, 75014.

même... D'ailleurs, au terme de son analyse, apercevant « quelques parentés avec le boukharisme » dans l'effort actuel pour « ouvrir une brèche dans le totalitarisme », Anne ne dissimule pas que seul le Boukharine légendaire passe pour un partisan des libertés et que le Boukharine historique était, lui, tout à l'opposé.

Mais quel ! Avec trop de liberté (au pluriel), pas de littérature clandestine, ce qui est bien dommage, car c'est souvent la meilleure : tout y est, et d'abord la liberté physique et la vie. Dans *Continents* encore Gorko Boris fait réfléchir sur le « samizdat », qui, selon lui, serait spécifiquement russe.

A propos, et pour finir : une bonne histoire. Elle emplit un très exceptionnel numéro de la *Bouteille à la mer* (7) que Marc Beigbeder, navigateur obstiné, lance depuis maintes années, et cette fois sous l'étiquette, précisément, de « samizdat ». C'est la *Lettre aux enfants*, de Lambert, avec les dessins d'Octo. Pamphlet, satire, farce lyrique, concourt philosophique, et d'une liberté, d'une abondance rabélaïssienne. Après tout, *Pantagruel*, sous son chiffre, est un samizdat géant. Oui, qui ne voit que le samizdat n'est pas du tout une spécialité russe ? Il peut être même allemand. Et il n'est pas pour nous seulement une métaphore plaisante et inquiétante ni une fable truculente. Sa réalité a laissé des traces encore vives, prêtes au besoin à revivre. C'est quand la parole libre est interdite sous peine de mort, ou pire, que retentissent tous les silences de la mer.

SOMMAIRES

— Dans la *Nouvelle Revue des deux mondes* (janvier), J.-P. Solson traitait, alors en qualité de secrétaire d'Etat aux universités, de la réconciliation de l'Eglise et de l'Etat ; sous l'aspect des rapports entre universités et instituts catholiques.

— Dans la *Revue de l'histoire des religions* (P.U.F.), Guy Monnot, montre que l'islam s'intéresse à l'histoire des religions et que l'étude de celles-ci y fut souvent comprise comme moyen de compréhension réciproque.

— L'Arche (19, rue de Téhéran) consacre une part importante de son numéro de janvier à Lénine et le sionisme.

— Le dernier cahier de *Lumière et Vie* (2, place Gallatin, 69002 Lyon) est une petite histoire critique du « renouveau charismatique ».

— Dans *Diogenes* (n° 82, Gallimard), G. Poméranz ouvre d'intéressantes perspectives sur l'histoire littéraire de l'Orient.

La vie du langage

UNE LONGUE, DEUX BRÈVES

Ce que nous nommons « accent circumflex », les grammairiens du dix-huitième siècle l'appelaient chevron, ce qui est, convenons-en, autrement précis et joli. Vive le « chevron » ! Pour avoir écrit l'an dernier qu'il n'avait d'utilité « phonographique » certaine que sur le a et le o, où il permet de distinguer le « timbre de père, tache, contrainte, du timbre de parole, tache, épais », j'ai suscité des étonnements et des reproches. Vous ignorez ou vous méconnaissez, écrivent mes correspondants, une des fonctions essentielles du chevron : il marque la longueur des voyelles. Le *de* : abîme et celui de : lime, que vous dites semblables, ne le sont pas. Le premier est long, l'autre est bref. De même le *e* de *discret* ou de *problème* (bref) et celui de *crête* ou de *même* (long). De même encore le *u* de *château* et le *ou* de *goûter* (long) s'opposent à ceux de *cruche* ou de *route* (bref).

Voilà une fameuse bouteille à l'encre pour commencer l'année. Si mes correspondants entendent et prononcent (ou croient prononcer) un *long* dans : *j'ai diné*, et un *bref* dans : *j'ai lardiné*, et successivement un *long* et un *bref* dans : *une presqu'île fertile*, je ne saurais aller là contre. Et pas davantage s'il est difficile de distinguer à l'oreille les deux *e* de : *arrête la charrette*.

De là à établir un rapport général entre le chevron et la durée d'une voyelle, il y a un grand pas. Je ne franchirai pas. Aucun phonologue du français contemporain n'a jamais rien écrit qui aille en ce sens. Il arrive, certes, que le chevron corresponde à un allongement. Mais il est tout aussi fréquent qu'une voyelle longue (qui nous notons désormais par *long* ou *l*, suivant l'usage) ne soit pas chapeautée du chevron, ou que celui-ci coiffe une brève. Le « longueur » du *e* dans *été* ou *trêpe* n'est pas de même nature que celui du *ei* de : *nègre*. La première est étymologique, elle conserve le souvenir de l'ancienne forme du mot (*testa*, *craspe*) ; la seconde, nous le verrons, est mécanique. Et encore faudrait-il

d'abord se (ou : nous ?) mettre d'accord sur ce que sont des voyelles brèves ou longues dans notre langue.

Comparativement à d'autres langues, les oppositions de durée des voyelles françaises sont à la fois peu marquées et peu stables. Si nous laissons de côté les nasales (on, an, in, etc.), notre système est assez simple. Ne peuvent être longues que des voyelles accentuées et prolongées par une consonne « sentie ». Ainsi, le *a* et le *o* de *déjà* et *déjà* sont brèves, en dépit du chevron, et bien qu'ils soient en syllabe ouverte, parce qu'ils ne sont pas accentués ; l'accent français, rappelez-le, ne porte normalement pas sur la première syllabe d'un mot de plusieurs. Dès le départ, on voit, le système est très déséquilibré en faveur des brèves.

Ce premier partage fait, il faut distinguer entre nos trois voyelles « basses » (le *a* de : *passé*, le *o* de : *chaude*, et le *e* de : *creuse*) et les autres. Accentuées et prolongées, les voyelles basses sont longues, avec ou sans chevron. Ainsi, la prose (pro : *ze*), l'aisne (ai : *ome*), une plante grasse (gr : *asse*), l'oiseau rare (ri : *re*) etc. Et bien sûr aussi la contrainte (contr : *ie*), mais pas le contrôle puisque l'accent, dans le mot, ne porte pas sur le *o* mais sur le *ai* final. Et encore, un *lâche* (lâ : *che*), mais pas la lâcheté (lâ : *ché* sur la finale). Le système est donc instable (par rapport à sa transcription graphique) puisque le chevron reste sur la voyelle qui l'a reçu à l'origine alors que l'accent (et donc la longueur) se déplace.

On comprend, dans ces conditions, que les dictionnaires de langue aient renoncé aujourd'hui à noter la longueur des voyelles, même quand celle-ci ne faisait pas de doute. Seul le *Trésor* de la langue française le fait encore : ce qui ne va pas sans quelques problèmes.

Sur ce premier point, donc, impossible de faire « coller » le signe chevron à la réalité phonétique : voyelle longue. Aurons-nous plus de chance avec les voyelles hautes : le *a* de *patte*, le *o* de *col*, le *e* de *jeune*, le *i*, le *u*, le *ai*, les deux *e* ? C'est que j'aimerais tant pouvoir donner raison à des correspondants et soute-

tenir que de bon langage ! Cette fois, les conditions à réunir pour une voyelle ouverte ou antérieure (celles que nous venons d'énumérer) soit longue sont encore plus strictes. Elle doit être accentuée, bien sûr, et suivie d'une consonne allongante. Or, celles-ci ne sont (phonétiquement) que quatre : *ge*, *ze*, *re*, *se*. Sont donc longues, sans avoir besoin d'un chevron, les *e* (4) de : *siege*, *grève*, *abbaye*, *frère*, etc. Et sont brèves, nonobstant notre circonflexe accent, ceux de : *gubbe*, *crête*, *grêle*, *même*, *été*, etc. Telle est la théorie : nous verrons qu'il faut la nuancer et parler d'une semi- ou d'une quasi-longueur étymologique.

Sont en tout cas longues (tous jours sans chevron), les *i* de *voûte*, de *plaintive*, de *vaisselle*, et encore de *soupe* et *saute*. Avec leur petit chapeau, les *i* de l'abîme et de l'île. Vous connaissez maintenant le système. Ajoutez-y que le *per* se prononce *per* allongant quand il est suivi d'une consonne prononcée (le *p* de : *re*, la *per* de : *resp* : *re*, il affirme), et vous êtes à même de compléter ces listes un peu fastidieuses, en notant par exemple : *rouge* (long), *croûte* (bref), *mur* et *mûr* également longs, de même que *sur* et *sûr*, mais *bû* : *che*, un ours en *pelu* : *che*, etc.

Telle est la théorie. Elle ne convaincra pas mes correspondants, et je doute qu'elle satisfasse le lecteur. A moins d'avoir l'oreille très exercée du professionnel de la phonétique, et encore, nous ne parvenons pas à saisir dans la conversation, ni même dans un discours bien dit, les différences de longueur que décrit cette théorie ; et nous sommes intimement

certaines d'en saisir d'autres qu'elle ne décrit pas. Il est impossible de donner tort aux phoniciens, qui n'ont jamais varié (sinon de quelques détails) depuis cent ans dans leurs exposés du système long-brève. Mais il est bien difficile de ne pas donner raison au parlant-français moyen, qui « sent » le système autrement. Comment concilier cela ?

En notant d'abord que, des trois éléments constitutifs des systèmes phonétiques européens — l'accent, le timbre, la durée — aucun n'est vraiment stable dans l'état actuel du français. L'accent, final en principe, se déplace assez facilement pour donner à un mot une valeur expressive à l'intérieur d'un groupe ou d'une exclamation : C'est formidable ! Quel match disputé ! Ce Unitel, quel créteil ! Le chômage, ce litou... Le report de l'accent sur la syllabe initiale, qu'on entend souvent (en particulier à la radio et à la télévision) paraît s'accompagner d'un allongement, lui aussi « expressif ».

Les timbres ont tendance, eux, à s'aplatir. Le système vocalique qui fonctionne en principe très riche : quinze ou seize voyelles, nasales comprises. Peut-être trop riche : il se maintient mal dans sa diversité.

Quant à la longueur, elle se maintient également mal quand elle n'est pas purement mécanique. Nous avons eu, surtout, pour chaque timbre de voyelle orale (a, é, ê, i, o, u, ou) un phonème bref et un phonème long. « Cette opposition est en voie d'élimination », note M. André Martinet (*Dictionnaire de la prononciation française dans son usage réel*).

En fait, mais c'est toute une autre histoire, la dernière fortresse des longues et des brèves, ce sont les slogans orés (« psalmodiés ») sont justes, dans la rue. C'est au reste le seul cas où l'on puisse vraiment parler d'une « métrique » française, et de « pieds » au sens ancien. Un sujet passionnant, c'est noté.

JACQUES CELLARD.

Croquis

LE PARA-PUB

MON ami Marcel, qui bricole un peu d'électronique pour son plaisir, après ses heures de bureau, mon ami Marcel vient de faire une invention splendide. Enfin, si c'est vrai, c'est « génial ». Il a trouvé, dit-il, un dispositif qui coupe automatiquement le son, à la radio, dès qu'arrive la publicité. Vous vous rendez compte !

Je lui ai demandé : « Mais, Marcel, comment as-tu fait ? D'après quoi il la détecte, la publicité, ton système ? »

« D'après quoi ? Il me répond avec son air éternel de ce moine du monde. D'après le changement d'intonation. J'ai isolé la configuration acoustique timbrée que produit l'alliance spécifique de la stupidité et de l'irréalisme dans le débit de ce qui passe par le haut-parleur. Infaillible. Le gars style far-west-supermarché-supermarché du froid qui se marie son latin sur les lèvres : coulo ? La nénette en pèlerine qui va se trouver mal de la naissance en la susurrant sa déclaration sur le rouge à lèvres : tac, coupée. A la première syllabe

« Merveilleux, je lui dis. C'est l'une des grandes découvertes du siècle, ça. Des années que je l'attends. Tu ne peux pas savoir la gymnastique que je dois m'imposer le matin pour écouter les informations en faisant ma toilette. Je mets du dentifrice partout en me précipitant dans le couloir pour tourner le bouton juste entre la fin des catastrophes et les laïnes de « phoque guillemet », le redonne le jus au jugé en enduisant l'appareil de savon, mais on a déjà eu le temps d'enlever deux ambassadeurs. J'ai de la mousse plein les oreilles quand on passe directement de la conférence Nord-Est-Sud-Ouest aux machines à laver, et la salle de bains ressemble à un marigot pendant la grande saison des pluies parce que je pense toujours à remettre le son au moment où la dégouline de partout, mais, pas de chance, je viens de manquer les dernières confidences de Leonid à Ivan. Ce n'est pas une vie. Tu me la sauves, Marcel. Et quand penses-tu pouvoir la commercialiser ton affaire ?

LE PARA-PUB

cel. Et quand penses-tu pouvoir la commercialiser ton affaire ?

« Attends, attends encore un peu, attends pas tout à fait au point.

« Non ? Il y a des fois où ça caoutille ?

« Ce n'est pas ça, mais je suis en train de perfectionner la tienne pour l'appliquer à la télé. C'est un peu plus crotte dans les circuits parce que je voudrais donner aux gens la possibilité de passer leurs disponibilités de vacances à ce moment-là, avec un petit commentaire à eux... »

« Dis donc, Marcel, tu ne pourrais pas trouver aussi des lunettes à lire les magazines, hein, un peu dans ce genre-là ? »

« Des lunettes ? Ah, mon vieux, ce n'est pas mon rayon. C'est de l'optique, ça... Et toi, tu fais, tu ne connais pas ça quel- qu'un qui s'exprime dans la publicité ? Pour faire de la réclame à mon système, quand il sera disponible. A la radio, par exemple... »

JEAN GUICHARD-MEILL.

Correspondance

Un litre d'eau salée et quinze allumettes : 386 francs

M. J. Cornaux, étudiant en médecine, nous écrit :

Ma femme entre ce matin dans une pharmacie de Montpellier et demande à du sérum physiologique pour mettre dans le nez de notre petite fille. La pharmacienne alambiquée lui remet alors une jolie boîte : « Voilà ce qu'il vous faut, c'est 5,80 F... »

Que contient la jolie boîte, si joiment présentée ? Une ampoule de 15 millilitres d'eau salée et quelques « cotons tiges », non annoncés sur la boîte, sans doute pour justifier le prix. A 5,80 F les 15 millilitres, le litre d'eau salée (9 grammes de sel NaCl) revient à 386,66 F, compte non tenu de quelques allumettes.

L'industrie pharmaceutique peut-elle ici invoquer des frais de recherches et de mise au point du « produit » ?

LE MONDE AUJOURD'HUI

SOCIÉTÉ

AU COLLÈGE DE FRANCE

La leçon inaugurale du professeur Ajuriaguerra

LES relations entre la neurophysiologie et la psychologie sont souvent orageuses : de quel droit réduire l'homme et sa pensée, ses conduites, ses aspirations, à des processus chimiques ? disent les uns. Au nom de quoi isoler l'être humain pensant, éprouvant, aimant, de sa constitution physiologique et des millions de phénomènes qui s'y déroulent ? répliquent les autres. Entre les extrémistes des deux bords, des « modérés » veulent tracer, pour la science neuro-psychologique, un champ suffisamment large où se retrouvent, agissant et réagissant ensemble, les deux apparences de la personne. Le professeur Julian de Ajuriaguerra est de ceux-là.

Inaugurant, vendredi 23 janvier, ses leçons au Collège de France, ce psychiatre, né à Bilbao en 1911, de nationalité française et vivant en Suisse, où il enseigne à l'université de Genève et dirige l'hôpital psychiatrique de Bel-Air, ne veut ni « neurologiser » à l'excès la psychologie ni désincarner totalement l'être humain.

« Nous ne pouvons, dit-il, discuter des problèmes de la vie et du psychisme sans tenir compte des progrès de la biologie moléculaire. » Mais c'est pour préciser aussitôt que « pour le moment encore, le pouvoir de la psychopharmacologie est plus grand que son savoir ». A ce stade du développement des sciences, la fonction de la biologie moléculaire et de la psychologie — prophétisée par Piéron dès 1908 — ne s'est pas encore produite. Le professeur de Ajuriaguerra ne les juge plus antagonistes. Auteur d'un « Manuel de psychiatrie de l'enfant », désormais classique, il avait choisi, vendredi, pour illustrer son propos, de montrer que le développement psychologique de l'enfant apparaît comme un processus de maturation où agissent et réagissent les « préformes d'organisation » liées à l'environnement, principalement la mère, dans une culture, et celles qui se développent pour une part indépendamment de l'impact extérieur ».

B. F.

L'enfant, de l'ébauche à l'être humain

PENDANT des siècles, le problème de l'homme est envisagé dans le cadre d'une conception cosmogonique. L'homme est un des éléments de la carte générale de la nature et cela conduit les philosophes à discuter de ses origines de façon abstraite : homme mythifié, homme choisisi, et non pas homme, être existant selon sa propre nature. Dans l'ensemble, l'homme est décrit sur le plan synchronique : homme tout fait et non pas homme qui « se fait ». (...)

La place de l'enfant est mal définie. Si l'homme dans la société est décrit par rapport aux âges de la vie, l'enfant dans l'échelle des valeurs, suivant les époques, est tantôt ignoré, sinon nié ou rejeté, ou encore défini en fonction d'a priori philosophiques ou religieux. Il est accepté comme « étant », mais rien parce qu'on lui attribue une nature péccamineuse. On le juge porteur du péché originel et libérateur de mauvais instincts. (...)

Une opacité mystérieuse

C'est au dix-huitième siècle que Jean-Jacques Rousseau place l'enfant dans son cadre historique. La nature veut que les enfants soient enfants avant d'être hommes et évoluent et s'épanouissent dans l'ordre de la nature qui lui est propre et dont il faut respecter les rythmes, car chaque état de la vie a sa perfection convenable, sa sorte de maturité qui lui est propre. D'après Rousseau, « l'humanité a sa place dans l'ordre des choses ; l'enfant a la sienne dans l'ordre de la vie humaine ; il faut considérer l'homme dans l'homme et l'enfant dans l'enfant ». (...) Quel qu'on pense de la validité de ses explications, Rousseau, par une sorte de lucidité introspective décapable, ouvre la voie à de véritables études sur la psychologie de l'enfant.

Si l'on veut dépasser les contradictions entre ce qui est biologique et ce qui est psychologique et le sociologique, il faut étudier l'homme dès le commencement, non seulement sur le plan de la phylogénèse, mais sur le plan de la propre ontogénèse. Il faut s'efforcer d'appréhender la mutualité des choses, à la fois ce que l'enfant offre la nature et ce que l'enfant et son entourage organisent dans situations successives de l'évolution maturationnelle d'une part, relationnelle de l'autre, évolution qui s'effectue dans un temps et un milieu donné.

S'il est vrai, comme le dit Merleau-Ponty, que la science manipule les choses et renonce à les habiter, il est également vrai qu'il n'y a pas d'habité sans habitacle et qu'il est de notre devoir d'étudier les points de repère de l'habitation et de son organisation.

Les ténèbres de l'enfance ne sont ni simple obscurité silencieuse, comme le veulent certains, ni clarté illuminante comme le prétendent d'autres. Elles sont la confrontation de l'être avec le monde, la naissance d'une opacité constructive et mystérieuse, l'ouverture de l'organisme vers sa propre structure et vers le réel, réel qu'il transforme afin de faire de son expérience individuelle un général transmissible et commun. Il n'y a pas de rétroaction constructive, ni d'intériorisation, sans vécu expérimental qui trouve un équilibre dans la confrontation entre ce qui est trépassé et ce qui est choisi. L'enfant est un être immature qui porte en lui sa construction. Sa maturation va se faire suivant certaines règles nécessaires et va lui apporter de nouvelles capacités de recevoir et

d'affiner l'information reçue. (...)

D. W. Winnicott, dans un commentaire, a écrit : « Un bébé n'est pas », voulant ainsi dire, explique-t-il, que la description d'un bébé ne peut se faire hors de la relation. La notion de l'autre dans le développement de l'enfant est décrite sous différents vocables : « soctus » par Baldwin et Janet, « alter » par Wallon. Ce que D. W. Winnicott a décrit minutieusement sous le nom de « holding » (que j'appelle « maintenance ») se réfère à un certain nombre d'attitudes et de comportements mère/enfant au cours des premiers échanges.

D'après mon expérience, si la mère « normalement dévouée à l'enfant » désinvestit l'entourage (comme on a pu le dire), elle peut aussi surinvestir l'enfant d'une manière plus ou moins adéquate. En fait, le problème est plus complexe, car il y a une première phase, celle du désarroi, du non-savoir-faire. La « maintenance » est tout un monde dans lequel l'espace et le temps de la mère doivent prendre forme par tâtonnements. Dans certaines sociétés citadines et particulièrement chez la primipare, il y a perplexité et recherche tendant vers l'accomplissement du rôle qui est le sien, ressentant par là comme un désir, mais considéré par la société comme un devoir ; toutes choses qui rendent complexe l'élan vers l'enfant.

Le désir, le besoin et le devoir-faire, au lieu d'être complémentaires, peuvent être contradictoires. L'accomplissement des actions de la mère pour la maintenance de l'enfant peut être dans certains cas discontinu et perdre ainsi le fil de la spontanéité. Cette fragmentation temporelle spatiale désorganise les automatisations émotives. Or la mère peut surinvestir non seulement l'enfant en tant que tel, mais également sa façon de bien ou mal faire les choses.

Les tâtonnements d'une mère

Tant que les automatisations ne sont pas réorganisées, il existe un mode de relation dans lequel la mère ne répond pas tout à fait à ce dont l'enfant a besoin. Si la mère ne répond pas tout à fait à ce dont l'enfant a besoin, si la mère se cherche, l'enfant, de son côté, cherche un certain type de donation qui apportera une réponse à ses besoins impérieux. Il y a un temps de flottement avant que s'établisse cette mutualité indispensable. La mère recherche dans les activités de l'enfant l'information et la confirmation du bien-fondé de son activité.

En outre, les parents sont porteurs de leurs propres contradictions et de celles qui leur sont imposées par un certain ordre moral qui a instauré le devoir d'aimer. C'est l'ordre de la culture, confirmant, devant un écrasement de l'ordre de la nature. Dans l'amour maternel, la mère offre la nourriture, la chaleur de sa manipulation. Elle chantonne et caresse comme elle sent qu'elle doit le faire, ou fait et imite ce qu'on lui dit de faire. Elle offre un ensemble de gestes souvent ambigus ; bien qu'elle soit certaine de la nécessité de son activité, elle trouvera difficilement la manière de s'exprimer : elle ne connaît pas clairement les demandes de son enfant, mais ressent ses besoins ; elle établit d'abord un dialogue au niveau protopathique.

Le processus du développement psychologique de l'enfant dépend de son fonctionnement et du comment la mère fonctionne au cours de cette longue marche dans laquelle la maturation neurolo-

gique de l'enfant se confronte avec le registre fantasmatique de la mère, qui a réagi dans son passé, enfoui et lointain, la longue marche de sa propre formation. (...)

Un à la mère avant sa naissance par le cordon ombilical à travers lequel il satisfait ses besoins biologiques, entouré par l'enveloppe amniotique, il sera dès sa naissance nourri par la mère ou ses substituts et entouré de soins provenant de l'environnement.

Le processus de l'humanisation

La naissance va créer un nouveau type de relations : apports nourriciers par des voies différentes (voies aérienne et alimentaire), apports environnementaux de qualité différente. L'entourage va offrir ses coutumes sinon ses lois, transmises par la culture, qui peuvent cependant être opposées aux besoins biologiques intrinsèques de l'enfant. Il va se créer de nouveaux rythmes chronologiques (horaires d'alimentation, de sommeil, etc.), qui correspondent à de nouveaux compromis. L'adaptation de l'être à l'environnement n'est pas une cassure de la ligne de développement ; elle est la modification indispensable de la nécessaire labilité qui rend possible le processus de l'humanisation. L'enfant porte en lui-même la possibilité de sa propre transformation pourvu que les impacts extérieurs arrivent à l'heure maturationnelle où il peut les assimiler et les transformer.

Suivant les moments de son évolution, il émettra des appels différents et recevra des réponses en fonction de la culture, et il se fera lui-même général et particulier. Le moule biologique et celui de la culture ne s'ajoutent pas ; par leur mutualité, ils font de l'homme un être avec des caractéristiques propres à l'espèce humaine dans le cadre de l'échelle animale, et des caractéristiques propres à chaque individu, qui en font son originalité.

Je ne crois pas que « tout organisme est une mélodie qui se chante elle-même » (P.T. von Uexküll). C'est une mélodie de développements morphologiques, dont la réalité prend forme à partir de sa réalisation fonctionnelle. L'individu intervient lui-même dans la problématique de sa vie, informe, forme et transforme l'environnement dans lequel il prend sa source, et dont il éprouve la résistance. La dynamique, fruit de la nature, ne peut être comprise que par rapport à l'être qui est et à l'être qui se fait. « Ce que tu hérites de tes pères, acquiesce-tu pour le faire tien », a écrit Goethe dans *Faust*.

La confrontation entre « un homme tout fait », ayant plus ou moins bien utilisé son potentiel, et l'enfant « en train de se faire », utilisant sa mécanique, est le mode d'envisager la réalité de l'ontogénèse. Il est impossible de connaître la psychologie de l'enfant en méconnaissant celle de l'adulte qui participe à sa formation. L'enfant créé est actif dans son développement. Il porte en lui son futur, offert par la nature, mais, malgré ses limitations, il est créateur du présent successif. C'est à partir d'une ébauche que l'enfant devient un « être humain » ; c'est à partir de la mécanique des monologues que l'homme devient dialogant, c'est-à-dire présence avec et dans l'autre. C'est dans ce dialogue, et grâce à une certaine fixité du code génétique, qu'à partir d'une prospective générale il créera, avec l'aide de l'environnement, son propre projet.

ARTS ET SPECTACLES

Festivals

La fin du monde à Avoriaz

Le IV^e Festival international de films fantastiques d'Avoriaz a commencé avec une neige fantastique, tombant drus et denses, dans un brouillard mat. Mais on n'a pas entendu galoper les chevaux noirs de Dracula. La première journée du IV^e Festival racontait en trois films l'avenir sombre de notre monde usé.

The dead sitting room, de Richard Lester, montre, à la suite d'une guerre nucléaire déclenchée par erreur, les Anglais tels qu'en eux-mêmes rien ne les changera jamais, même s'ils se métamorphosent en drogués ou en chômeurs à coucher, comme c'est le cas pour le premier ministre, Ruile Britannia, bien que dans ce film déjà ancien, tiré d'une pièce de théâtre, Lester ne retrouve pas la fantaisie cinématographique de « Knack ».

Il est difficile d'imaginer l'avenir. Quand on essaie, on ne peut que reproduire le présent en le dégradant. Dans les Démoniaques du futur, Richard Lester, un autre Anglais, se sert de films qu'il a sans doute aimés et dont il extirpe, avec un cynisme railleur, une certaine pauvreté idéologique. Son héros est un jeune prix Nobel, aux ongles peints, séduisant, mais assez veule. D'ailleurs, les hommes ne mènent plus rien. Ils se laissent balader par les circonstances. La guerre est permanente, on n'a plus tellement attention : on a un mot de regret pour l'Amérique réduite en cendres par erreur (ce genre de choses se produit toujours par erreur).

Le temps d'un sketch, qui permet à Sterling Hayden de jouer la suite du Docteur Folamour. Le personnage est un homme qui aime les femmes, mais elle est complètement fanatique, nymphomane, et elle entraîne le prix Nobel à lui faire un enfant qui sera le nouveau messie. Tous deux se promènent dans un Londres désert, où les parkings sont des cimetières de voitures, dans une boîte à flogger, copie appauvrie du monde d'Orange mécanique, dans une maison-piège, où ne manque guère que le docteur Phibes ; dans un chantier où pourrissent des sous-mariniers Chagossiens déjantés, les frites de la société de consommation, le cauchemar d'un cadavre mourant, son dernier rituel, son dernier apéritif, son dernier repas, son dernier sommeil. Ce n'est pas parce qu'il est Anglais qu'on doit se berner à avoir de l'humour, dit Richard Lester. Il ne cherche pas à donner

en revanche, David Cronenberg, metteur en scène de « The Parasite Murders (canadien-anglais) » fait donner la grosse cavalerie de l'horreur et condense les restes de

la Tour infernale, la Nuit des morts-vivants, divers campers (on voit même Barbara Steele). Là encore, s'agit de montrer que le bonheur n'est pas le super-confort. On agit journellement la peur, le châtiment. Le mal, c'est la richesse et la sexualité. Un savant dans une tour modeste dirige un parasite aphrodisiaque, dont l'aspect, bien que phallique, est particulièrement répugnant. Le savant se tranche la gorge.

mais le parasite prolière, et sème l'orgie. Cela pourrait être dionysiaque, c'est affreux. Ce n'est plus le cauchemar d'un décadent cynique, c'est l'étalage complaisant d'une hypocrisie écorchée. Le public a chahuté, et parmi les jurés, le cinéaste soviétique Serge Bondarchouk, imperturbable, regardait les fantasmes morbides du monde occidental.

COLETTE GODARD.

Théâtre

« Les Musiciens, les Émigrants » au Palace

Persécution, errance, camps d'extermination, ghettos : Liliane Atlan compose, avec les Musiciens, les Émigrants, un poème-lamentation sur la condition juive.

Elle a un style impulsif, elle manifeste avec passion, et peut-être pour éviter de tomber à son témoignage un ton par trop engagé (des questions du sionisme, de la Palestine, etc., jouant ici le rôle d'éléments qui polarisent bon gré mal gré le champ magnétique de l'œuvre), elle a établi sa pièce entre une quantité de chicanes qui en contrarient le cours.

Ainsi, les émigrants juifs qu'elle nous montre habitent un village où les Israéliens ont massacré des Palestiniens ; dans ce village est implanté un hôpital psychiatrique ; les émigrants sont des malades mentaux, mais pas vraiment pas « tels quels », parce que, dans cet hôpital, ils jouent la comédie : non, ils ne jouent pas vraiment non plus, ils la répètent, etc. Le public se trouve confronté à une cascade de faux-semblants à tiroirs, qui s'annulent l'un l'autre ; ainsi voltigent paraboles, contre-paraboles, auxquelles un esprit éveillé trouvera chaque fois des significations. Mais, emportant le tout comme un fleuve de lave, l'émotion est là, célébrant le peuple juif, rappelant son martyre.

Liliane Atlan, pour défendre sa juste cause, n'a pas maîtrisé le torrent. Qu'elle aille écouter, au théâtre Mouttetard, la femme juive de Grandjeu et Maître de J.T. Reich, et elle verra que Brecht, avec mille fois moins de mots, en dit plus. Sans doute se perdrait-on dans les méandres des Musiciens et se laisserait-on des larmes de lamentations. Si cette œuvre ne bénéficiait d'une mise en scène et d'une interprétation remarquables.

Utilisant avant tout un grand

nombre de cartons ficelés, qui s'assemblent en collages de réels en maisons transitoires, ou bien se désagrègent comme autant de vestiges abandonnés par force sur les routes de l'exode, le metteur en scène Fabio Pacchioni, avec son terrier, assourdit la foule de Liliane Atlan. Modulant l'espace, aménageant les surprises de l'oreille, il parvient à donner au texte une assise qu'il n'a pas. Dans la même perspective, Catherine Sellers apporte une délicatesse, une sûreté, une fraîcheur, qui forcent l'adhésion. Voilà une grande actrice, habile, irrésistible, sans maniérisme, qui permet aux pièces de tenir debout.

Faut-il les autres acteurs jouant « Les Musiciens, les Émigrants », bons dans l'ensemble, on remarquera Marcel Bozonnet, au jeu cyclothymique, bercant le texte en équilibre dans un entre-deux-temps à la fois sensible et absent, — un comédien à suivre.

MICHEL CURNOT.

* Le Palace, 21 heures.

■ Alpha (l'association culturelle des adhérents de la FNAC) et les éditions Sérié lancent un concours international de sculptures multiples qui aura lieu à la FNAC-Montparnasse, du 18 février au 31 mars. Les deux maquettes primées seront éditées et diffusées courant 1976. Prix : Alpha-FNAC, 135, rue de Rennes ; tél. : 07-15-33, postes 585 et 586.

■ Les conférences de l'ASDA sur l'art moderne et contemporain reprennent mardi 28 janvier au Grand Palais avec un exposé de M. Robert Rosenblum, professeur à l'Institut of Fine Arts de l'université de New-York, sur « Le cubisme, précurseur du pop art ». (Grand Palais, porte A, salle 404, à 19 heures précises.)

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra : Hommage à Ravel, ballets (sam., 19 h. 30) ; H. Le Floch, violon, et G. Fludermacher, piano (samedi, 19 h. 30) ; Webern, Bartok (dim., 18 h. 30).
Odéon : Don Juan (sam., 20 h. 30 ; dim., 18 h.).
Petit Odéon : Scènes rouges (sam. et dim., 18 h. 30).
Châtelet, salle Gémier : Vingt-quatre Heures (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.).
Téâtre de la Ville : L'Orange mécanique (sam., 18 h.).
TREP : Othello (sam., 14 h. 30 et 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Petit TREP : Gigogne (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).

Les salles municipales

Nouveau Carré : Podium, Jeune Musique (sam., 19 h. 30 ; dim., 14 h.).
Carré : L'Homme aux valises (sam., 20 h. 30 ; dim., 18 h.).
Carré : L'Homme aux valises (sam., 20 h. 30 ; dim., 18 h.).
Carré : L'Homme aux valises (sam., 20 h. 30 ; dim., 18 h.).
Carré : L'Homme aux valises (sam., 20 h. 30 ; dim., 18 h.).

Les autres salles

Antoine : Le Tuto (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 20 h. 30).
Aptel : L'Homme aux valises (sam., 20 h. 30 ; dim., 18 h.).
Biothèque-Opéra : Abaddon Sabana David (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Bouffes-du-Nord : La Double Inconnue (sam., 20 h. 30 ; dim., 18 h.).
Bouffes-Parisiens : La Grèce (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Carnegie : L'Homme aux valises (sam., 20 h. 30 ; dim., 18 h.).
Comédie Caumartin : Boeing-Boeing (sam., 21 h. 10 ; dim., 15 h.).
Edmond-Rostand : Vieux chez moi, habite chez une copieuse (sam., 21 h.).
Eglise américaine : Les Dames de poésies (sam., 17 h. 30).
Eglise : Les Dames de poésies (sam., 17 h. 30).
Fontaine : La Strada (sam., 21 h.).
Gaité-Montparnasse : La Bot des com (sam., 17 h. 30 ; dim., 14 h.).
Globe : La Pastorale des cantons de Provence (sam., 15 h. et 20 h. 45 ; dim., 15 h.).

Samedi 24 - Dimanche 25 janvier

Euchette : La Cantatrice chauve : 14 h. 45 et 17 h. 15).
Lauré : Les Femmes d'Alger (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Lauré : Les Femmes d'Alger (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Lauré : Les Femmes d'Alger (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Lauré : Les Femmes d'Alger (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Lauré : Les Femmes d'Alger (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Lauré : Les Femmes d'Alger (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Lauré : Les Femmes d'Alger (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Lauré : Les Femmes d'Alger (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Lauré : Les Femmes d'Alger (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).

Théâtre Campagne-Prémère : Zoué (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Théâtre de la Cité internationale, la Ressort : Les Souffrances du jeune Werther (sam., 21 h.).
Théâtre de la Cité internationale, la Ressort : Les Souffrances du jeune Werther (sam., 21 h.).
Théâtre de la Cité internationale, la Ressort : Les Souffrances du jeune Werther (sam., 21 h.).
Théâtre de la Cité internationale, la Ressort : Les Souffrances du jeune Werther (sam., 21 h.).
Théâtre de la Cité internationale, la Ressort : Les Souffrances du jeune Werther (sam., 21 h.).
Théâtre de la Cité internationale, la Ressort : Les Souffrances du jeune Werther (sam., 21 h.).
Théâtre de la Cité internationale, la Ressort : Les Souffrances du jeune Werther (sam., 21 h.).
Théâtre de la Cité internationale, la Ressort : Les Souffrances du jeune Werther (sam., 21 h.).
Théâtre de la Cité internationale, la Ressort : Les Souffrances du jeune Werther (sam., 21 h.).

LE PALACE

19 h
du mardi au samedi - dimanche 18 h
LAZARE LUI AUSSI
RÉVÉLÉ D'ELDORADO
21 h
du mardi au samedi - dimanche 15 h
LES MUSICIENS,
LES ÉMIGRANTS
8, rue du Fg-Montmartre, 770.44.37

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

Le plan destiné à favoriser la production des montres à quartz entre en application

Le conseil d'administration de Montrelec (société d'études de la montre électronique), réuni vendredi 23 janvier à Besançon, a décidé de porter le capital de 0,3 à 5 millions de francs, en vue de mettre en application dans les plus brefs délais le plan horloger destiné à favoriser la production de montres à quartz en France. Soucieux d'obtenir le soutien financier de l'Etat, les horlogers français avaient soumis ce plan au ministère de l'Industrie et de la Recherche scientifique l'été dernier (le Monde des 23 et 25 juillet 1975).

Avec ou sans l'aide des pouvoirs publics, tous les actionnaires (1) ou presque étaient déterminés, devant la montée inquiétante de la concurrence étrangère, à porter Montrelec sur les fonds baptismaux sans plus tarder. La défiance confirmée de Lip et la défaillance possible du Groupement des fabricants d'ébauches de montres (G.F.E.M.), non représenté mais disposant de trente jours pour donner sa réponse, n'ont eu aucune influence sur leur décision. Divers membres, tels le groupe Rihor (Hermès-Lov) et Cugillier-Rièrme, ainsi que plusieurs postulants à l'entrée dans Montrelec (Préard et Chevrel), étaient montrés tout disposés à y suppléer.

L'espoir d'obtenir rapidement des crédits de l'Etat, mais aussi l'action dynamique de M. Rièrme, président de Montrelec, ont renforcé l'optimisme des horlogers. Le dossier est instruit, et il ne reste plus à régler que quelques points de détail concernant le plan de financement. M. Michel d'Ornano devrait en principe donner son accord ferme à la mi-février et déposer dans le bureau de Montrelec, transformée en société de production, 4,5 millions de francs remboursables à moyen et long terme.

Montrelec devrait être en mesure de se mettre à l'ouvrage dès le mois de mars. Les études

LES MESURES DE REDRESSEMENT DE LIP SONT APPROUVÉES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration de la SEHEM (Société européenne d'horlogerie et d'équipements mécaniques), holding exploitant en gérance les biens de l'ancienne société Lip, s'est réuni le 23 janvier à Paris.

Après avoir pris connaissance des informations complémentaires fournies à sa demande par M. Neuschwander (le Monde des 19-20 janvier), il a définitivement approuvé les mesures de redressement proposées par ce dernier, dans le cadre d'un budget 1976 en équilibre, et précise le communiqué publié à l'issue de la réunion.

« L'objectif des ventes, ajoute le communiqué, est en augmentation par rapport à 1975, première année complète de fonctionnement. Cela résulte des perspectives d'avenir favorables tant en France qu'à l'étranger. Des programmes d'actions concernant les ventes, la gestion et la maîtrise technologique ont été décidés pour assurer le développement de l'entreprise. »

[Bien que M. Neuschwander n'ait pas obtenu l'augmentation de capital qu'il souhaitait, les problèmes financiers de Lip paraissent réglés, dans l'immédiat du moins. La conjoncture sur le marché des montres devrait aider M. Neuschwander à atteindre l'objectif de 22,5 millions de chiffre d'affaires (contre 22,3 millions en 1975) qu'il s'est fixé pour 1976. Les Français achètent en effet des montres plus chères entrant dans la gamme des produits offerts par la firme de Palaiseau. Mais cela suffit-il à terme ? Il est probable que des mesures de réduction d'horaires seront appliquées. Des négociations sont en cours avec les syndicats, et ces derniers ne semblent pas avoir adopté une position intransigeante.] A. D.

PRIX

HAUSSE DE LA VIANDE DE BŒUF, DES CONSERVES ET DES PLACES DE CINÉMA

La marge brute moyenne appliquée par les bouchers à la viande de bœuf va augmenter de 24 centimes par kilo, soit une hausse de 8 à 9 %, ce qui se traduira, pour le consommateur, par des hausses variables suivant la fois la qualité et le morceau considérés, auxquels s'ajoutent des coefficients différents. Telle est le terme d'un arrêté publié au « Bulletin officiel du service des prix » du samedi 24 janvier.

Le R.O.S.P. annonce également, par signature d'un engagement avec les professionnels, une hausse de 1 F, en deux fois (fin janvier et début septembre) des prix des places de cinéma, qui ne peuvent cependant dépasser 14,50 F. Les prix des places des salles classées « Art et Réal » resteront libres.

Les prix industriels des salaisons et charcuterie augmentent de 3 à

5,5 %, ceux des conserves de plats cuisinés de 2 à 5,5 % (pasta et conserves, 2 %, choucroute, 3 %, choucroute, 5,5 %).

Enfin, le prix des bétons prêts à l'emploi pourra augmenter de 2,5 %.

M. MICHEL ALBERT, co-auteur avec M. Jean-Jacques Servan-Schreiber du manifeste du parti radical « Ciel et Terre », doit être nommé, le 26 janvier, commissaire adjoint au Plan.

SELON LA C.G.T., le nombre des chômeurs en France, au sens de la définition du BIT, s'élevait au 31 décembre 1975 à 1 378 000 ; le nombre de chômeurs bénéficiant d'une allocation était de 576 830, dont

La plupart des gouvernements européens sont hostiles à la fixation de prix minima de l'acier

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — La Commission européenne est maintenant en mesure de prendre une décision de principe sur l'opportunité d'instaurer des prix minima de l'acier. Elle a, en effet, achevé, jeudi 22 janvier, les consultations des gouvernements européens intéressés et des professionnels.

C'est en décembre dernier que la Commission, après des mois d'hésitation, s'était prononcée en faveur de la fixation des prix minima, comme l'y autorise l'article 61 du traité de la CEEA, afin de rétablir le cours de l'acier et d'aider ainsi le sidérurgiste européen à mieux faire face à la crise (le Monde du 12 décembre). Les gouvernements des Neuf, dont les représentants ont été consultés jeudi, se sont déclarés plutôt hostiles à l'idée de la Commission de fixer des prix minima.

Seuls les représentants de la France se sont prononcés en faveur d'une telle mesure : ceux de l'Allemagne et des Pays-Bas se sont prononcés contre. Les autres pays mem-

bres, sans s'engager avec netteté, ont manifesté passablement de méfiance faisant valoir notamment que le système des prix minima avait été conçu pour être appliqué dans l'immédiat d'une crise mais non pas au moment où les signes de reprise se multiplient.

Les professionnels (producteurs et utilisateurs) rassemblés au sein du comité consultatif de l'acier, s'étaient prononcés, lundi 19 janvier, à une très faible majorité en faveur de la fixation des prix minima (32 voix pour, 23 contre et 9 abstentions). Les industriels français avaient exprimé un avis favorable, les Allemands et les Anglais désfavorable.

Ces consultations étant faites, la Commission va devoir maintenant prendre une décision de principe. Si cette décision est positive il lui faudra procéder à une seconde série de consultations sur les modalités d'application des prix minima et en particulier sur leur niveau. — Ph. L.

EN GRANDE-BRETAGNE, les syndicats de l'acier ont accepté les principaux éléments du plan de sauvetage de la British Steel Corporation (B.S.C.).

LA MÉDECINE BLESSÉE

(Suite de la première page.)

Devant la hausse du coût de la santé, il était facile d'accuser les « ordonnateurs » d'être les responsables. Ceci est faux, et tout le monde devrait le savoir. L'augmentation du coût des soins est due essentiellement à l'immense progrès des techniques, au progrès social qui a rendu les besoins de soins solvables, et au progrès culturel : l'ensemble de la population est mieux informée, chacun connaît mieux les services qu'il peut attendre des sciences médicales.

Malgré cela, la Confédération des syndicats médicaux a relevé le défi. Il est bien certain que tout ne se passe jamais pour le mieux dans le meilleur des mondes. Il est possible que certains praticiens aient des faiblesses, mais ils ne sont pas responsables de la hausse des dépenses. C'est à la Confédération des syndicats médicaux qu'il faut s'adresser.

Une méthode redoutable

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les centres de soins envisagés par les caisses seront un frein à la hausse des dépenses. C'est à la Confédération des syndicats médicaux qu'il faut s'adresser. Elle est lente, mais progressive. La Confédération des syndicats médicaux répète qu'elle défend la médecine libérale, mais pas celle du début du siècle, une médecine libérale nouvelle, sachant faire face à toutes ses obligations scientifiques, sociales, économiques, répondant aux différentes formes de l'urbanisation. Nous avons dit aussi que les différents secteurs de la médecine devaient être mieux coordonnés. La guerre de religion entre médecine libérale et médecine salariée était en train de s'éteindre. Notre organisation professionnelle unit dans son sein et les médecins libéraux et les médecins salariés. Les dirigeants de la médecine libérale ont les vants que les centres qu'ils envisagent ne seront que des expériences. Actuellement, aucune explication fournie ne permet aux médecins de comprendre les raisons de ces expérimentations : « Nous voulons mieux connaître les coûts et les problèmes de gestion de la médecine », assurent les représentants des caisses : ou il existe des centres de soins déjà gérés par les caisses d'assurance-maladie. De plus, de nombreux cabinets de groupe libéraux ont proposé aux caisses d'étudier avec elles leur propre gestion et les détails de leur comptabilité. Ces remarques et ces propositions sont restées sans réponse. Par contre, les dirigeants de la Caisse nationale ont fait de nombreuses déclarations expliquant que ces cabinets de caisses seraient des bancs d'essai et qu'à partir de là pourrait être définie ce que serait la médecine au-delà des années 80.

Cette méthode est redoutable. Elle provoque une réaction féroce et solidaire du corps médical. Changement d'accord, mais ce changement ne peut se réaliser s'il ne recueille pas le consentement de ceux que l'on veut changer. Au moment où la profession fait un très gros effort d'améli-

Les négociants estiment que les vignerons pratiquent le « terrorisme économique »

La tension monte dans le Midi viticole devant la manifestation régionale du 5 février organisée par les comités d'action, en liaison avec les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.R.N.

Jeudi 22 et vendredi 23 janvier, douze camions-citernes transportant du vin ont été vidés de leur contenu dans le secteur de Montpellier. Samedi 24 janvier, une cinquantaine de viticulteurs, armés de barres de fer et de pioches, ont pénétré dans les chais des établissements Andrieux-Fulcran à Béziers. Ils ont brisé les robinets des cuves 20 000 hectolitres de vin se sont répandus dans les caniveaux. Au cours de la semaine quelque 40 000 hectolitres ont ainsi été détruits par des viticulteurs. « On nous condamnait à la ruine », ont déclaré les principaux responsables du comité d'action de l'Aude, qui ont estimé « insuffisantes et inadéquates » les décisions gouvernementales en faveur des vins de table au cours d'une conférence de presse à Paris, le 22 janvier.

Dans une lettre adressée au comité régional d'action viticole (C.R.A.V.), M. Georges Ginovès, président des routiers P.M.E. des régions Provence-Côte d'Azur-Midi-Pyrénées, qui se déclare excédé par les contrôles routiers de plus en plus fréquents, demande

l'ouverture d'un dialogue avec les viticulteurs. Si celui-ci n'aboutit pas à un résultat positif, « nous sommes prêts à faire la guerre », a déclaré M. Ginovès au correspondant de l'A.P.P. à Marseille. De son côté M. Hervé Béledin, président de la Confédération nationale des vins et spiritueux de France (C.N.V.S.F.), déplore, dans un note à la presse, « la passivité des pouvoirs publics devant ces mouvements revendicatifs au cours desquels le mécontentement se manifeste dans la violence contre les propriétés privées ». Il s'agit d'opérations de terrorisme économique », estime M. Béledin, pour qui « il est grand temps que les professionnels comprennent qu'il ne sert à rien de tout casser chez les négociants, qui ne peuvent résoudre seuls les problèmes ».

Le président de la C.N.V.S.F. proteste en outre contre le projet de loi instituant un agrément pour les négociants et contre les modalités d'organisation du futur office des vins de table. A ce propos, M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, a précisé aux professionnels, le 23 janvier, les conditions dans lesquelles les prix seront garantis pour les vins courants de qualité : ne pas utiliser de cépages hybrides ; cultiver la vigne sur au moins 50 % de la surface de l'exploitation ; ne pas avoir un revenu imposable non agricole supérieur à 30 000 F ; produire moins de 80 hectolitres par hectare ; récolter moins de 3 000 hectolitres au total. Ces conditions donneraient droit, pour 400 hectolitres, à une garantie de prix de 10,10 F par degré hecto et de 11,10 F pour les vins produits avec des cépages recommandés. Toutefois, les représentants des vignerons ont une nouvelle fois marqué leur opposition au projet gouvernemental d'office des vins de table.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

LA GRÈVE A L'USINE SOLMER DE FOS : LES SYNDICATS DEMANDENT L'ARBITRAGE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

(De notre correspondant régional.)

Marseille. — Malgré les mesures de chômage technique prises par la direction de l'usine Solmer, à Fos, la grève « bouchon » déclenchée le mercredi 21 janvier au matin par le personnel des hauts fourneaux (le Monde des 23 et 24 janvier), et qui se traduit par l'arrêt de la production de fonte, continue. Les deux cent quatre-vingts grévistes réclament l'annulation des mesures de chômage partiel en vigueur depuis le 10 novembre, lesquelles ont déjà été ou doivent être allégées pour environ la moitié des effectifs de l'usine. Ils demandent également une augmentation de salaire de 1,50 franc de l'heure, correspondant à la perte effective de 300 francs par mois due au chômage partiel, ainsi qu'une réduction du temps de travail nécessitant la mise en place d'une cinquième équipe travaillant en feu continu.

Faute de majorités près de six cents salariés de l'aciérie devaient être mis en chômage technique, sans compensation de salaires, ce samedi 24 janvier à partir de 13 heures, et environ un millier dimanche.

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont communiqué, qu'ils ont demandé l'arbitrage de l'inspection du travail et de la direction départementale de la main-d'œuvre.

Faits et chiffres

LA R.A.T.P. PROPOSE LA REVALORISATION DU TRAVAIL MANUEL. — La direction a communiqué ce projet aux syndicats, le 23 janvier, sans toutefois en préciser les modalités. Les négociations sur les salaires vont se poursuivre sur la base des premières propositions de la R.A.T.P. : c'est-à-dire des ajustements trimestriels en fonction de l'évolution des prix assortis de clauses d'anticipation totalisant 2,7 % pour l'année : 0,9 % en janvier ; 0,8 % au 1^{er} avril ; 0,5 % au 1^{er} juillet ; 0,5 % au 1^{er} octobre.

LES EFFECTIFS DE L'INDUSTRIE TEXTILE BRITANNIQUE ont diminué de 60 000 personnes en 1975, tombant à 800 000. Les salaires révèlent un rapport du ministère britannique de l'Industrie. Au troisième trimestre 1975, la production textile en Grande-Bretagne a chuté de 8 à 14 %, selon les secteurs par rapport à l'année précédente. — (A.F.P.)

JACQUES MONIER.

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
— Après l'arrêt des combats au Liban.
- 2-3. AFRIQUE
3. DIPLOMATIE
4. EUROPE
— U.R.S.S. : la Pravda critique les communistes pour qui l'internationalisme n'est qu'une « survivance historique ».
4. AMÉRIQUES
— Au cœur de l'Amérique ordinaire (III), par Nicole Bernheim.
- 4-5. POLITIQUE
— Le P.C.F. prolonge la discussion sur la préparation du vingt-deuxième congrès.
— De la morale en politique, libre opinion par Pierre Lefranc.
6. RELIGION
— Trois nouvelles réactions au document romain sur l'éthique sexuelle.
6. EDUCATION
— Fermeture d'un collège catholique à Rennes : crise de l'école et crise de l'Eglise.
8. JUSTICE
— La vraie querelle est ailleurs, un point de vue de Catherine Clavier.
8. EQUIPEMENT ET RÉGIONS
— PARIS : une exposition sur le mobilier urbain.

LE MONDE AUJOURD'HUI

- PAGES 9 A 16
- Témoignage : Le courage de vivre, par Alain Lefranc.
 - Au fil de la semaine : Chacun pour soi, par Pierre Vianon-Ponté.
 - Lettre de Pondichéry, par Jean de La Guétière.
 - Revue des revues, par Yves Florenne.
 - La vie du langage, par Jacques Caillet.
 - RADIO-TELEVISION : Jean-Christophe Averty, potache et guignol, par Catherine Clavier.
 - Avant « Les Dossiers de l'écran », éditeurs et hommes libres, par Claire Desvignes.
 - Europe 1 : Boulez la ressemblance, par Anne Rey.

16-17. ARTS ET SPECTACLES

- 18. SCIENCES
— Une découverte paléontologique exceptionnelle.

18. SPORTS

- AUTOMOBILISME : le championnat du monde des conducteurs commence le 25 janvier avec le Grand Prix du Brésil.

19. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

- AFFAIRES : la plupart des gouvernements européens sont hostiles à la fixation de prix minima de l'acier.

20-21. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (11 à 14) : Années classées (20) ; Aujourd'hui (18) ; Carnet (18) ; Journal officiel (18) ; Météorologie (18) ; Mots croisés (18).

NOUVELLES BRÈVES

- Le prix Shakespeare à Philip Larkin. — La Fondation Fys (Freiher-Vom-Stein) de Hambourg a décerné, le vendredi 23 janvier, son prix Shakespeare pour l'année 1976 à l'auteur britannique Philip Larkin.
- (Âgé de cinquante-trois ans, il dirige depuis 1955 la bibliothèque de l'université de Hull (Yorkshire) et est considéré par la Fondation comme le plus grand poète anglais de sa génération.)
- Le journal « la Croix » n'a pu être mis en vente vendredi 23 janvier dans les kiosques parisiens à la suite d'une grève catégorielle de son personnel. Selon la direction, le conflit est maintenant réglé. Les abonnés, qui forment la majorité des lecteurs du quotidien, recevront normalement leur journal.
- Le bureau fédéral et le comité de section de Paris de l'Union nationale des étudiants du Maroc organisent une « semaine d'action » pour réclamer la levée de l'interdiction du 24 janvier 1973, de l'UNEM au Maroc et pour la libération de tous les détenus politiques parmi lesquels figurent de nombreux responsables et militants étudiants. Cette semaine d'action sera ouverte par un meeting qui aura lieu, le 25 janvier à 20 h. 30, à la maison du Canada de la Cité-Universitaire.
- ★ Union nationale des étudiants du Maroc, Maison du Maroc, Cité universitaire de Paris.

AU COURS DE SON VOYAGE EN INDE

M. Chirac invite Mme Gandhi à visiter la France en 1976

Avant de faire dimanche 25 janvier une visite touristique dans la région d'Agra, M. Chirac a conclu samedi ses entretiens avec Mme Gandhi, qu'il a invitée à venir cette année en France. Plusieurs accords de coopération technique doivent être signés.

De notre envoyé spécial

New-Delhi. — M. Chirac termine, samedi 24 janvier, ses entretiens avec les dirigeants indiens. Dans la matinée, il a visité une partie de la capitale administrative, parcouru quelques-unes des immenses artères rectilignes bordées de grands arbres qui la quadrillent. Il s'est arrêté au Fort-Rouge, témoin de l'architecture guerrière mogole. Mais son itinéraire ne lui a guère permis de sentir, dans les rues grouillantes de la vieille ville bordées de masures, le frémissement de la foule indienne, à la fois chatoyante et misérable. Dans l'après-midi, le premier ministre a retrouvé ses interlocuteurs pour parler des problèmes de coopération bilatérale.

Plusieurs déclarations doivent être signées. L'une concerne la coopération technique de l'électricité de France et de son homologue indien en matière de grandes centrales thermiques et hydrauliques, de réseaux de haute tension et de gestion par ordinateur. Une autre déclaration a trait aux secteurs des télécommunications et de la communication électronique. L'étude de certains projets devrait être accélérée, notamment la construction d'une grande poudrière d'autre part. L'Inde aurait promis de confirmer à l'avenir son option sur trois Airbus supplémentaires.

Les conditions de crédit font l'objet de discussions. Mais M. Chirac a indiqué que la France ne saurait imiter l'Allemagne, qui vient d'offrir des prêts à 0,75 % d'intérêt, remboursables sur cinquante ans. Le premier ministre a souligné que Paris fait d'abord des efforts de coopération en direction de l'Afrique et du Proche-Orient. La France ne peut accorder de tels « dons ». Enfin, la commission mixte de coopération franco-indienne passe du rang administratif au niveau ministériel.

ANDRÉ PASSERON.

DES FAITS QUI REMONTERAIENT A 1971

Une trentaine d'entreprises se seraient partagées illicitement des adjudications pour le plan routier breton

De notre correspondant

Rennes. — Rumeurs de scandale en Bretagne, où une trentaine d'entreprises de travaux publics se trouveraient impliquées dans une vaste affaire portant sur l'obtention d'adjudications dans le cadre de la réalisation du plan routier breton. Les sociétés mises en cause seraient accusées de s'être partagé les marchés des premiers kilomètres (une centaine), faussant ainsi le jeu de la concurrence lors des adjudications.

Solennement tenu secret jusqu'à présent (les faits remontent à 1971), le dossier a été confié, le 10 décembre dernier, à M. Etienne, premier juge d'instruction à Rennes, et du point de vue du volume, a déclaré le magistrat, c'est une affaire très importante. En l'état actuel, le n'en ai pas une totale

M. MÉDECIN EXPLIQUE POURQUOI IL S'OPPOSE A L'AMÉNAGEMENT DE LA CITADELLE DE VILLEFRANCHE

Au cours de la conférence de presse qu'il a réunie le 23 janvier le nouveau secrétaire d'Etat au tourisme, M. Jacques Médéric, a fait la somme des résultats et des intentions de l'administration dont il vient de prendre la responsabilité. Il a notamment expliqué pourquoi il s'opposait à l'installation du centre de vacances que Tourisme et Travail se propose, depuis de nombreuses années (le Monde daté 18-19 janvier), d'installer dans la citadelle de Villefranche (Alpes-Maritimes).

Tourisme et Travail, qui l'Etat ne refuse pas de subventionner, n'est pas la seule ni la plus importante organisation de tourisme social, et ses services administratifs régionaux ont depuis la fin de la guerre hébergés gratuitement par la municipalité de Nice, dont M. Médéric est le maire, a rappelé celui-ci.

Sur le fond, le secrétaire d'Etat a indiqué qu'il devrait prendre en compte les observations de l'association de défense constituée à Villefranche pour s'opposer à la construction de projets de Tourisme et Travail.

En Tchécoslovaquie

M. HONECKER S'ENTRETIENT EN TÊTE À TÊTE AVEC M. HUSAK

(De notre correspondant.)

Vienne. — M. Honecker, premier secrétaire du Parti communiste tchécoslovaque (S.E.D.), fait depuis le 22 janvier une « visite amicale de travail » à Prague. Peu après son arrivée, il a commencé au château de Laný, dans les environs de la capitale, ses entretiens avec M. Husak, chef du parti tchécoslovaque.

Le précédent séjour de M. Honecker en Tchécoslovaquie remonte au mois d'octobre 1974 : une déclaration sur la consolidation et l'approfondissement de la coopération fraternelle entre les deux partis et pays avait alors été signée. Il était accompagné à l'époque d'une importante délégation.

Deux dossiers seraient examinés : la concrétisation de l'acte final d'Hel-sinki et la préparation de la conférence communiste européenne. Sur ces deux grandes questions, les deux dirigeants ont échangé de vives discussions. M. Honecker a souligné l'importance de l'Est et de la Tchécoslovaquie formant l'aile dure de la communauté socialiste.

Depuis plusieurs semaines la polémique qui bon train à Prague et à Berlin-Est contre les « campagnes de calomnies » menées en Occident contre les pays socialistes. — M. L.

L'AIDE MILITAIRE AMÉRICAINE A ISRAËL SERA RÉDUITE D'UN TIERS EN 1977

L'aide militaire américaine à Israël, qui avait atteint entre octobre 1973 et octobre 1977 le chiffre de 5 milliards de dollars (dont 2 550 millions accordés sous forme de dons et 2 450 millions sous forme de prêts), tombera de 1,5 milliard de dollars en 1977, soit une diminution d'un tiers. Cette réduction considérable, bien évidemment, fait l'objet de vives critiques à Jérusalem. Le premier ministre israélien M. Itzhak Rabin, qui effectue à partir de ce lundi 25 janvier une visite officielle aux Etats-Unis, soulèvera cette question dans ses entretiens avec le président Ford. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

Condamné par le tribunal correctionnel de Paris

M. Pedro Astudillo est sur le point d'être remis aux autorités espagnoles

Condamné, le 10 mars 1975 à un an de prison par le tribunal correctionnel de Paris, pour tentative de vol, un citoyen espagnol, M. Pedro Astudillo, quarante-huit ans, n'a pas été libéré au terme de sa peine qu'il a fini de purger mercredi 21 janvier, à la prison de Fresnes. M. Pedro Astudillo fait en effet l'objet d'une procédure d'extradition à la demande du gouvernement espagnol (le Monde du 9 décembre).

Au mois de février 1975, la chambre d'accusation avait donné un avis favorable à cette mesure, le gouvernement espagnol affirmant que M. Astudillo s'était rendu coupable dans son pays « de crimes de droit commun » et avait commis deux vols à l'épave. Auparavant en 1973, la chambre d'accusation elle-même avait donné un avis contraire alors que l'extradition était demandée pour vol d'armes dans une caserne du Pays basque espagnol, estimant qu'il s'agissait de motifs politiques.

Le Comité international de soutien aux travailleurs de la santé en Espagne a recueilli plus de cinq cents signatures de professeurs dont celle de M. Mikowski. Des personnalités du monde médical espagnol, représentant un mouvement de contestation regroupant de très nombreux internes, assisteront le mardi 27 janvier, 7, rue de la Capulerie à Paris, à une conférence de presse donnée par le comité.

Plus de mille avocats, réunis le vendredi 23 janvier à Madrid, ont rejeté par 535 voix contre 417, une proposition du collège des avocats demandant l'annulation du décret-loi anti-terroriste promulgué dans les derniers mois du régime franquiste. Ils se sont également prononcés, par 539 voix contre 461, contre toute dérogation de la loi d'ordre public. Ils ont en revanche accepté de discuter du problème du divorce en Espagne. — (A.F.P.)

Les trois derniers militants d'extrême droite, détenus depuis le 15 janvier à Paris, ont été libérés suite d'attentats contre des librairies, ont été mis en liberté sous caution, vendredi 23 janvier. Ils ont été accusés de la série de prison par un groupe de trois cents camarades chantant l'hymne phalangiste Caru al sol. — (A.F.P.)

Le premier grade des deux mille cinq cents employés espagnols de la Compagnie interna-

A LONDRES

Les dirigeants de Reuter accueillent avec indifférence les bruits d'une manipulation de l'agence par la C.I.A.

Le sénateur Frank Church, président de la commission d'enquête sur les activités des services secrets américains, a fait savoir, vendredi 23 janvier, que l'ancien président Richard Nixon acceptait de répondre sous serment, par écrit, à des questions sur les opérations clandestines de la C.I.A. pendant son mandat. La commission Church remettra fin février son rapport final. Une commission similaire de la Chambre des représentants a décidé de publier son propre rapport dès la semaine prochaine, malgré les objections de certains de ses membres qui, épousant les vues du président Ford, s'opposent à la divulgation de ce qu'ils considèrent comme des secrets d'Etat.

De notre correspondant

Londres. — La campagne contre les services secrets se concentrait à peu près exclusivement sur la C.I.A. En dehors de groupuscules maoïstes, le public anglais n'a d'ailleurs pas manifesté un grand intérêt pour la récente mode qui consistait à dénoncer publiquement les employés des divers services spéciaux de l'administration américaine.

Non pas qu'à Londres la presse ou les politiciens veulent ignorer les maladroites, les gaffes et parfois les crimes de la C.I.A. Les Britanniques pourtant, et cela dans tous les milieux, s'interrogent de plus en plus sur la légitimité de considérer des problèmes de ce genre d'une façon réaliste. C'est peut-être la une tradition nationale. La Grande-Bretagne a perdu son empire, mais la réputation parfois malicieuse et bien souvent usurpée du célèbre Intelligence Service continue, semble-t-il, d'impressionner les esprits.

Aux yeux de l'Anglais moyen, le renseignement se voit accorder une importance dans le système de défense du pays que les tanks, les fusées ou les armements nucléaires. Aussi bien des gens estiment-ils ici que le désordre jeté sur les services secrets américains a pour effet essentiel d'affaiblir dangereusement la défense de la communauté atlantique.

Le problème vient de prendre une nouvelle tournure. Certaines organisations britanniques sont elles-mêmes mises en cause. Le Washington Post a déjà suggéré que des correspondants britanniques à l'étranger seraient rétri-

buis par le célèbre Intelligence Service. Comme on pouvait s'y attendre, la presse londonienne a réagi avec vigueur. Des allégations de ce genre — bien qu'elles soient avancées sans la moindre preuve — ont surtout pour résultat de compromettre encore plus la sécurité personnelle déjà assez précaire des reporters britanniques qui se rendent dans les pays en ébullition, qu'il s'agisse du Liban, de l'Angola, ou tout simplement de l'Ulster.

Personne certes n'exclut qu'à l'occasion un sol-disant envoyé spécial ait pu avoir des contacts avec les services secrets de Whitehall. Quel pays pourrait en toute sincérité garantir que de telles collusions sont tout à fait impossibles ? Il reste que la presse « respectable » ne peut guère, en dehors de toute considération de morale professionnelle, se permettre de courir consciemment un risque de ce genre.

Aussi ne manque-t-on pas de remarquer pour l'instant à Londres que, si le Washington Post n'a pas été en mesure d'établir des accusations contre la presse britannique, un éminent journaliste de la télévision américaine, M. Sam Jaffe, vient d'admettre, en publiant ses contacts avec le service fédéral des renseignements généraux (F.B.I.), un pas de plus vers mainte-

nant d'être franchi avec les allégations lancées dans la capitale américaine contre l'agence Reuter. La commission de la Chambre des représentants qui étudie les activités de la C.I.A. aurait établi en effet que celle-ci « manipulerait » des informations transmises à la prestigieuse agence d'informations.

Les dirigeants de Reuter réagissent à ces accusations d'une manière britannique, à la fois mépris et indifférence. Ils ne nient certes pas que des correspondants éloignés et occasionnels puissent être l'objet d'avances de la part de tel ou tel service de propagande ou de renseignements. Mais, dit son directeur, M. Gerald Long, l'agence Reuter est dans le « business » des informations depuis cent vingt-cinq ans ! Elle a donc suffisamment d'expérience pour faire le tri entre des nouvelles authentiques et des nouvelles inspirées.

JEAN WETZ.

Au Portugal

M. CUNHAL ESTIME QUE « LA DISPARITION DU M. F. A. OUVRIRAIT LA VOIE A UNE NOUVELLE DICTATURE ».

Lisbonne (A.F.P., Reuters). — M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du parti communiste portugais, a déclaré dans une interview publiée le vendredi 23 janvier par le « Diário de Notícias » que « le M.F.A. (Mouvement des forces armées) est vement des forces armées » est nécessaire à la défense de la liberté, à la garantie et à la construction d'un régime progressiste et démocratique ». « La disparition du M.F.A. », a-t-il affirmé, ouvrirait la voie à une nouvelle dictature. « Le dirigeant communiste a démenti, d'autre part, qu'il y ait eu un accord entre son parti et l'extrême gauche lors du soulèvement de certaines unités paracombatives, le 25 novembre dernier.

M. Cunhal a demandé que les autorités s'efforcent de mettre fin à la vague d'attentats commis contre les militants et les locaux du parti communiste, qui, selon lui, font courir au pays « non seulement un risque de coup d'Etat, mais menacent aussi le caractère libre et démocratique des élections ». Vendredi, une bombe puissante a explosé, à Lisbonne, la voiture de M. José Viana, comédien et militant communiste.

Faisant écho aux protestations du parti socialiste, M. Cunhal a critiqué la libération, vendredi, du général Kaulza de Arrago, compromis dans la tentative de coup d'Etat spolié de septembre 1974. Il a aussi dénoncé la libération d'autres fascistes ayant eu des responsabilités sous l'ancien régime et qui pourraient renforcer les éléments réactionnaires et terroristes au Portugal. Les autorités portugaises ont annoncé le même jour la libération de cinq civils compromis dans la tentative de soulèvement du 11 mars 1974.

dans le 7^e
votre spécialiste
Canon
PHOTO-CINE-SON
MAINCOURD
109 bis Rue St Dominique
75007 PARIS - Tél. 705.48.30

هكذا من الأصل